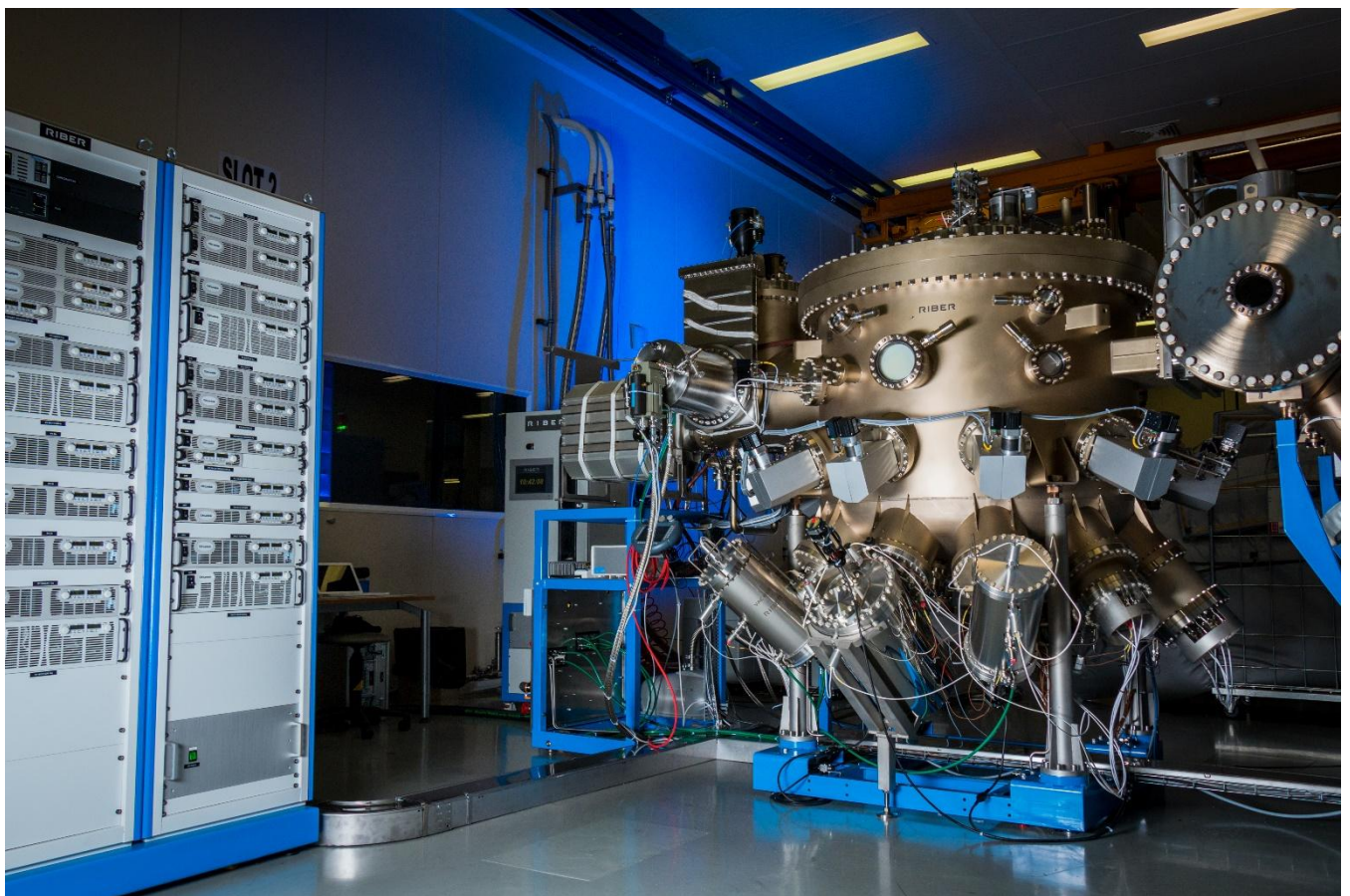


RAPPORT ANNUEL 2025



SOMMAIRE

Rapport de Gestion du Conseil d'administration	page 3
Activité du Groupe	
Résultats, situation financière et affectation	
Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients de la Société	
Filiales et participations	
Administration et contrôle de la Société	
Actionnariat	
Renseignements relatifs à la participation des salariés	
Documents accessibles au public	
Conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce	
Transactions réalisées par des mandataires sociaux, des personnes exerçant des fonctions dirigeantes et des personnes ayant un lien personnel étroit avec eux	
Risques et incertitudes	
Procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place	
Opérations effectuées sur actions propres	
Autres résolutions soumises à l'Assemblée Générale Mixte	
Glossaire.....	page 40
Tableau des filiales et participations.....	page 40
Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise	page 41
Présentation de la gouvernance – Conseil d'administration	
Informations concernant le capital social de la Société	
Conventions conclues entre un dirigeant ou un actionnaire significatif de la Société avec une filiale	
Raisons pour lesquelles certaines recommandations du Code Middlenext n'ont pas été suivies par la Société	
Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	
Attributions gratuites d'actions	
Politique visant à l'équilibre femmes-hommes et à l'équité	
États financiers consolidés	page 53
Bilan consolidé	
Compte de résultat consolidé	
Tableau des flux de trésorerie consolidés	
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	
Notes annexes	
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	
États financiers sociaux	page 89
Bilan	
Compte de résultat	
Notes annexes	
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées	page 126
Attestation du responsable du rapport financier	page 129
Projet de résolutions – Assemblée Générale du 17 juin 2026	page 130

RAPPORT FINANCIER ANNUEL



RIBER
Société anonyme à Conseil d'administration
Au capital de 3.400.483,84 €
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

RAPPORT DE GESTION

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 17 JUIN 2026

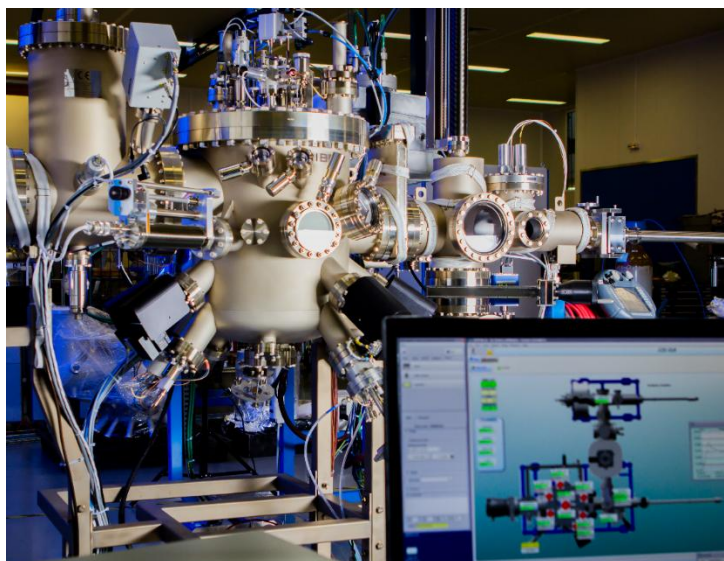
Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale, conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires, afin de vous rendre compte de l'activité la Société Riber (« **Riber** » ou la « **Société** ») et de celle du Groupe (tel que défini au point **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent rapport) au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2025, des résultats de notre gestion au titre de cette période, et pour soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice.

Nous vous précisons que les comptes qui vous sont présentés ont été établis en suivant les mêmes méthodes que lors de l'exercice précédent, dans le respect des dispositions du plan comptable, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

Lors de l'Assemblée Générale, vous entendrez également la lecture du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise tel que visé au dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce et des rapports des Commissaires aux Comptes.

* * *



RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Table des matières

1	ACTIVITE DU GROUPE	6
1.1	Activité et métiers	6
1.2	Organigramme du Groupe	8
1.3	Propositions de valeurs	8
1.3.1	Les machines EJM pour la recherche	8
1.3.2	Les machines EJM pour l'industrie	9
1.3.3	Les accessoires et services	11
1.4	Stratégie	12
1.5	Situation et évolution de l'activité de la Société et du Groupe au cours de l'exercice écoulé	12
1.6	Carnet de commandes	13
1.7	Activités en matière de recherche et développement de la Société et du Groupe	13
1.8	Effectifs du Groupe	13
1.9	Informations en matière sociale de la Société	14
1.9.1	État des effectifs	14
1.9.2	Organisation du temps de travail - Absentéisme	14
1.9.3	Rémunérations et politique salariale	15
1.9.4	Relations professionnelles et bilan des accords collectifs	15
1.9.5	Conditions d'hygiène et de sécurité	16
1.9.6	Développement des compétences	16
1.9.7	Travailleurs handicapés	16
1.10	Informations en matière environnementale de la Société et du Groupe	16
1.11	Informations sur l'impact territorial des activités	17
1.12	Faits exceptionnels et litiges significatifs	17
1.13	Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice pour la Société et le Groupe	18
1.14	Évolution prévisible de la situation de la Société et du Groupe	18
2	RESULTATS – SITUATION FINANCIERE – AFFECTATION	19
2.1	Examen des comptes consolidés et résultats du Groupe	19
2.2	Situation financière consolidée	19
2.3	Examen des comptes sociaux et résultats de la Société	20
2.4	Propositions ayant trait à l'approbation des comptes sociaux et l'affectation du résultat de la Société	21
2.5	Constatation des distributions de dividendes au titre des trois derniers exercices	21
2.6	Proposition d'approbation des comptes consolidés	21
2.7	Tableau des résultats des cinq derniers exercices	22
2.8	Dépenses non déductibles fiscalement	22
3	INFORMATIONS RELATIVES AUX DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS DE LA SOCIETE	23
4	FILIALES ET PARTICIPATIONS	24
4.1	Prise de contrôle / prise de participation significative dans des Sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République Française	24
4.2	Création de filiale	24
4.3	Recapitalisation de filiale	24
4.4	Avis donné à une autre Société en application de l'article L.233-7, I, alinéa 1 du Code de commerce	24
4.5	Aliénation d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées	24
4.6	Actions d'autocontrôle détenues par des sociétés directement ou indirectement contrôlées	24
4.7	Liste des succursales	24
5	ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIETE	24
5.1	Situation des mandats des membres du Conseil d'administration	24
5.2	Commissariat aux comptes	25
6	ACTIONNARIAT	25
7	RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PARTICIPATION DES SALARIES	26
7.1	État de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice	26
7.2	Opérations réalisées au titre des options d'achat ou de souscription d'actions	26
7.3	Attributions gratuites d'actions	26
8	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	26
9	CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L.225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE	26
10	TRANSACTIONS REALISEES PAR DES MANDATAIRES SOCIAUX, DES PERSONNES EXERÇANT DES FONCTIONS DIRIGEANTES ET DES PERSONNES AYANT UN LIEN PERSONNEL ETROIT AVEC EUX	28
11	RISQUES ET INCERTITUDES	28

11.1	Risques technologiques et sectoriels	29
11.2	Risques opérationnels	30
11.3	Risques financiers	32
11.4	Risques juridiques	33
12	PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES MISES EN PLACE	33
12.1	Organisation générale du contrôle interne	33
12.2	Les principaux supports du contrôle interne	34
12.3	Les procédures de contrôle interne mises en place au sein des filiales	36
13	OPERATIONS EFFECTUEES SUR ACTIONS PROPRES	36
14	AUTRES RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE	39
15	ANNEXES	40
15.1	Glossaire	40
15.2	Riber SA – Tableau des filiales et participations au 31/12/2025 :	40

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

1 ACTIVITE DU GROUPE

1.1 Activité et métiers

Fondée en 1964, Riber est le leader mondial des équipements d'épithaxie par jets moléculaires (EJM ou MBE en anglais). L'entreprise conçoit et fabrique des solutions destinées à l'industrie des semi-conducteurs et accompagne ses clients, industriels et laboratoires de recherche, avec une offre complète de services et de support scientifique et technique (hardware et software), afin d'optimiser les performances et les rendements de leurs équipements.

Les technologies de RIBER sont au cœur du développement de dispositifs semi-conducteurs avancés, notamment pour les applications liées à l'intelligence artificielle, aux infrastructures de données, aux télécommunications et à la photonique. Présente sur des segments technologiques stratégiques, RIBER contribue également aux avancées dans les domaines de la recherche et des technologies quantiques.

Les principaux produits de Riber sont des équipements fondés sur la technologie de l'épithaxie par jets moléculaires, et se déclinent en machines dédiées à la recherche et développement (machines EJM de recherche) ainsi qu'en systèmes conçus pour la production industrielle (machines EJM de production).

L'épithaxie par jets moléculaires consiste en la production de jets de molécules qui viennent s'épithaxier sur un cristal. L'épithaxie est un procédé de croissance d'un cristal par couches successives d'atomes. Un jet moléculaire consiste en la production d'un jet de molécules à partir d'un matériau source, la plupart du temps un élément chimique, ce jet moléculaire venant se déposer sur le cristal qui croit couches d'atomes par couches d'atomes. La production simultanée de plusieurs jets moléculaires vers le cristal permet de réaliser un alliage à la surface du cristal. Les alliages déposés possédant des propriétés semi-conductrices, le cristal est appelé alliage semi-conducteur.

Cette technologie est très bien adaptée à la fabrication de composants électroniques d'alliages semi-conducteurs utilisés dans les applications les plus avancées. Les principaux champs d'application industrielle de l'EJM sont :

- L'électronique haute fréquence qui est utilisée dans les télécommunications terrestres (wifi, 4G, 5G), les communications satellites (antennes émettrices et réceptrices), les smartphones ou les tablettes, ou tout autre objet communicant ;
- L'optoélectronique qui est utilisée par les réseaux de fibres optiques terrestres (lasers et détecteurs), les machines de découpe par laser, la thermographie détection infrarouge, le médical, etc. ;
- Les capteurs pour les ondes couvrant le spectre de l'infrarouge à l'ultraviolet, ainsi que les champs magnétiques quantiques.

Les clients de Riber se différencient en deux catégories : (i) les clients de laboratoire ou de recherche et (ii) les clients industriels.

Les clients de recherche qui acquièrent des machines EJM de recherche, sont des laboratoires d'universités, des centres ou instituts de recherche, ou des laboratoires de sociétés industrielles. Ils effectuent leurs travaux essentiellement dans deux domaines : les sciences des matériaux et les composants électroniques. Ils sont situés dans le monde entier, étant précisé que Riber est présent, pour ces clients de recherche, dans une quarantaine de pays.

Les clients industriels des machines EJM de production sont, soit des fondeurs qui produisent des tranches épithaxiées et les commercialisent auprès de fabricants de dispositifs électroniques à base d'alliages semi-conducteurs, soit des entreprises industrielles intégrées qui produisent les tranches épithaxiées et les traitent pour en faire des composants électroniques. Ces clients sont situés dans les grands pôles industriels mondiaux et Riber est présente, pour ces clients de machines EJM, dans plus de 10 pays.

Riber a été dans les années 1980 l'un des premiers fabricants de machines EJM de recherche et a suivi l'évolution des besoins des clients pour commercialiser sa première machine de production en 1995. La qualité des machines de Riber lui a permis de faire grossir sa base installée de machines au cours des ans. Riber possède aujourd'hui la plus grande base installée au monde avec plus de 800 machines en opération. Cette base installée est répartie de manière équilibrée, à hauteur d'environ un tiers en Amérique du Nord, un tiers en Europe et un tiers en Asie.

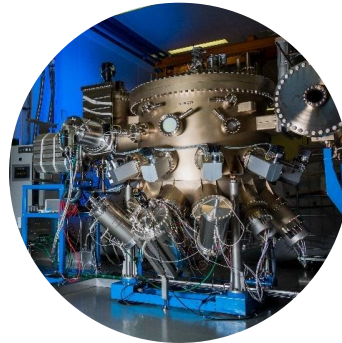
La position de leader de Riber sur le marché de l'épithaxie par jets moléculaires repose sur la maîtrise de la chaîne de valeur (conception, fabrication de systèmes EJM et des évaporateurs, vente de composants et de pièces détachées, service et maintenance sur site).

La Société investit également pour maintenir son avance technologique et développer de nouveaux débouchés. En partenariat avec des centres de recherche et dans le cadre de projets soutenus par les pouvoirs publics français ou européens, Riber participe régulièrement à la mise au point des nouveaux procédés que sa technologie rend possible.

Dans le cadre de sa stratégie de diversification, RIBER développe un nouveau type de machine qui adresse le marché du Silicium. Les marchés visés sont notamment dans les domaines des ordinateurs quantiques, des datacoms et télécoms (modulateur). ROSIE (RIBER Oxide on Silicon Epitaxy) s'inscrit pleinement dans le segment de la photonique sur silicium (PIC :

Photonic Integrated Circuit). Il permet l'épitaxie d'oxydes sur des wafers silicium 300 mm, offrant des propriétés électro-optiques exceptionnelles qui autorisent la modulation de la lumière à très haute fréquence. La production de wafers réalisée avec ROSIE répond à la forte demande en émetteurs/récepteurs optiques haute fréquence, stimulée par la croissance exponentielle des besoins de stockage des centres de données et renforcée par l'essor de l'intelligence artificielle générative.

Le siège social de Riber ainsi que son site de production sont situés à Bezons, dans le département du Val d'Oise. La Société est propriétaire de ses locaux. Riber dispose de filiales en Chine et aux Etats-Unis. Riber est également représentée à travers le monde par un réseau d'une dizaine d'agents commerciaux ou distributeurs.



Historique du Groupe

1964 : Création de la Société Riber en tant que distributeur de produits ultravide (UHV), destinés aux universités et aux laboratoires de recherche.

1976 : Riber est absorbée par Instruments S.A., un groupe spécialisé dans l'instrumentation scientifique, dont elle est devenue une division. L'expérience acquise en matière de composants UHV et de procédés sous vide lui permet de développer la technique de l'épitaxie par jets moléculaires (EJM).

1978 : Instruments S.A. Riber est l'une des premières sociétés à produire et commercialiser des systèmes EJM "clés en main". La Société développe au fil des années un grand nombre de produits innovants tels que des systèmes EJM à sources gaz.

1992 : Instruments S.A. filialise sa division Riber qui devient Riber SA.

1995 : Riber prend un virage stratégique en se lançant dans la fabrication d'équipements de production, parallèlement aux équipements de recherche.

1997 : Riber devient une société indépendante à la suite de sa reprise par un dirigeant et un groupe d'investisseurs composé de certains actionnaires et membres de l'équipe dirigeante d'Instruments S.A., et accélère son développement commercial pour s'imposer comme le leader mondial des biens d'équipement industriel d'épitaxie par jets moléculaires.

2000 : Riber est cotée sur NYSE-Euronext Paris.

2004 : Riber acquiert 100% de la société Addon, spécialisée dans la conception et le développement de cellules et composants pour systèmes EJM.

2008 : Riber procède au rachat de l'activité EJM de VG SEMICON, filiale d'Oxford Instruments. Cette acquisition vient soutenir le développement stratégique de la branche service après-vente de la Société.

2009 : Riber ouvre un bureau de vente en Chine.

2011 : Riber concrétise sa diversification dans les OLED avec d'importantes commandes de cellules d'effusion en Asie.

2012 : Riber s'engage dans la fondation de l'Institut Photovoltaïque d'Ile-de-France, élément moteur de la politique nationale et européenne en matière de développement des énergies renouvelables. Riber devient actionnaire minoritaire de la SAS IPVF.

2013 : Riber ouvre une filiale commerciale en Corée du Sud destinée à accompagner son développement sur le marché des OLED.

2015 : Riber acquiert les actifs de MBE Control Solutions, société californienne spécialisée dans la vente de composants et services destinés aux systèmes d'épitaxie par jets moléculaires. Cette acquisition vient renforcer la présence de Riber aux Etats-Unis et soutenir le développement stratégique de la branche service après-vente de la Société.

2018 : Riber ouvre une filiale en Chine pour être plus proche de ses clients et saisir les opportunités de croissance du marché chinois de la MBE et des évaporateurs. Cette filiale assure la commercialisation des machines et des évaporateurs, le service après-vente ainsi que la livraison de pièces détachées dans les meilleurs délais grâce à la présence d'un stock sur site.

2019 : Riber Inc., filiale américaine de Riber, acquiert le fonds de commerce de la société américaine SemiPro LCC, spécialisée dans la maintenance et la rénovation de systèmes EJM. Par cette acquisition, Riber renforce ses activités de services aux Etats-Unis avec une meilleure couverture géographique et commerciale.

2020 : Riber change de marché de cotation boursière – les actions de la Société sont transférées au 1^{er} septembre 2020, du marché Euronext Compartiment C vers le marché Euronext Growth

2020 : Riber procède en octobre à la dissolution de sa filiale basée en Corée du Sud.

2021 : Riber et le LAAS-CNRS de Toulouse créent le laboratoire commun EPICENTRE, dédié à l'optimisation et à l'automatisation des procédés MBE

2021 : Riber livre sa première machine MBE 8000

2022 : Riber, lauréat du plan France Relance pour son projet dédié au développement de sa ligne pilote ROSIE pour la filière photonique sur Silicium

2024 : Évolution de la structure de gouvernance de Riber SA par l'adoption d'un Conseil d'administration. Riber lance la commercialisation du MBE8000 et livre au laboratoire commun EPICENTRE la chambre SUPRA 3" pour croissance à température cryogénique de supraconducteurs.

2025 : Riber reçoit deux commandes du Système ROSIE et assure la livraison du premier exemplaire au cours de l'exercice.

1.2 Organigramme du Groupe

Au 31 décembre 2025, le Groupe est constitué par Riber S.A. et par deux filiales de distribution, dont Riber détient 100% du capital et des droits de vote : la filiale américaine Riber Inc. et la filiale chinoise Riber Semiconductor Technology Shanghai (RSTS), (le « **Groupe** ») Riber détient par ailleurs une participation minoritaire dans la S.A.S. IPVF, à hauteur de 2% de son capital et de ses droits de vote. Ces titres ne sont pas consolidés.

Les informations relatives à ces entités sont présentées en annexe au présent rapport.

1.3 Propositions de valeurs

1.3.1 Les machines EJM pour la recherche

L'usage des machines EJM par les centres de recherche ou les universités consiste essentiellement à faire croître des cristaux d'alliages semi-conducteurs pour en étudier les propriétés physiques, électroniques, optiques ou magnétiques. Les études sur ces cristaux peuvent être, soit fondamentales pour trouver de nouvelles propriétés, soit appliquées pour mettre au point de nouveaux composants, et font l'objet de publications scientifiques. Les cristaux produits peuvent revêtir différentes formes en fonction des propriétés recherchées, comme des empilements de couches atomiques successives, des îlots confinés entre des couches, ou des bâtonnets. Certaines études débouchent sur le développement de composants électroniques ou optoélectroniques ou de capteurs nouveaux pour lesquels les machines de recherche sont aussi utilisées.

Les propriétés du cristal semi-conducteur vont dépendre du substrat sur lequel on va faire croître le cristal, ce substrat étant lui-même un alliage semi-conducteur obtenu par une technique qui consiste en un tirage à partir d'un germe de cristal. Alors que

les premiers substrats étaient en GaAs, l'évolution des recherches a permis le développement de toute une gamme de nouveaux substrats semi-conducteurs tels que : InP, GaN, InSb, CMT (ZnSe), oxydes, métaux etc. Les alliages semi-conducteurs sont composés de plusieurs éléments chimiques et vont appartenir à la classe de l'alliage semi-conducteur du substrat.

Les clients des machines EJM de recherche acquièrent leurs équipements en spécifiant, d'une part, la configuration de la machine à laquelle sont associées des spécifications techniques et, d'autre part, les propriétés du cristal de l'alliage semi-conducteur auquel est destinée la machine, ou process. Ces propriétés du cristal d'alliage semi-conducteur sont la plupart du temps démontrées au client par les ingénieurs d'applications de la Société à la suite de l'installation de la machine sur le site du client.

Le marché des machines EJM de recherche est principalement animé par :

- le financement de nouveaux projets en réponse à de nouveaux défis technologiques ;
- la croissance en taille des substrats à traiter dans les machines EJM ;
- l'exploitation mutualisée des systèmes entre plusieurs groupes de recherche ;
- le renouvellement du parc de machines installées dans les années 1980-90.

Riber propose une large gamme de machines EJM de recherche qui sont définies en fonction :

- du diamètre du substrat : 2 inch, 3 inch, 4 inch ;
- de sa nature : GaAs, InP, GaN, InSb, CMT (ZnSe), SiGe, oxydes, métaux.

Dans cette gamme de machines, il existe trois variantes de production de jets moléculaires : la production de jets moléculaires réalisée à partir d'éléments chimiques solides, celle réalisée à partir d'éléments chimiques solides et de molécules gazeuses, et celles réalisées à partir de molécules gazeuses.

Les modèles de machines EJM que commercialisent la Société en fonction de la dimension du substrat sont :

2 inch	3 inch	4 inch
CLS21	Compact 21T Compact 21 DZ Compact 21 EB	MBE 412

Le marché des machines EJM de recherche est stratégiquement important pour la Société dans la mesure où il constitue le fondement de sa notoriété et de son image, au sein de la communauté scientifique et permet de fidéliser les étudiants chercheurs qui pourront recommander ou acheter des machines Riber. L'engagement constant de Riber dans les programmes de recherche et développement lui permet également de suivre les avancées de technologies évolutives et d'en détecter les futures opportunités en termes d'applications industrielles ou de résoudre un problème d'un segment de marché pour en adresser les marchés industriels.

Riber est présent dans une quarantaine de pays, avec plus de 320 clients, et distribue dans certains pays ses machines EJM de recherche en direct, par des agents locaux ou par ses filiales (Etats-Unis et Chine).

Les concurrents de Riber sur le marché mondial sont : Veeco (Etats-Unis), Omicron (Allemagne), MBE Komponenten (Allemagne) et DCA (Finlande). Il existe d'autres concurrents locaux notamment au Japon, en Russie et en Chine.

1.3.2 Les machines EJM pour l'industrie

L'usage des machines EJM des clients industriels consiste en la fabrication de tranches de cristaux d'alliages semi-conducteurs qui vont ensuite être traités (processés) pour en faire des composants électroniques, qui vont intégrer des produits commercialisés.

Les substrats ou tranches utilisés pour la production sont de même nature que ceux utilisés pour la recherche, mais sont moins nombreux : GaAs ; InP ; GaN ; InSb ; CMT (ZnSe) et récemment le Si.

Les clients des machines EJM de production acquièrent leurs équipements en spécifiant d'une part, la configuration de la machine et d'autre part, les spécifications du cristal de l'alliage semi-conducteur auquel est destinée la machine. Ces spécifications dépendent elles-mêmes du composant à laquelle la tranche épitaxiée est destinée, ou process, ainsi qu'aux autres critères nécessaires à la production, que sont le débit de fabrication de la machine, le rendement de fabrication des tranches épitaxiées, le coût de possession de la machine et le service et la maintenance fournis. Les propriétés du cristal d'alliage semi-conducteur sont la plupart du temps démontrées au client par les ingénieurs d'applications de la Société à la suite de l'installation de la machine sur le site du client.

Le marché des machines de production est orienté autour d'applications qui concernent les téléphones portables (amplificateur de puissance et receveur), les réseaux terrestres radiofréquences (LAN, WLAN, WIFI, LDMS, Multipoint), les télécommunications spatiales, les réseaux à fibres optiques grandes distances (lasers de pompage et de transmission), les

réseaux à fibres optiques à courte distance ou métropolitains (lasers de type VCSEL), les capteurs pour la détection infrarouge et ultraviolette, l'automobile (capteur magnétique à effet Hall), la découpe de matériaux (lasers de puissance), et les LIDAR.

Le marché des machines EJM de production est principalement animé par :

- un accroissement en capacité de production pour les composants radiofréquences, optoélectroniques, ou capteurs ;
- des achats technologiques concernant de nouvelles applications qui offrent des perspectives de développement industriel.

Riber propose une large gamme de machines EJM de production qui sont définies en fonction :

- du nombre de tranches épitaxiées simultanément : 1x4 inch, 3x4 inch, 4x4 inch, 7x4 inch ou 4x6 inch, 8x6 inch ; l'augmentation du nombre de wafer et donc de la surface épitaxiée permet de réduire substantiellement le coût du composant ainsi que le nombre de composants commercialisables ;
- de la nature de la tranche substrat : GaAs, InP, GaN, InSb, CMT (ZnSe), Si ;
- du type de composant qui sera fabriqué.

Dans cette gamme de machine, il existe deux variantes de production de jets moléculaires qui se fait à partir d'éléments chimiques solides ou d'éléments chimiques solides et molécules gazeuses.

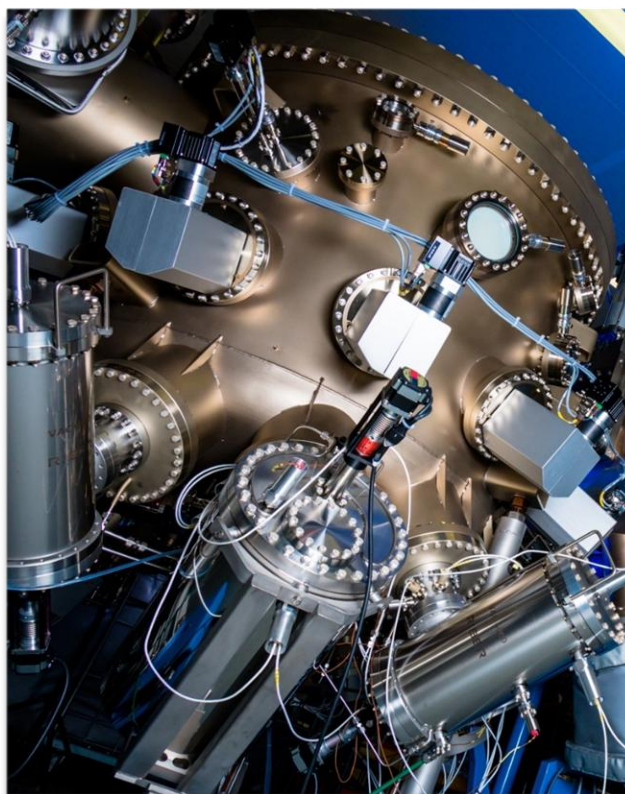
Les modèles de machines EJM que commercialisent la Société en fonction du nombre de tranches épitaxiées et de la dimension de la tranche substrat sont :

1X4 inch Passivation	3X4 inch Optoélectronique	4X4 inch Optoélectronique et capteur	4X6 inch Radiofréquence et Optoélectronique	8X6 inch Optoélectronique	300mm Photonique
MBE 412 P	MBE 49	MBE 49 GSMBE 49 R100	MBE 6000	MBE 8000	ROSIE

Le marché des machines EJM de production est en croissance depuis quatre ans, porté par la demande d'amélioration des performances des réseaux de fibres optiques, par le développement de nouveaux capteurs infrarouges et par l'essor des objets connectés. Le marché des machines de production est stratégiquement important pour la Société dans la mesure où il est consommateur de maintenance et procure des revenus récurrents.

Riber est présent dans plus de 10 pays, avec plus d'une quarantaine de clients et distribue dans certains pays ses machines EJM de production en direct, par des agents locaux ou par ses filiales (Etats-Unis, Chine).

Riber a un concurrent principal sur ce marché : Veeco (Etats-Unis).



1.3.3 Les accessoires et services

Riber offre une gamme complète d'accessoires pour les systèmes EJM de sa fabrication ou de celle de ses concurrents, permettant aux utilisateurs une plus grande flexibilité dans le renouvellement de pièces et dans l'évolution de leurs systèmes selon leurs besoins. Riber garantit la disponibilité de composants et de pièces détachées, permettant d'améliorer la durée de vie des systèmes.

Les accessoires proposés incluent des cellules à effusion pour l'évaporation des matériaux, des systèmes d'injection de gaz et de contrôle de débit permettant une injection précise des matériaux à l'état gazeux, ainsi que des systèmes de contrôle permettant de réguler les processus de croissance épitaxiale. Les pièces détachées incluent notamment des filaments, des joints, des fours, des plateaux, de la visserie, des creusets, etc.

Depuis 2021, RIBER a développé et industrialisé une série d'instruments de mesure permettant de suivre, in-situ et en temps réel la croissance cristalline des matériaux élaborer par les machines EJM. C'est la gamme de produit EZ. La Société continue à développer et augmenter son logiciel de supervision des processus de dépôt et de pilotage de ses machines : Crystal XE. La combinaison des instruments de mesures et du superviseur Crystal-XE permet une automatisation des procédés d'épitaxie libérant les chercheurs des tâches opératoires de la machine et aux clients industriels d'assurer une production stable et continue.

Riber propose parallèlement à ses clients dans le monde entier une large gamme de services allant de la formation sur l'utilisation des systèmes d'épitaxie à des interventions techniques sur site. À titre d'exemple, Riber propose à ses clients des formations sur les procédés EJM de croissance cristalline pour différents alliages semi-conducteurs ainsi que des missions de conseil relatives à la fourniture et au maniement des tranches ou aux équipements de contrôle des tranches épitaxiées. À la demande des clients, la Société peut aussi fournir une aide technique pour la modification de machines existantes et la conception sur mesure de nouveaux accessoires. Enfin, Riber offre des services de décontamination chimique préventive, de maintenance préventive et de nettoyage sur les machines EJM et les pièces et accessoires s'y rattachant.

Le service après-vente comporte des formations à l'entretien des machines et la fourniture de pièces détachées. Riber dispose d'un service de visioconférence pour assurer un support technique et l'envoi de pièces détachées. En développant un tel service, Riber donne à tous ses clients la possibilité de recevoir une assistance technique et, le cas échéant, les pièces nécessaires dans les 48 heures suivant leur demande.

Le support à la clientèle et la maintenance des équipements Riber sont assurés par le Service Client de la Société pour les marchés européens, par sa filiale chinoise pour le marché asiatique (Riber RSTS), et par sa filiale américaine Riber Inc. pour le continent américain.

CO – EVAP Vertical Evaporation

540 VCOR 110cc **563 VCOR 300cc** **5150 VCOR 3000cc**

Valved Cell : Material Consumption limitation

Mesh Solution : Defect Reduction **Patent « 1860207 »**

Riber Process Engineers
For the starting of the sources

Special Development upon request

Source Process Control

Process Simulation / Material Yield calculation

1.4 Stratégie

En 2025, Riber a poursuivi sa stratégie par lignes de produits, à savoir :

- *Marché des laboratoires de recherche :*
 - Système EJM de recherche : renforcer l'avantage compétitif des machines EJM ; poursuivre les innovations notamment avec le projet DREAM MBE qui consiste en une complète automatisation de l'utilisation de la machine ainsi qu'un suivi des recommandations de maintenance, et l'engagement dans des projets collaboratifs avec des laboratoires de premier plan pour le développement de nouveaux procédés.
- *Marchés industriels :*
 - EJM de production : préparer les futurs marchés en développant des partenariats R&D dans le but de fournir des démonstrateurs aux clients industriels ; réduire les coûts de production des wafers épitaxiés en développant des machines de grande capacité et permettant une grande qualité de déposition épitaxiale.
 - ROSIE (RIBER Oxide on Silicon Epitaxy) : déployer cette technologie de rupture en photonique intégrée sur silicium, conçue pour répondre aux exigences croissantes des applications de transmission et de réception optiques, Deux premiers exemplaires ont été commandés en 2025, confirmant l'intérêt des industriels pour des solutions MBE compatibles avec les lignes de production 300 mm.
- *Accessoires et services :*
 - Accroître le chiffre d'affaires des accessoires et services afin d'apporter une contribution récurrente significative ;
 - Investissement Marketing pour redéployer l'offre produits et identifier de nouveaux produits d'appel par l'innovation.

1.5 Situation et évolution de l'activité de la Société et du Groupe au cours de l'exercice écoulé

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe sur l'exercice 2025 s'établit à 40.3 millions d'euros contre 41.2 millions d'euros pour l'exercice précédent et se répartit par ligne de produit comme suit :

Chiffre d'affaires, en millions d'euros*	2025	2024	Evolution
Systèmes	30,9	31	-0,3%
Services et accessoires	9,4	10,2	-7,8%
Total chiffre d'affaires	40,3	41,2	-2,2%

(*) arrondis et pourcentages calculés sur les montants exacts en euros

Le chiffre d'affaires annuel 2025 s'établit à 40,3 millions d'euros, en diminution de 2,2% par rapport à 2024.

Le chiffre d'affaires des systèmes MBE s'établit à 30,9 millions d'euros, stable par rapport à 2024. 12 systèmes MBE, dont 9 de production, ont été livrés sur l'exercice, ce mix est similaire à celui de 2024.

Le chiffre d'affaires des services et accessoires s'établit à 9,4 millions d'euros, en retrait de 7,8% par rapport à 2024.

Le chiffre d'affaires annuel 2025 par zone géographique se répartit comme suit :

Au 31 décembre en millions d'euro*	2025	2024	Evolution
Amérique du Nord	6,1	2,9	111,4%
Asie	16,2	23,6	-31,2%
Europe	17,9	14,7	22,0%
Total chiffre d'affaires	40,3	41,2	-2,2%

(*) arrondis et pourcentages calculés sur les montants exacts en euros

Au cours de l'exercice, le Groupe a essuyé deux refus de licences d'exportation représentant 4 millions d'euros de commandes, et a également subi un allongement des délais d'obtention de licences, retardant l'enregistrement de commandes identifiées.

1.6 Carnet de commandes

Le carnet de commandes est exclusivement constitué de commandes fermes et ne tient pas compte des options de commandes ou lettres d'intention obtenues. Les commandes sont enregistrées en fonction de leur date d'émission par le client et soldées conformément à l'application des normes IFRS15, lors de la reconnaissance du chiffre d'affaires afférent à la livraison de la machine et de chacun des services associés (installation et démonstration des épitaxies).

Au 31 décembre 2025 le carnet de commandes s'établit comme suit (*) :

Au 31 décembre, en millions d'euros	2025	2024	Evolution
Systèmes	20,3	16,7	21,6%
Services et accessoires	6,6	5,0	32,0%
Total carnet de commandes	26,9	21,7	24,0%

(*) arrondis et pourcentages calculés sur les montants exacts en euros

Le carnet de commandes des systèmes MBE s'élève à 20.3 millions d'euros, en progression de 21.6% et comprend 6 systèmes, dont 4 de production. Le montant du carnet de commandes à fin 2025 n'intègre pas la commande annoncée en janvier 2026 pour un système de production au Japon, livrable en 2026.

Les commandes de services et accessoires atteignent 6.6 millions (+32 %).

Au global, le carnet de commandes total au 31 décembre 2025 s'élève à 26.9 millions d'euros, en progression de 24% par rapport à l'année précédente.

1.7 Activités en matière de recherche et développement de la Société et du Groupe

Au cours de l'exercice 2025, Riber a maintenu son effort de recherche et développement avec les principaux projets suivants :

- Le montage, assemblage et démarrage de la 1^{ère} machine 300 mm de nouvelle génération, ROSIE, destinée à la photonique intégrée sur silicium par l'épitaxie d'oxyde de BTO (titanate de Baryum) sur des wafers en silicium de 300mm. La machine a été livrée à un client au Danemark, avec lequel la Société a conclu un contrat de collaboration d'une durée de trois ans. Ce projet, lauréat du plan France Relance, bénéficie d'un soutien financier de l'État. Parallèlement, la conception de la machine ROSIE de production cluster à double-chambre a été engagée.
- La poursuite du projet d'EPICENTRE, laboratoire commun avec le LAAS CNRS (Laboratoire d'analyse et d'architecture des systèmes du CNRS de Toulouse) afin de développer un ensemble d'outils de mesure in-situ pour améliorer le contrôle en temps réel de la croissance épitaxiale d'alliages semiconducteurs, ainsi qu'une solution dédiée à la croissance de matériaux supraconducteurs pour la réalisation de composants spintroniques et quantiques.
- La continuation du programme de développement d'automates de contrôle des machines de Riber en solutions alternatives aux produits actuels : réception d'automates prototypes, tests sur table puis sur machines et validation du produit

En 2025, l'effort de R&D brut s'élève à 3,3 millions d'euros. Après activation des charges de R&D et prise en compte du Crédit Impôt Recherche, les charges nettes de recherche et développement s'élève à 3.2 millions d'euros contre 2,6 millions d'euros en 2024 et représente 7.9% du chiffre d'affaires consolidé contre 6,2% en 2024.

1.8 Effectifs du Groupe

L'effectif total du Groupe au 31 décembre 2025 incluant les implantations à l'étranger s'élève à 121 salariés répartis par catégorie comme suit :

	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	61	61	54
Non-Cadres	60	59	65
Total	121	120	119

1.9 Informations en matière sociale de la Société

1.9.1 État des effectifs

Au 31 décembre 2025, l'effectif de la Société Riber SA (France) était de 109 salariés. L'effectif comprenait 104 salariés en contrat à durée indéterminée, 3 salariés en contrat à durée déterminée, 1 salariés en contrat d'apprentissage, 1 mandataire social.

L'effectif total au 31 décembre 2025 est réparti par secteur d'activité comme suit :

Secteur d'activité	2025	2024
Administration	13	15
Commercial / Marketing	8	7
Production	50	48
R&D	33	29
Support technique client	5	7
	109	106

Le pourcentage du personnel féminin représente 21,1% de l'ensemble de l'effectif (18,5% en 2024). Ce pourcentage est de 21,3% dans la catégorie des Cadres et il est de 15,6% dans la catégorie des ETAM. Bien que relativement stable, cet indicateur met en évidence les difficultés de recrutement de personnel féminin dans les métiers de l'Industrie. À titre d'information, les femmes représentaient 24 % des salariés de l'Industrie (Observatoire de la métallurgie).

En 2025, la moyenne d'âge est d'environ 44,6 ans. 14,7% de l'effectif a moins de 30 ans, 29,4% entre 30 et 40 ans, 24,7% entre 41 et 50 ans, 31,2% plus de 50 ans.

	2025	2024
Age moyen (en années)	42.6	44.6

En 2025, l'ancienneté moyenne est en légère diminution par rapport à l'année précédente.

	2025	2024
Ancienneté moyenne (en années)	8.8	8.8

Au cours de l'exercice 2025, hors contrat d'apprentissage et mandataire social, la Société a enregistré :

- 29 embauches dont :
 - 23 contrats à durée indéterminée, pour remplacement et changements organisationnels ;
 - 5 contrats à durée déterminée, dont 5 justifiés par l'accroissement temporaire d'activité ;
 - 1 contrat apprentissage au service RH.
- 26 départs, dont 4 départs en retraite, 6 fins de contrat à durée déterminée, 3 ruptures conventionnelles, 5 ruptures de période d'essai, 4 licenciements et 4 démissions.

À titre de comparaison, la Société comptabilisait en 2024, 27 embauches et 26 départs.

Le taux de turnover de 25,2 % reflète les mouvements au cours de l'exercice (25,5% en 2024).

Le recours à la main-d'œuvre extérieure a été utilisé en 2025 dans le cadre de remplacement et de surcroît d'activité. Il a représenté 749 jours ouvrés en 2025, soit 3,4 ETP (équivalent temps plein) (593 jours en 2024).

1.9.2 Organisation du temps de travail - Absentéisme

La durée hebdomadaire du temps de travail est de 38 heures et 30 minutes. Au 31 décembre 2025, le temps partiel concerne des collaborateurs en CDI dont le temps de travail est décompté en jours, dont 1 femme et 2 hommes et 1 collaborateur en CDI dont le temps de travail est décompté en heures.

Au cours de l'année, la Société a eu ponctuellement recours aux heures supplémentaires au-delà de la durée hebdomadaire de 38 heures et 30 minutes. Le volume des heures supplémentaires s'élève à 2.841.64 heures (3 704 heures en 2024).

En 2025, le taux d'absentéisme global a diminué, passant de 7,5 % en 2024 à 5,38% en 2025. Le taux relatif aux absences maladie est passé de 4,2 % en 2024 à 3,36 % en 2025.

Les congés maternité et paternité ont représenté 73 jours d'absence et concerné 2 collaborateurs. Les arrêts consécutifs à un accident du travail ou de trajet ont représenté 101 jours d'arrêt et concernaient 4 collaborateurs.

1.9.3 Rémunérations et politique salariale

	2025	2024
Masse salariale (en milliers d'euros)	6 667	6 891

La masse salariale brute sur l'année 2025 s'élève à 6 667 milliers d'euros, hors intéressement, contre 6 891 milliers d'euros en 2024.

À compter du 1/01/2024, les classifications de la Convention collective ont évolué :

Salaires de base mensuels moyens (éléments variables et primes exclus)	2024 (k€)	Médiane
Cadres Position F à H	5 570	5 177
Non-Cadres – Position D7 à E10	3 180	3 232
Non-Cadres – Position C5 C6	2 863	2 913

En 2025, la répartition des salaires moyens et médians est la suivante

Salaires de base mensuels moyens (éléments variables et primes exclus)	2025 (k€)	Médiane
Cadres Position F à H	5 308	4 861
Non-Cadres – Position D7 à E10	3 359	3 350
Non-Cadres – Position C5 C6	2 654	2 842

Les salaires de base mensuels moyens (comprenant le salaire de base ou le salaire forfaitaire, les heures supplémentaires structurelles pour les salariés en heures.

Le taux de charges patronales (incluant les frais liés aux régimes complémentaires) s'établit à 48.4 % en 2025 (contre 47.1% en 2024 et 43.5% en 2023).

1.9.4 Relations professionnelles et bilan des accords collectifs

La Société dépend des conventions collectives de la métallurgie. Plus particulièrement, s'agissant des non-cadres, de la Convention collective régionale des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Région Parisienne du 16 juillet 1954. S'agissant des ingénieurs et des cadres, de la Convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la métallurgie du 13 mars 1972.

Conformément aux dispositions légales, la Société dispose depuis le 20 décembre 2018 d'un Comité Social et Économique (CSE), qui comprend une commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail et un référent Harcèlement.

En 2025, le CSE a été consulté et a émis un avis favorable sur les thématiques ci-dessous :

- Projet d'Index Égalité professionnelle femmes-hommes ;
- Projet prime de partage de la valeur.

La Société entretient le dialogue social et la communication directement avec les collaborateurs. Dans ce but, sont organisées des réunions semestrielles regroupant l'ensemble du personnel afin de partager les temps forts de la Société et d'informer les collaborateurs sur l'actualité de la Société.

La Société intègre dans sa gestion des ressources humaines les principes d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, de diversité ainsi que de lutte contre les discriminations, tant à l'embauche que tout au long de la vie professionnelle des collaborateurs.

Dans le cadre des collaborations et partenariats au sein du Groupe ou avec les sous-traitants, la Société est également attachée au respect des sources du droit du travail notamment les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (libertés collectives, élimination des discriminations en matière d'emploi, travail des enfants...).

1.9.5 Conditions d'hygiène et de sécurité

Le site de Bezons regroupe des activités de R&D, de production (mécanique, traitement de surface et assemblage), de maintenance ainsi que les fonctions tertiaires. Le recensement des risques et mesures de protection par département est mis à jour régulièrement sous le contrôle du Comité Social et Économique.

L'application des dispositions relatives aux conditions d'hygiène et de sécurité fait également partie des attributions du CSE. De façon périodique, le CSE s'assure de la tenue des formations réglementaires, participe activement à l'analyse des accidents du travail et effectue des visites d'inspection dans les différents services.

Le nombre d'accidents du travail (hors accidents de trajet) s'établit à 4 en 2025 (contre 4 en 2024 et 8 en 2023) et 1 accident de trajet. Le taux de cotisation au titre des accidents du travail s'élève pour l'année 2025 à 1.05% (1,0% en 2024 et 0,83% en 2023). Le nombre de jours d'arrêt à la suite des accidents du travail et de trajets survenus en 2025 est de 101 jours calendaires (175 jours en 2024 et 36 jours en 2023).

1.9.6 Développement des compétences

La Société met en œuvre un plan de compétences pluriannuel visant à développer l'acquisition de compétences, l'employabilité et la polyvalence. Ce plan de compétences est établi en fonction des besoins en termes de sécurité, de métiers ainsi qu'en fonction des besoins spécifiques individuels exprimés lors des entretiens annuels.

Le plan de compétences a représenté en termes de coûts pédagogiques 0,4% de la masse salariale brute (0,5% en 2024 et 0,5% en 2023) correspondant à 119 jours de formation (75 jours en 2024 et 58 jours en 2023). Le nombre de stages de formation effectués au cours de l'exercice 2025 s'élève à 12 (9 en 2024 et 7 en 2023) et 41 salariés ont bénéficié d'au moins une action de formation (31 salariés en 2024 et 25 salariés en 2023).

Les formations dispensées en 2025 ont porté essentiellement sur des sujets de sécurité au travail ainsi que sur les métiers spécifiques à Riber (ultravide, technologies du vide...).

1.9.7 Travailleurs handicapés

En 2025, la Société a employé 3 salariés handicapés reconnus comme tels par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH).

1.10 Informations en matière environnementale de la Société et du Groupe

Les machines EJM ainsi que les accessoires produits par Riber sont assemblés et testés sur le site industriel de Bezons. Riber fait appel à la sous-traitance pour la fabrication de la majorité des pièces mécaniques destinées aux systèmes, accessoires et pièces détachées. Une fois fabriquées, les pièces mécaniques sont traitées chimiquement afin que les machines Riber soient en mesure d'atteindre les spécifications requises en matière d'ultravide. Ce traitement chimique se fait par l'utilisation d'acides minéraux et d'autres agents chimiques, dans le cadre d'une activité classée soumise à autorisation par un arrêté préfectoral.

La Société offre par ailleurs des services de décontamination chimique et de nettoyage des réacteurs des machines EJM, ainsi que des pièces s'y rattachant. Ces services requièrent l'élimination de composés à base d'Arsenic, de Phosphore, ou d'autres éléments chimiques. Ces substances sont stockées dans des citernes dédiées et éliminées par des organismes agréés qui en assurent le traitement par destruction physico-chimique.

Par arrêté préfectoral obtenu le 6 juillet 2009, Riber a obtenu l'autorisation d'exploiter une activité de traitement de surface pour des volumes de cuves de traitement de 12.890 litres maximum permettant à Riber d'assurer directement l'essentiel des traitements, ce qui est source de flexibilité industrielle et d'économies sur les prix de revient. L'autorisation administrative résulte d'une expertise approfondie du site, qui est aux normes et qui opère avec des protocoles de traitement sécurisés. La Société est en contact régulier avec les services de la Préfecture qui effectuent une visite de vérification complète du site une à deux fois par an.

La Société a mis en place une politique de maîtrise des consommations des ressources naturelles qui permet une réduction de ses consommations :

Consommations annuelles	2025	2024	Évolution
Eau (m ³)	575	592	-2.79%
Électricité (kWh)	1 079 433	1 142 721	-5.54%
Gaz (kWh)	406 299	401 394	1.22%

L'activité de la Société n'a pas d'impact significatif sur l'environnement au regard des rejets dans l'air, dans les sols et les évacuations d'eau. L'activité de l'entreprise n'entraîne pas de nuisance sonore ou olfactive significative. Des mesures d'impacts sont réalisées de façon périodique par un organisme indépendant.

Les principaux déchets consistent en des emballages en carton, bois et plastique (environ 22 tonnes par an), déchets résiduels (environ 11t) et des copeaux de métaux en acier inoxydable (environ 10 m³). Le traitement de ces déchets est assuré par des entreprises spécialisées qui en assurent la destruction ou le recyclage. Depuis 2011, un système de tri sélectif des résidus en acier inoxydable en permet la valorisation (3.5 tonnes par an). Les matières premières les plus rares entrant dans la fabrication des machines Riber (matériaux réfractaires) font l'objet d'une utilisation optimisée des tôles. Enfin, le site de Bezons dispose d'un système de séparation des hydrocarbures et de gestion des eaux pluviales.

Avec la collaboration de la commission Santé, Sécurité et Conditions de travail du CSE, Riber veille à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail des collaborateurs. La commission se réunit régulièrement pour avancer sur les différentes problématiques (accidents du travail, formations obligatoires, équipements de protection, examens médicaux...).

En complément, Riber poursuit les investissements en matière de formation Sécurité et consacre près de 68% de son budget formation à la sécurité du personnel et à la protection de l'environnement (habilitations électriques, gestion du risque chimique...).

Riber a consacré une enveloppe d'au moins 110 milliers d'euros, en 2025, à des actions de sécurité et de protection de l'environnement (formation des personnels, contrôles périodiques, équipements de protection individuelle et collective, ...). La Société est assurée en matière de responsabilité civile en cas d'atteinte à l'environnement. Aucun sinistre n'a jamais été recensé et aucune provision constituée en matière de risque environnemental. Une attention est portée lors de l'installation des machines et équipements chez nos clients à un usage sécurisé des matériels au travers d'actions de formation et de la remise de manuels d'utilisation.

1.11 Informations sur l'impact territorial des activités

La Société est très implantée dans son environnement économique local. Des contacts réguliers sont entretenus et développés avec les Chambres Consulaires, organismes professionnels et pouvoirs publics dans les domaines de la formation, de l'apprentissage, de l'insertion et de la qualité.

La Société dispose d'une installation classée soumise à autorisation préfectorale pour l'une de ses activités. Cette installation classée est conforme à la réglementation de la DRIEE. La Société s'emploie à ce que cette installation classée soit toujours conforme. Les fonctionnalités opérationnelles sont vérifiées par un contrôle interne régulier.

La Société a souscrit des assurances en responsabilité civile et en responsabilité environnementale couvrant les risques industriels de toutes les activités de son site.

1.12 Faits exceptionnels et litiges significatifs

Rappel : Évolution de la gouvernance et adoption d'un Conseil d'administration

Les actionnaires de la Société, lors de l'Assemblée Générale du 19 juin 2024, ont décidé de transformer le mode de gouvernance de la Société. La structure antérieure, composée d'un Conseil de Surveillance et d'un Directoire, a été remplacée par une organisation à conseil d'administration. La modification corrélative des statuts de la Société (intégrant par conséquent les changements inhérents à l'adoption du nouveau mode d'administration et de direction de RIBER) a ainsi été approuvée, et l'adoption de la résolution relative au changement du mode d'administration et de direction de RIBER a mis fin de plein droit aux mandats de l'ensemble des membres du Directoire et du Conseil de surveillance.

L'évolution de la gouvernance correspond à la volonté de simplifier les processus de décision opérationnels et s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie de RIBER afin de soutenir son expansion dans un environnement de marché porteur.

L'Assemblée Générale du 19 juin 2024 a décidé la nomination au nouveau conseil d'administration de 7 administrateurs pour une durée de trois exercices expirant à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2027 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026, dont Madame Annie Geoffroy, Madame Sylviane Troadec, Monsieur Nicolas Grandjean, Monsieur Didier Cornardeau, Monsieur Bernard Raboutet et Monsieur Pierre-Yves Kielwasser. L'Assemblée Générale a également nommé un nouvel administrateur indépendant : Monsieur Alexandre Jevakhoff dont la nomination permettra d'enrichir les compétences du Conseil et ses réflexions dans le cadre de ses décisions.

Le premier Conseil d'administration réuni à l'issue de l'Assemblée Générale du 19 juin 2024 a notamment (i) décidé d'étendre les fonctions de Président du Conseil d'administration à celles de Directeur Général de la Société et (ii) désigné à l'unanimité Madame Annie Geoffroy en tant que Présidente-Directrice Générale.

Contrôle fiscal et douanier

En 2025, Riber SA a fait l'objet d'une vérification des déclarations URSSAF au titre des exercices 2022, 2023 et 2024.

En 2024, Riber SA a fait l'objet d'une vérification des douanes sur la comptabilité des exercices 2021 et 2022, qui est toujours en cours à la date d'arrêté des comptes 2025. Le calcul de la provision pour ce litige considère le barème minimum pour une pénalité qui considèrera la bonne foi de Riber, ayant averti le bureau des douanes de l'irrégularité d'elle-même.

Litiges

Il est précisé que la Société n'est partie à aucun litige qui, pris seul ou avec un ensemble d'autres litiges, affecte ou pourrait affecter de façon substantielle son activité, sa situation financière, son patrimoine ou son résultat d'exploitation.

1.13 Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice pour la Société et le Groupe

Le contexte géopolitique au Moyen-Orient s'est dégradé, marqué par une intensification des tensions et des opérations militaires dans plusieurs pays de la région. À ce stade, aucun impact direct sur les états financiers n'a été identifié. La situation demeure toutefois suivie attentivement compte tenu de l'incertitude qu'elle génère.

1.14 Évolution prévisible de la situation de la Société et du Groupe

Compte tenu de la composition du carnet de commandes au 31 décembre 2025, et des perspectives de prises de commandes livrables cette année pour les systèmes, services et accessoires, RIBER anticipe pour l'exercice 2026 une potentielle croissance de son chiffre d'affaires par rapport à 2025.

2 RESULTATS – SITUATION FINANCIERE – AFFECTATION

2.1 Examen des comptes consolidés et résultats du Groupe

Le Groupe Riber a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne à la date de préparation des états financiers.

Au 31 décembre 2025, le périmètre de consolidation du Groupe Riber intègre la filiale américaine de Riber, Riber Inc., ainsi que la filiale chinoise de Riber, Riber Semiconductor Technologie Shanghai (RSTS).

La marge brute consolidée du Groupe s'est établit à 15 551 milliers d'euros contre 14 848 milliers d'euros en 2024 soit une hausse de 703 milliers d'euros. Elle représente 38,5% du chiffre d'affaires.

La croissance de la marge brute (5% par rapport à 2024) s'explique principalement par une évolution du mix de système vendu, une réduction des variances industrielles et par la constatation d'une subvention liée à la production et à la vente du 1^{er} système ROSIE.

Les charges commerciales -3 365 milliers d'euros sont en diminution par rapport à l'année précédente (4 196 milliers d'euros), soit -20% principalement en raison d'une diminution des commissions commerciales liées aux territoires dans lesquels RIBER a vendu ses systèmes en 2025.

Au cours de l'exercice 2025, Riber a maintenu son effort d'innovation afin de poursuivre l'amélioration des performances et la compétitivité de ses produits sur ses principaux marchés.

Les charges brutes (représentant l'effort de R&D) s'élèvent à 3 291 milliers d'euros, et sont en diminution par rapport à 2024. Après activation des charges de R&D et prise en compte du Crédit Impôt Recherche, les charges nettes de recherche et développement (3 169 milliers d'euros) progressent de 605 milliers d'euros (+24%) par rapport à 2024 (2 564 milliers d'euros). En 2025, l'effort net de R&D représente 7,9% du chiffre d'affaires consolidé.

Nous vous invitons à vous référer au paragraphe [1.7] pour la description des principaux projets de R&D mis en œuvre ou poursuivis au cours de l'année 2025.

Les charges administratives (3 908 milliers d'euros) sont en augmentation de 9% par rapport à la même période de l'exercice précédent (3 588 milliers d'euros) du fait de l'inflation, de la hausse de l'intéressement distribué, de la distribution de la réserve spéciale de participations.

Globalement, les charges d'exploitation sont stables par rapport à 2024 (26% croissance du Chiffre d'affaires).

En conséquence, compte tenu de l'amélioration de la marge brute et de la maîtrise des charges d'exploitation, le résultat opérationnel courant de 5 108 milliers d'euros est en hausse de 609 milliers d'euros pour un résultat opérationnel courant de 4 499 milliers d'euros en 2024.

Le résultat financier du Groupe est déficitaire de 327 milliers d'euros en 2025, il était déficitaire de 17 milliers d'euros en 2024. Cette évolution s'explique principalement par l'évolution de la parité euro dollar sur l'exercice qui impacte la trésorerie et les créances en devises détenues par le Groupe.

Après prise en compte d'un produit d'impôt Groupe de 457 milliers d'euros (impôts sur les filiales et impôts différés), le résultat net consolidé du Groupe est bénéficiaire de 5 239 milliers d'euros en 2025, contre un résultat bénéficiaire de 4 123 milliers d'euros en 2024.

2.2 Situation financière consolidée

La trésorerie à fin décembre 2025 est positive de 7,5 millions d'euros, en baisse de 1,1 million d'euros par rapport à la trésorerie de 2024 qui était de 8,6 millions d'euros. Cette évolution résulte des facteurs suivants (se reporter au tableau de flux de trésorerie consolidé pour plus de précision) :

- Activité opérationnelle : 4,5 millions d'euros
- Activité investissement : -1,7 million d'euros
- Activité financement : -3.9 millions d'euros

L'endettement financier net, incluant les dettes de location, s'élève à - 1,7 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre - 3,9 millions d'euros en 2024.

Les capitaux propres, après prise en compte du résultat consolidé, s'établissent à 27,3 millions d'euros, en augmentation de 3.7 millions d'euros sur un an. Cette évolution tient compte du résultat de l'exercice et de la distribution aux actionnaires d'une

somme prélevée sur la prime d'émission au titre de l'exercice 2024.

2.3 Examen des comptes sociaux et résultats de la Société

Le règlement ANC n°2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le Plan comptable général et s'applique à compter du 1^{er} janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

Le chiffre d'affaires net de Riber SA s'élève à 38 984 milliers d'euros en 2025 contre 39 783 milliers d'euros en 2024. En 2025, 74% du chiffre d'affaires a été réalisé hors de France.

Après prise en compte des autres produits (production stockée, reprises de provisions, ...), les produits d'exploitation s'élèvent pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 à 41 537 milliers d'euros contre 41 907 milliers d'euros au cours de l'exercice précédent, en baisse de 1%.

Les charges d'exploitation de l'exercice s'établissent à 36 715 milliers d'euros sur l'exercice 2025 contre 39 399 milliers d'euros pour l'exercice précédent, soit une baisse de 7% s'expliquant principalement par une baisse des achats de matière premières et des autres achats et charges externes.

Le résultat d'exploitation pour l'exercice est bénéficiaire de 4 822 milliers d'euros, contre un bénéfice de 2 508 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent. La variation s'explique notamment par une évolution du mix de vente, la reconnaissance d'une subvention d'exploitation pour 1.1 millions d'euros et par une meilleure efficacité industrielle sur l'exercice (réduction des écarts industriels).

Le résultat financier est déficitaire de 266 milliers d'euros, contre un résultat bénéficiaire de 216 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent. La variation s'explique notamment par un mali sur rachat d'actions propres sur 2025 pour 78 milliers d'euros et les provisions pour pertes de changes sur concernant des créances en dollars pour 194 milliers d'euros.

Le résultat courant avant impôts ressort en bénéfice à 4 555 milliers d'euros contre une bénéfice de 2 725 milliers d'euros au titre de l'exercice précédent.

Après prise en compte de la nouvelle définition résultat exceptionnel, ce résultat est nul pour l'exercice 2025, (contre un gain de 108 milliers d'euros pour l'exercice précédent selon l'ancienne définition du résultat exceptionnel) et d'un produit d'impôt sur les Sociétés de 33 milliers d'euros (contre un produit de 100 milliers d'euros pour l'exercice précédent), le résultat net s'établit à un bénéfice de 4 496 milliers d'euros, contre un bénéfice de 2 932 milliers d'euros pour l'exercice 2024.

Au 31 décembre 2025, le total du bilan de la Société s'élevait à 48 328 milliers d'euros contre 43 410 milliers d'euros pour l'exercice précédent. Au cours de l'exercice, la trésorerie disponible a diminué de 715 milliers d'euros, passant de 7 570 milliers d'euros au 31 décembre 2024 à 6 855 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

Au 31 décembre 2025, les capitaux propres augmentent de 2 818 milliers d'euros à 21 495 milliers d'euros contre 18 676 milliers d'euros au 31 décembre 2024, compte tenu du résultat bénéficiaire de l'exercice.

Les acomptes reçus sur des commandes en cours (10 517 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 9 637 milliers d'euros au 31 décembre 2024) ont augmentés de 880 milliers d'euros du fait de la valeur contractuelle des acomptes 2025.

L'endettement financier moyen et long terme au 31/12/2025 est de 1 377 milliers d'euros, correspondant à des prêts garantis par l'État (PGE) obtenu en 2020 auprès de ses partenaires bancaires et d'un nouvel emprunt souscrit sur l'exercice pour 130 milliers d'euros. Au cours de l'exercice 2025, la Société a remboursé 2 017 milliers d'euros.

2.4 Propositions ayant trait à l'approbation des comptes sociaux et l'affectation du résultat de la Société

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée Générale d'approuver les comptes sociaux annuels (bilan, compte de résultat et annexe), tels qu'ils sont présentés et qui font apparaître un résultat bénéficiaire de 4 496 246 euros (**Résolution 1**).

Le Conseil d'administration propose également à l'Assemblée Générale d'affecter ce résultat bénéficiaire de la manière suivante :

- 404,34 euros sur le compte « réserves légales » ainsi porté de 339 644,04 euros à 340 048,38 euros
 - 4 495 842,01 sur le compte « report à nouveau », ainsi porté de (1 194 706,08) euros à 3 301 135,93 euros
- (**Résolution 2**).

Le Conseil d'administration propose aussi la dotation des Réserves Réglementées par prélèvement sur le compte « Prime d'émission », à concurrence de 89 862 euros. (**Résolution 5**).

Le Conseil d'administration propose également à l'Assemblée Générale, de voter en faveur de la distribution d'une somme prélevée sur le poste « Primes d'émission, de fusion, d'apport », à concurrence de [0.10] euro par action, dont la mise en paiement interviendrait le 24 juin 2026 (**Résolution 6**).

2.5 Constatation des distributions de dividendes au titre des trois derniers exercices

Nous vous rappelons qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des exercices clos le 31 décembre 2022 ; 31 décembre 2023 et 31 décembre 2024, étant toutefois précisé que :

- l'Assemblée Générale du 21 juin 2023 a décidé de procéder à une distribution prenant la forme d'un remboursement d'une partie de la prime d'émission qui était inscrite au compte « primes d'émission, de fusion, d'apport », à concurrence de **0,05** euros par action, soit une somme totale de 1.062.651,20 euros effectivement distribuée ;
- l'Assemblée Générale du 20 juin 2024 a décidé de procéder à une distribution prenant la forme d'un remboursement d'une partie de la prime d'émission qui était inscrite au compte « primes d'émission, de fusion, d'apport », à concurrence de **0,07** euros par action, soit une somme totale de 1.487.711,68 euros effectivement distribuée ;
- l'Assemblée Générale du 18 juin 2025 a décidé de procéder à une distribution prenant la forme d'un remboursement d'une partie de la prime d'émission qui était inscrite au compte « primes d'émission, de fusion, d'apport », à concurrence de **0,08** euros par action, soit une somme totale de 1.700.241,92 euros effectivement distribuée ;

Nous vous invitons à en prendre acte au titre de la **Résolution 3** qui sera soumise à l'Assemblée Générale.

2.6 Proposition d'approbation des comptes consolidés

Conformément à la loi, le Conseil d'administration propose d'approuver les comptes consolidés (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 5 239 milliers d'euros (**Résolution 4**).

2.7 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

	2021	2022	2023	2024	2025
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE :					
Capital social	3 400 484	3 400 484	3 400 484	3 400 484	3 400 484
Nombre d'actions ordinaires existantes	21 253 024	21 253 024	21 253 024	21 253 024	21 253 024
Nombre d'actions à dividende prioritaire existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
par attribution gratuite	0	0	0	0	0
OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE :					
Chiffre d'affaires hors taxes	29 202 427	25 713 503	36 454 031	39 783 489	38 984 329
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 192 264	1 220 207	2 423 472	3 875 543	6 223 958
Impôts sur les bénéfices	-380 181	226 334	-419 913	-99 982	-32 966
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	92 168
Résultat après impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions	957 720	-538 526	210 859	2 932 394	4 496 246
Résultat distribué	0	0	0	0	0
RESULTAT PAR ACTION :					
Résultat après impôts, participation mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,12	0,05	0,13	0,19	0,29
Résultat après impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions	0,05	-0,03	0,01	0,14	0,21
Distribution prise sur la prime d'émission attribuée à chaque action	0,05	0,05	0,07	0,07*	0,10*
PERSONNEL :					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	102	99	104	104	107
Montant des salaires et traitements de l'exercice	5 952 983	6 163 828	6 875 415	7 485 811	7 599 824
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	2 652 113	2 711 865	2 737 860	3 251 140	3 209 421

* Montants soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale mixte du 17 juin 2026.

2.8 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 *quater* du Code général des impôts, nous vous demandons de constater qu'aucune charge somptuaire visée à l'article 39-4 du Code général des impôts n'a été constatée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

3 INFORMATIONS RELATIVES AUX DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS DE LA SOCIETE

Le Conseil d'administration confirme que les conditions de paiement tant à l'achat qu'à la vente sont en conformité avec les dispositions de l'article L. 441-10 du Code de commerce. À ce titre, la Société a généralisé depuis 2011 le paiement de ses fournisseurs dans un délai de 45 jours fin de mois.

Conformément aux articles L. 441-14 et D. 441-6 du Code de commerce, la Société présente ci-dessous les informations requises par ces textes concernant les délais de paiement de fournisseurs et clients :

Factures reçues et émises Non réglées au 31 décembre 2025 dont le terme est échu												
	Article D. 441-6 I.-1° Factures <u>reçues</u> non réglées au 31 décembre 2025 dont le terme est échu						Article D. 441-6 I.-2° Factures <u>émises</u> non réglées au 31 décembre 2025 dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 j	31 j à 60 j	61 j à 90 j	91 j et plus	Total (1 j et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 j	31 j à 60 j	61 j à 90 j	91 j et plus	Total (1 j et plus)
A) Par tranche de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	546					710	88					29
Montant des factures concernées (TTC) (En milliers d'euros)	1 288	1 529	104	70	51	1 620	12 407	249	5	35	442	732
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (HT)	4.94	5.87	0.40	0.27	0.20	6.22						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (HT)							31.38	0.64	0.01	0.09	1.13	1.88
B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues *	12						338					
Montant total des factures exclues (HT) (En milliers d'euros)	78						6 312					
C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou légal - article L. 441-6 [Intégré désormais à l'article L. 441-10 (I) alinéa 2, 3 et 4 ainsi qu'à L441-11 (I)] ou L. 443-1 [Intégré désormais au sein de l'article L. 441-11 (II) du Code de commerce]												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 45 jours fin de mois						Délais contractuels : 30 jours date de facture					

* Nota : Montant total des factures exclues : intègre le compte client Riber Inc. (filiale US de Riber) et RSTS (filiale chinoise de Riber) dans les livres de Riber.

4 FILIALES ET PARTICIPATIONS

4.1 Prise de contrôle / prise de participation significative dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République Française

Au cours de l'exercice écoulé, Riber n'a pas pris le contrôle ou n'a pas pris de participation significative dans une société ayant son siège sur le territoire de la République Française.

4.2 Création de filiale

Au cours de l'exercice écoulé, Riber n'a créé aucune nouvelle filiale.

4.3 Recapitalisation de filiale

Au cours de l'exercice écoulé, Riber n'a participé à aucune recapitalisation de filiale.

4.4 Avis donné à une autre société en application de l'article L.233-7, I, alinéa 1 du Code de commerce

L'obligation prévue par l'article L. 233-7, I alinéa 1 du Code de commerce d'informer une autre société ayant son siège social en France et dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, d'une détention de plus de 5 %, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 33,33%, 50%, 66,66%, 90% ou 95% de son capital ou de ses droits de vote est sans objet pour la Société.

4.5 Aliénation d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées

Il n'y a pas eu lieu à de telles aliénations en l'absence d'existence de participations croisées

4.6 Actions d'autocontrôle détenues par des sociétés directement ou indirectement contrôlées

Au cours de l'exercice écoulé, aucune société contrôlée directement ou indirectement par Riber n'a détenu d'actions émises par Riber.

4.7 Liste des succursales

Riber ne détient aucune succursale au 31 décembre 2025.

5 ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIETE

5.1 Situation des mandats des membres du Conseil d'administration

Conseil d'administration :

Au 31 décembre 2025, le Conseil d'administration de la Société était composé des membres suivants :

- Madame Annie Geoffroy
- Madame Sylviane Troadec
- Monsieur Nicolas Grandjean
- Monsieur Bernard Raboutet
- Monsieur Didier Cornardeau
- Monsieur Pierre-Yves Kielwasser
- Monsieur Alexandre Jévakhoff

Madame Annie Geoffroy est Présidente du Conseil d'administration.

Cette composition de Conseil d'administration est la même au jour d'établissement du présent rapport.

De plus amples développements figurent dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'administration sur la composition de cet organe, de ses Comités, sur leurs missions et sur leur fonctionnement.

En outre, en application de l'article L.225-45 du Code de commerce, le Conseil d'administration propose à l'Assemblée Générale d'allouer aux membres du Conseil une somme brute fixe globale de **210 000 euros**, en rémunération de leur activité au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2026. Il est rappelé le montant qui a été alloué par l'Assemblée Générale du 18 juin 2025 aux membres du Conseil d'administration pour l'année 2025 était de **210 000 euros**. La répartition de cette somme globale entre les membres du Conseil d'administration relève de la compétence du Conseil d'administration, en application de la loi (**Résolution 8**).

5.2 Commissariat aux Comptes

Nous vous rappelons que KPMG SA et RSM France assument les fonctions de Commissaires aux Comptes de la Société et que leur mandat arrivera à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2030 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

6 ACTIONNARIAT

- Le capital social de la Société est composé de 21.253.024 actions de 0,16 € de valeur nominale chacune, intégralement libérées. Les statuts de la Société ne prévoient pas de droit de vote multiple ou de restriction à l'exercice des droits de vote ou au transfert d'actions. Aucune action ne comporte à ce jour de droits de contrôle spéciaux.
- Au 31 décembre 2025, la Société n'a émis aucune autre valeur mobilière donnant accès à son capital social ou à ses droits de vote.
- Aucune déclaration(s) de franchissement de seuil, à la hausse comme à la baisse n'a été portée à la connaissance de la Société au cours de l'exercice 2025.
- En fonction des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce, le tableau ci-dessous, en application de l'article L.233-13 du Code de commerce (i) mentionne l'identité des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales de la Société et (ii) fait également apparaître les modifications intervenues d'un exercice à l'autre.

	31/12/2023			31/12/2024			31/12/2025		
	Nombre d'actions	% du capital social	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital social	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital social	% des droits de vote
Ormylia / J.Kielwasser	4.974.811	23,4%	23,7%	4.994.811	23,5%	23,8%	4.994.811	23,5%	23,8%
ISA Finance / Socodol / M. et Mme B. Raboutet	4.462.010	21,0%	21,2%	4.470.110	21,0%	21,3%	4.469.310	21,0%	21,3%

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun actionnaire, autre que ceux figurant dans le tableau ci-dessus, détenant directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5% du capital ou des droits de vote de la Société.

Enfin, la Société n'a pas connaissance de pactes, conventions, nantissement ou engagements de conservations conclus par ses actionnaires.

Au 31 décembre 2025, la Société détient (hors cadre du contrat d'animation de cours visé au paragraphe ci-après) 224 091 actions propres représentant une valeur comptable brute de 525 080 €. Sur la base de 3.27 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de décembre 2025, la valeur de marché de ces actions au 31 décembre 2025 était de 732 777 €.

D'autre part, dans le cadre de son contrat d'animation de cours, Riber SA détenait, au 31 décembre 2025, 79 288 titres figurant également en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 252 955 €. Sur la base de 3.270 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de décembre 2025, la valeur de marché de ces titres au 31 décembre était de 259 290 €. La trésorerie affectée à ce contrat d'animation de cours s'élevait au 31 décembre 2025 à 260 milliers d'euros et a été classée au bilan en actifs financiers.

7 RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA PARTICIPATION DES SALARIES

7.1 État de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice

Au 31 décembre 2025, il n'existe pas (i) d'action de la Société détenue de manière collective par les salariés de la Société ou par les salariés des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce (par l'intermédiaire d'un plan d'épargne d'entreprise ou d'un fond commun de placement d'entreprise) ou (ii) d'action nominative de la Société détenue directement par les salariés en application des dispositions visées par l'alinéa 1 de l'article L. 225-102 du Code de commerce (à l'exception de 39.030 actions nominatives détenues directement par les salariés en application de l'article L.225-197-1 du Code de commerce, lesdites actions nominatives représentant 0,2% du capital social de la Société).

7.2 Opérations réalisées au titre des options d'achat ou de souscription d'actions

L'Assemblée Générale annuelle du 18 juin 2025 a autorisé le Conseil d'administration à procéder ou faire procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, des actions de la Société (résolution 9).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, aucune option d'achat ou de souscription d'actions n'a été attribuée par Riber.

7.3 Attributions gratuites d'actions

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, le Conseil d'administration de Riber n'a pris aucune décision concernant l'attribution gratuite d'actions, au profit de salariés et/ou de mandataires sociaux. De même, aucune autorisation d'attribution gratuite d'actions n'a été consentie par l'Assemblée des actionnaires tenue en 2025.

8 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

La Société dispose d'un site internet (www.riber.com) permettant de consulter sous la section « investisseurs » tout document réglementaire, incluant les statuts, tout ou partie du règlement du Conseil d'Administration et de ses comités spécialisés, les informations financières historiques et les communiqués de presse émis.

9 CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L.225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE

- Conventions et engagements soumis à la procédure de contrôle des conventions réglementées en application des articles L.225-38 et suivants, autorisées et conclues au cours de l'exercice 2025 :

(i) Avec Geoffroy Consulting

Un engagement a été pris par le Conseil d'administration en date du 27 mars 2025, il a été convenu un avenant au contrat de prestation de services entre Riber et la société Geoffroy Consulting, société par actions simplifiée unipersonnelle, dont le siège social est situé 21 rue d'Édimbourg – 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 817 507 312, représentée par Madame Annie Geoffroy (« **Geoffroy Consulting** ») relatif à l'octroi d'un bonus de 60.000 euros hors taxes (soit un montant toutes taxes comprises de 72.000 euros) en raison de la qualité des prestations de conseil et d'assistance rendues à Riber par Geoffroy Consulting au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Ce bonus a été versé à Geoffroy Consulting le 15 juillet 2025.

- Conventions et engagements soumis à la procédure de contrôle des conventions réglementées en application des articles L.225-38 et suivants, autorisées et conclues au cours d'un exercice précédent et qui se sont poursuivis au cours de l'exercice 2025 :

(i) Avec la société Riber Inc., filiale à 100% de Riber SA

Autorisation de se porter caution à hauteur d'un plafond d'engagement de huit millions d'euros et autorisation de demander à des Établissements bancaires d'émettre des engagements par signature pour le compte de sa filiale Riber Inc. Pour un encours total de trois millions d'euros afin de permettre l'octroi de garanties bancaires dans le cadre de marchés commerciaux ;

Cette autorisation n'a pas été utilisée au cours de l'exercice 2025.

(ii) Avec Geoffroy Consulting

Engagements pris par le Conseil de Surveillance en date du 19 septembre 2023, du 19 juin 2024 et du 24 septembre 2024 (qui se sont poursuivis au cours de l'exercice 2025), il a été convenu un contrat de prestation de services entre Riber et la société Geoffroy Consulting, société par actions simplifiée unipersonnelle, dont le siège social est situé 21 rue d'Édimbourg – 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 817 507 312, représentée par Madame

Annie Geoffroy (« **Geoffroy Consulting** »), qui a par la suite été modifié par deux avenants relatifs à (i) l'adaptation du contrat à la nouvelle forme de gouvernance de la Société (passage de Conseil de Surveillance et Directoire à Conseil d'administration) et la modification des honoraires dus en contreparties des prestations réalisées et (ii) la prolongation de la durée du contrat de prestation de services.

- a) Geoffroy Consulting, représentée par Madame Annie Geoffroy a pour activité toutes prestations de services, de conseils et d'assistance, notamment dans les domaines de la finance, marketing, recherche et développement, commerce, production, et dispose de l'ensemble des moyens de structure et d'organisation lui conférant la possibilité d'assurer de telles prestations au profit de ses clients.

Domaines concernés :

- La Production et la Recherche et Développement
- Le marketing et le commerce international
- Les services administratifs et financiers.

Le Conseil a rappelé que, compte tenu du contexte d'instabilité importante au sein de la direction générale et des équipes dirigeantes salariées depuis plusieurs années, il avait jugé, en septembre 2023, dans son intérêt et dans le cadre de sa faculté d'organisation :

- (i) nécessaire de recourir à un prestataire externe pour lui confier des missions strictement techniques, nécessitant une souplesse d'intervention et une capacité d'ajustement immédiat distinctes des fonctions de mandataire social, par nature orientées vers la représentation et la gestion courante de la Société ;
- (ii) que ce choix répondait à un impératif de flexibilité et de souplesse : les opérations envisagées relevaient d'un travail technique de restructuration, évolutif et ciblé, destiné à accompagner la réorganisation interne de Riber ;
- (iii) que le recours à un prestataire permettait d'intervenir dans un cadre autonome et adaptable, propre à traiter les besoins identifiés, tout en laissant à Riber la possibilité d'organiser progressivement la stabilisation de sa gouvernance et d'assurer la continuité des décisions à venir ;
- (iv) que cette modalité d'intervention, exclusivement technique et dénuée de tout pouvoir de représentation ou de direction, se distinguait ainsi clairement des attributions du mandataire social, permettant de respecter les principes hiérarchiques de répartition des pouvoirs.

En conséquence, le Conseil de Surveillance, en septembre 2023, avait jugé nécessaire de solliciter, dans l'intérêt de Riber, l'expertise de Geoffroy Consulting pour conduire des missions techniques de restructuration de Riber, visant notamment la proposition de définition, la stabilisation et la mise en œuvre des process internes.

Riber souhaite continuer de faire appel à Geoffroy Consulting, représentée par Madame Annie Geoffroy.

b) Les missions :

- Conseil et assistance techniques de la Direction Financière
- Conseil et assistance techniques de la Direction Commerciale
- Conseil et assistance techniques de la Direction Technique
- Conseil et assistance techniques de la Direction Qualité
- Assistance en matière de coordination des directions susvisés
- Reporting de l'activité des Directions au Conseil d'administration

c) Livrables :

Les livrables sont des présentiels en réunions, rapports et comptes rendus des différents postes des missions énumérés ci-dessus qui seront remis périodiquement au Conseil d'administration.

- d) Durée :** initialement du 20 septembre 2023 au 31 décembre 2024 puis prolongée par avenant n°2 du 1^{er} janvier 2025 au 1^{er} janvier 2027.

- e) Rémunération :** 1600 € (mille six cents euros) puis 2000 € (deux mille euros) par jour de travail

- f) Montant total de facturation pour l'année 2025 :** 441 000 € HT hors bonus évoqué au point (i)

10 TRANSACTIONS REALISEES PAR DES MANDATAIRES SOCIAUX, DES PERSONNES EXERÇANT DES FONCTIONS DIRIGEANTES ET DES PERSONNES AYANT UN LIEN PERSONNEL ETROIT AVEC EUX

Conformément à l'article 223-26 du Règlement général de l'AMF, le tableau ci-dessous récapitule les opérations sur titres mentionnées à l'article 19 du règlement européen 596/2014 du Parlement Européen et du Conseil en date du 16 avril 2014, déclarées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 par les personnes qui sont soumises à une telle obligation de déclaration, en application de l'article L.621-18-2 du Code Monétaire et Financier, soit (i) les membres du Conseil d'administration, (ii) les personnes ayant d'une part le pouvoir de prendre des décisions de gestion concernant l'évolution et la stratégie de la Société, et d'autre part un accès régulier à des informations privilégiées concernant directement ou indirectement la Société et (iii) les personnes ayant des liens personnels étroits avec les personnes susvisées, est présenté ci-après :

	Nombre de titres détenus au 31/12/2024	Acquisitions	Cessions	Nombre de titres détenus au 31/12/2025
Mme. Sylviane Troadec (Membre du Conseil d'administration)	100			100
Mr. Didier Cornardeau (Membre du Conseil d'administration)	6.997			6.997
Mr. Bernard Raboutet (Membre du Conseil d'administration)	4.470.110		800	4.469.310
Mr. Nicolas Grandjean (Membre du Conseil d'administration)	100			100
Mr. Pierre-Yves Kielwasser (Membre du Conseil d'administration)	4.994.811			4.994.811
Mr. Alexandre Jévakhoff (Membre du Conseil d'administration)	2000	1.500		3.500
Mme. Annie Geoffroy (Présidente du Conseil d'administration)	120	3.950		4.070

11 RISQUES ET INCERTITUDES

Sous le contrôle du Conseil d'administration réuni en comité d'Audit, la Société procède périodiquement à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

Les éléments ci-dessous présentent de manière synthétique les principaux risques estimés par la Société à la fin de l'exercice et organisés dans un nombre limité de catégories en fonction de leur nature : les risques technologiques et sectoriels, les risques opérationnels, les risques financiers et les risques juridiques.

Dans chaque catégorie, les facteurs de risques sont classés après déploiement des moyens et actions de maîtrise, par importance résiduelle (significative/moyenne/faible) en combinant pour chaque risque son impact avec sa probabilité d'occurrence :

Importance résiduelle faible	Importance résiduelle moyenne	Importance résiduelle significative
<ul style="list-style-type: none"> Variations des cours des matières premières Environnement Taux de change Liquidité Propriété intellectuelle Taux d'intérêt 	<ul style="list-style-type: none"> Dépendance vis-à-vis des activités principales Centralisation des installations de production Contrepartie Litiges techniques 	<ul style="list-style-type: none"> Géopolitique et économie mondiale Concurrence Échec ou de retard de développement des produits Dépendance de la Société vis-à-vis de ses dirigeants et de ses collaborateurs

11.1 Risques technologiques et sectoriels

Risques liés à un secteur concurrentiel

Description

La concurrence sur le marché des machines EJM et des pièces détachées ou accessoires s'y rattachant est très forte. Riber est en concurrence avec plusieurs sociétés principalement engagées dans la conception, la fabrication et la commercialisation des machines EJM et des pièces détachées ou accessoires s'y rattachant. Il se pourrait que les concurrents perfectionnent leurs machines existantes ou développent des générations futures de machines EJM dont le prix, le délai de livraison et la performance seraient meilleurs que celles développées par Riber. Une pression concurrentielle accrue pourrait mener à une intensification de la concurrence par les prix entraînant une baisse des prix et des marges, qui nuirait au résultat d'exploitation et à la capacité d'investissement de Riber, nécessaire pour demeurer compétitif.

Les avancées en matière de technologies alternatives de production de semi-conducteurs composés pourraient réduire la compétitivité de la technologie EJM qui est une technologie parmi d'autres utilisées pour la fabrication des alliages semi-conducteurs (MOCVD, ALD...).

Le risque concurrentiel concerne également les autres marchés auxquels s'adresse Riber.

Gestion et mesures mises en place

La capacité de Riber à rester compétitif dépend de l'amélioration des performances de ses machines EJM et de l'introduction de nouveaux produits afin de satisfaire de façon opportune les besoins des clients. La capacité d'innovation, les performances et/ou le coût de possession, la qualité et le délai de livraison ainsi que la qualité des partenariats et la réactivité (proximité technique et géographique) sont des facteurs différenciants.

Risques d'échec ou de retard de développement des produits

Description

Sur le marché mature des machines d'épithaxie par jets moléculaires et sur les marchés des évaporateurs pour les machines de dépôt en couches minces (panneaux solaires), Riber bénéficie d'une forte expérience et d'un grand savoir-faire technologique. Bien que la Société maîtrise en interne les principales technologies nécessaires à la conception des machines (métallurgie, mécanique sous ultravide, automatismes, évaporation de matériaux complexes, déposition de couches minces épithaxiées ou non), le développement de nouveaux composants ou nouvelles machines pour les laboratoires de recherche ou les industriels qui nécessitent de réelles innovations techniques peut s'avérer plus complexe qu'initialement anticipé et entraîner des retards dans la finalisation des projets.

Gestion et mesures mises en place

Afin de réduire ces risques, Riber organise ses développements en projets. Chaque projet est sous la responsabilité d'un chef de projet qui réunit les compétences nécessaires au bon déroulement de celui-ci et qui assure le contrôle rigoureux des principaux jalons de celui-ci.

Risques liés à la géopolitique et à l'économie mondiale

Description

L'activité de Riber est exposée à des risques de changements de politique gouvernementale ou de réglementation (contrôle de changes, évolution des régimes fiscaux, mise en place de restrictions à l'exportation et à l'importation, instabilité politique, extraterritorialité du droit américain) qui peuvent avoir, le cas échéant, des conséquences sur ses ventes ainsi que sur ses résultats.

Le Groupe peut se voir refuser par l'Administration Française la délivrance de licences d'exportation. Ces refus peuvent limiter le chiffre d'affaires réalisable sur les systèmes et les accessoires et, réduire le carnet de commandes.

Gestion et mesures mises en place

Les activités de la Société (R&D, production, administration...) ainsi que ses principaux sous-traitants sont localisés en France. À l'étranger, Riber dispose en propre de deux filiales de distribution et de service, localisées aux Etats-Unis et en Chine. Riber vend ses services et produits dans plus de trente pays dont aucun n'est sujet à une forte instabilité politique. Riber bénéficie de la garantie export de Bpifrance.

Riber a mis en place les mesures nécessaires pour assurer la continuité des opérations commerciales et techniques en déployant au sein du Groupe de nouveaux outils numériques de communication et d'échanges d'information.

11.2 Risques opérationnels

Risques liés à la dépendance de la Société vis-à-vis de ses dirigeants et de ses collaborateurs

Description

La réussite de Riber dépend du talent, des compétences et de la disponibilité de certains collaborateurs ainsi que de la qualité des relations qu'ils entretiennent avec les clients. Si la Société n'était plus en mesure d'attirer et de retenir ces collaborateurs clés ou de garantir leur disponibilité, les perspectives, les activités, la situation financière et les résultats de la Société pourraient en être significativement affectés.

Gestion et mesures mises en place

Riber profite d'une forte réputation au sein de la communauté scientifique et industrielle de son secteur d'activité qui lui permet d'attirer du personnel qualifié, et porte attention au développement et à la motivation de ses collaborateurs au travers d'actions de formation, d'intéressement à la performance et de promotion interne. Des procédures de recrutement, d'intégration et de formation des personnels contribuent à l'efficacité de la fonction Ressources Humaines. D'autre part, le rayonnement international du Groupe (implantations à l'étranger et majorité du chiffre d'affaires effectué à l'export) est de nature à fidéliser davantage encore le personnel de la Société.

Risques de dépendance vis-à-vis des activités principales

Description

Une part importante des revenus de Riber provient de son activité principale de vente de machines d'épitaxie par jets moléculaires. Les ventes de systèmes EJM ont représentées 77% du chiffre d'affaires de l'exercice 2025. Des changements dans la relation avec les clients ou un changement de positions concurrentielles pourraient avoir une incidence négative importante sur la Société.

Gestion et mesures mises en place

Les achats de machines EJM couvrant des besoins pluriannuels et la clientèle étant diversifiée, Riber est faiblement exposée au risque de dépendance vis-à-vis de ses clients. La stratégie déployée par la Société vise à développer et rentabiliser son activité principale, notamment au travers du développement des activités de service qui complètent de façon récurrente le chiffre d'affaires, tout en diversifiant le champ technologique de ses activités EJM. Selon ces objectifs, le plan stratégique à moyen terme est mis à jour en anticipation de chaque processus budgétaire annuel. L'action menée par la Société s'appuie sur un effort de veille technologique et sur des simulations financières réalisées par la direction financière. Les travaux sont présentés lors de réunions spécifiques du Conseil d'administration réuni en Comité stratégique en Comité d'Audit ou en comités spécialisés.

Risques liés à la centralisation des installations de production

Description

L'ensemble des biens et services de la Société est fabriqué au sein de ses installations situées à Bezons (Val d'Oise) et dont elle est entièrement propriétaire. En raison de la centralisation de son activité de production, Riber est exposée à des interruptions de son activité liées à des coupures de courant, des cyberattaques, des catastrophes naturelles et des pannes d'équipements ou d'autres troubles localisés. Des interruptions d'activité prolongées pourraient nuire aux relations entre Riber et ses clients et se traduire par la non-réalisation ou le report de certaines ou de la totalité des ventes.

Gestion et mesures mises en place

Le site de Bezons bénéficie de plusieurs dispositifs de sécurité contre le vol, les dégradations, le piratage informatique, ainsi que des dispositifs de prévention des risques et de gestion de continuité. Au travers des processus et des infrastructures, une attention particulière est portée à la sécurité des personnels, à la maintenance des machines et des installations industrielles, à la qualité de l'environnement de travail et à l'amélioration continue.

La Société a été victime par le passé de cyberattaques. La Société a mis en place depuis 2021 des mesures pour éviter ou limiter les impacts de ces attaques potentielles sur la continuité de son activité. Des sauvegardes supplémentaires sont effectuées régulièrement notamment au travers :

- d'une solution de protection supplémentaire des données sur le Cloud avec sauvegarde journalière,
- d'une double sauvegarde journalière sur notre site de backup externe et de duplication des serveurs,
- d'un antivirus EDR pour une mise à jour en temps réels des bases connues des virus et des opérations de tentative de phishing,
- d'un système Antispam d'analyse sur le serveur de messagerie les mails entrants et sortants.

Une seconde ligne internet et un second firewall ont été mis en place au cours de l'exercice 2022 permettant la redondance en cas d'incendie ou tout autres incidents physiques concernant la liaison des réseaux et serveurs.

La Société a enfin mis en place une politique de couverture des principaux risques au travers de polices d'assurances souscrites aux conditions habituelles du marché. L'une de ces polices couvre les dommages directs et indirects (perte d'activité) causés aux installations.

Risques de contrepartie

Description

Riber reste dépendante d'un certain nombre de fournisseurs appartenant à des panels limités pour certains types de produits ou de services délivrés. Cette dépendance est susceptible d'engendrer des ruptures d'approvisionnements, des retards de livraison ou une baisse du chiffre d'affaires, si ces fournisseurs venaient à allonger les délais d'approvisionnement ou à les interrompre. Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives de développement.

Gestion et mesures mises en place

Riber attache une grande importance à la sélection rigoureuse de ses fournisseurs. La Société estime avoir la capacité de diversifier ses sources d'approvisionnement en cas de défaillance, et ce, dans un délai compatible avec la continuité de ses opérations. Par ailleurs, la Société travaille avec des banquiers et assureurs de premier plan et veille à la santé financière de ses principaux fournisseurs, prestataires de service, partenaires stratégiques et représentants commerciaux.

Risques liés aux variations des cours des matières premières

Description

Les produits fabriqués par Riber nécessitent l'achat d'acier inoxydable pour les pièces d'infrastructure et de matériaux réfractaires destinés à la production de certains composants thermiques. Ces derniers matériaux représentent entre 2% et 5% du prix de revient des machines EJM.

Gestion et mesures mises en place

Afin de se prémunir du risque de variation des cours de ces matériaux, la Société dispose de stocks de sécurité et diversifie dans la mesure du possible ses sources d'approvisionnement. Les variations de cours significatives sont prises en compte lors de la tarification des produits qui est revue annuellement.

Risques liés à l'environnement et au changement climatique

Description

Les émissions générées par l'activité de Riber et l'utilisation de substances dangereuses sont susceptibles d'affecter l'environnement, même si la Société est exposée de manière limitée à ce risque dans la mesure où l'empreinte industrielle de son site reste faible. Les risques induits par le changement climatique pourraient également avoir des effets négatifs sur la performance de la Société.

Gestion et mesures mises en place

L'activité du site principal de la Société à Bezons est soumise à autorisation préfectorale. La Société est en contact régulier avec les services de la Préfecture qui visitent le site régulièrement, et elle se conforme strictement aux recommandations formulées. Par ailleurs, le CSE consacre une partie de son activité à vérifier les conditions de sécurité et de protection des personnes, ainsi que l'impact de l'activité sur l'environnement. La Société consacre chaque année un budget significatif de son plan d'investissement à renforcer la sécurité de ses installations.

11.3 Risques financiers

Risques de taux de change

Description

Le résultat d'exploitation de Riber peut être partiellement et indirectement affecté par des variations de taux de change, principalement, celui entre l'euro et le dollar américain. Bien que la plupart des charges d'exploitation de Riber sont libellées en euros, une partie de ses charges d'exploitation est libellée en dollars américains sur la filiale Riber Inc. ainsi qu'une partie de son chiffre d'affaires, correspondant aux ventes aux Etats-Unis et au Canada (15% du chiffre d'affaires sur l'année 2025).

Gestion et mesures mises en place

La Société procède périodiquement à une revue spécifique de son risque de taux de change sur l'impact potentiellement négatif des variations de change (dévaluation du dollar US par rapport à l'euro) et peut procéder le cas échéant à la mise en place de contrats de couverture de change à terme libellés en dollars américains.

Risques de taux d'intérêt

Description

La Société est peu exposée aux variations de taux d'intérêt sur ses engagements financiers pouvant avoir un effet négatif sur ses frais financiers. Au 31 décembre 2025, la dette financière nette du Groupe est composée essentiellement de dettes à taux fixe. Le Groupe n'utilise, aucun instrument de couverture de taux d'intérêt.

Gestion et mesures mises en place

La Société poursuit une politique de gestion prudente et non spéculative des risques de taux d'intérêt. Sa dette financière est principalement constituée du Prêt Garanti par l'État (PGE) obtenu en 2021 pour un montant de 8,0 millions d'euros. Ce prêt, dont le remboursement a débuté en juillet 2022, arrivera à son terme en 2026, date à laquelle il sera intégralement remboursé.

Risques de liquidité

Description

Riber est exposé à un risque de liquidité dans le cas où ses encaissements ne couvriraient plus ses décaissements alors même que sa capacité à lever de nouvelles ressources financières serait épuisée ou insuffisante.

Cela peut notamment être le cas au cours de certains trimestres au vu des fluctuations de chiffre d'affaires au cours de l'année, et de la prépondérance du chiffre d'affaires du dernier trimestre au détriment du chiffre d'affaires des autres trimestres.

	2023	2024	2025
1er trimestre	9%	11%	7%
2ième trimestre	22%	23%	20%
3ième trimestre	10%	11%	9%
4ième trimestre	59%	55%	64%

Gestion et mesures mises en place

La Société procède périodiquement à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir. La visibilité sur l'évolution de la trésorerie, compte tenu du cycle de réalisation des commandes de machines et des termes de paiement, est d'environ un an glissant. L'état de la trésorerie et des prévisions à 12 mois font l'objet d'un reporting régulier auprès de la Direction de la Société.

Le PGE mis en place en 2020 pour 8,0 millions d'euros a permis à la Société de réduire son exposition au risque de liquidité.

11.4 Risques juridiques

Risques liés à des litiges techniques

Description

Les principaux risques de litiges auxquels la Société se trouve confrontée portent sur la capacité d'achèvement technique des commandes et d'atteinte des performances contractuelles promises aux clients avec ses conséquences sur le chiffre d'affaires et les marges réalisées.

Gestion et mesures mises en place

Afin de réduire le risque, les performances contractuelles reprises dans les offres commerciales sont revues et validées par les Directeurs de la Société. Les machines sont assemblées et testées en usine, une attention particulière est portée aux conditions d'emballage et de transport des matériels. En cas de difficulté lors de l'installation ou de la mise en fonctionnement d'une machine, Riber a la capacité de détacher des techniciens ou ingénieurs qualifiés pour résoudre les difficultés. Des recours d'assurance sont engagés dès lors qu'une avarie de transport est de nature à perturber l'installation ou le fonctionnement des matériels.

Risques liés à la propriété intellectuelle

Description

Le développement de Riber dépend de sa capacité à développer et protéger son savoir-faire et ses innovations. La Société ne peut exclure tout risque de contrefaçon de ses inventions ou de remise en cause de la validité de ses brevets, ainsi que l'utilisation et la divulgation non-autorisées d'informations confidentielles, de son savoir-faire et de ses secrets commerciaux. La survenance de l'un de ces événements serait susceptible d'avoir un effet défavorable sur l'avantage concurrentiel de l'offre de la Société et donc sur ses perspectives d'activités, son développement et ses résultats futurs.

Gestion et mesures mises en place

La Société dépose des brevets afin de protéger les inventions qui lui apparaissent critiques par rapport à ses marchés et à son développement. Dans la mesure du possible, les brevets sont étendus aux principaux marchés d'intérêt. Un conseil spécialisé assiste Riber dans ses démarches de dépôt et d'entretien des brevets. Riber peut réaliser de façon opportuniste des productions sous licence ou nécessitant l'acquisition de brevets ou droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers. Une attention est portée au risque de copie lors de la conception technique des produits de la Société. Enfin, Riber organise régulièrement des sessions de sensibilisation du personnel à la sécurité industrielle.

12 PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES MISES EN PLACE

Le contrôle interne est un processus mis en place au niveau du Groupe par la direction générale, l'encadrement et le personnel destiné à fournir une assurance raisonnable quant à l'accomplissement des objectifs suivants :

- Optimisation des performances,
- Protection des ressources et des actifs,
- Fiabilité des informations financières,
- Conformité aux lois et aux réglementations en vigueur,
- Application des instructions et des orientations fixées par le Conseil d'administration, et
- Gestion des risques.

12.1 Organisation générale du contrôle interne

Les organes officiels de gouvernance de l'entreprise sont décrits dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise. Leur rôle respectif dans la mise en œuvre du contrôle interne et de la gestion des risques est le suivant :

- **La direction générale** : la direction générale est responsable de l'établissement des procédures de contrôle interne et des moyens mis en œuvre pour les faire fonctionner ou en contrôler l'application. Elle revoit et arrête les comptes sociaux et consolidés ainsi que l'ensemble des documents d'information financière puis les présente au Conseil d'administration.
- **Le Conseil d'administration** : il s'assure que la direction générale a bien mis en œuvre toutes les procédures nécessaires afin d'atteindre les objectifs cités ci-dessus : amélioration des performances, protection des ressources et des actifs, fiabilité des informations financières, respect des lois et réglementations. Le Conseil d'administration vérifie et contrôle les comptes semestriels et annuels (sociaux et consolidés) établis par la direction générale.
- **Le Conseil d'administration réuni en formation Comité d'Audit** : il assure le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières. Il suit notamment le processus d'élaboration de l'information

financière et, le cas échéant, formule des recommandations pour en garantir l'intégrité. Dans ce cadre, il a notamment pour mission d'examiner les comptes, notamment les évaluations et les choix comptables retenus, d'évaluer la qualité du contrôle interne, de veiller à la qualité de l'information communiquée aux actionnaires. Il émet un avis sur les comptes annuels et consolidés.

Le Conseil d'administration réuni en formation Comité d'Audit suit également l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, sans qu'il soit porté atteinte à son indépendance. À ce titre notamment, il examine l'analyse des risques et les principales mesures conservatoires mises en œuvre par la direction générale.

Le Conseil d'administration réuni en formation Comité d'Audit suit en outre la réalisation par les Commissaires aux Comptes de leur mission. Les Commissaires aux Comptes sont invités et participent à certains Conseils d'administration en formation de Comités d'Audit (et de façon systématique dans le cadre de ceux statuant sur les comptes semestriels et annuels).

- **Le Conseil d'administration réuni en formation Comité des Rémunérations et des Nominations** : ses principales missions sont de soumettre des propositions sur la sélection des nouveaux membres du Conseil d'administration (organisation d'une procédure destinée à sélectionner les futurs membres indépendants, réalisation de ses propres études sur les candidats potentiels,...) et la rémunération des dirigeants mandataires sociaux ainsi que d'examiner le plan de succession des dirigeants mandataires sociaux.
- **Le Conseil d'administration réuni en formation Comité RSE** : ses principales missions sont de veiller à la mise en place de la stratégie RSE au sein de la Société, de prendre connaissance des points d'avancés en matière sociale, sociétale et environnementale et, de s'assurer de son déploiement au service d'une démarche d'amélioration.
- **Le Conseil d'administration réuni en formation Comité Stratégique** : se réunit régulièrement afin d'examiner les résultats du Groupe, exprimer son avis sur les principales orientations stratégiques et suivre l'avancement des projets les plus significatifs.

D'autres acteurs internes jouent un rôle important dans la définition et la mise en œuvre des procédures de contrôle interne. Ce sont :

- **Le Service Qualité** : le service qualité a la charge de la mise en œuvre de la certification ISO 9001 et, à ce titre, il valide et veille à la bonne mise en œuvre des processus et des procédures définies par les services opérationnels. Il reporte à la direction générale.
- **Le Service Administratif et Financier** : il a la charge de s'assurer que les procédures en amont de l'enregistrement comptable des opérations ont bien été respectées. Il met en œuvre les procédures permanentes ainsi que les contrôles a posteriori permettant de s'assurer de la fiabilité des informations financières.
- **Le Service Informatique**, qui est rattaché à la Direction Financière, a la charge de la mise en œuvre des procédures de sécurité des données et infrastructures ainsi que de la gestion des droits d'accès aux données.

12.2 Les principaux supports du contrôle interne

Le recensement des risques

Une cartographie des risques établie par la Société est mise à jour de façon périodique à l'initiative du service qualité et sous le contrôle de la direction générale. Des mesures conservatoires de maîtrise du risque et de contrôle interne sont identifiées en regard de chacun des éléments identifiés. Plus de 70 risques de natures différentes sont recensés et quantifiés en fonction des niveaux de criticité, probabilité et maîtrise.

Une synthèse de ce recensement est présentée au sein du point § 11 – « Risques et incertitudes » du présent rapport.

Le programme ISO 9001

En septembre 2010, Riber a initié une démarche qualité et a été certifié ISO 9001 version 2008 fin 2012.

À la suite de l'évolution de la norme ISO 9001 version 2015, Riber a réalisé une refonte des processus de la Société avec la définition de nouveaux fonctionnements et l'identification des risques. Riber a obtenu avec succès la certification ISO 9001 version 2015 fin 2018 et a été de nouveau certifiée en 2022, puis de nouveau en janvier 2025 pour une durée de 3 ans.

La sécurité informatique

Le système d'information, basé sur une architecture client/serveur, est organisé sur le principe de la centralisation des données pertinentes sur un ensemble de serveurs, les postes client étant considérés comme "passifs".

En termes de sécurité des données, il a été mis en place depuis 2018 une réplication à chaud (sur site distant) de l'ensemble des serveurs. Les données restent disponibles sur site et à distance par une duplication physique des serveurs avec une rétention à 60 jours.

L'ERP de la Société (MAPICS) hébergé sur une machine Ipower (AS400) est sauvegardé sur bandes. Les bandes sont gardées dans un coffre-fort ignifuge.

La gestion des droits d'accès (lecture, écriture) aux données est gérée de façon centralisée par le service informatique.

La Société a mis en place depuis 2021 des mesures complémentaires pour éviter ou limiter les impacts des cyberattaques potentielles sur la continuité de son activité.

Des sauvegardes supplémentaires sont effectuées notamment au travers :

- d'une solution de protection supplémentaire des données sur le Cloud avec sauvegarde journalière,
- d'une double sauvegarde journalière sur notre site de backup externe et de duplication des serveurs,
- d'un antivirus EDR pour une mise à jour en temps réels des bases connues des virus et des opérations de tentative de phishing,
- d'un système Antispam d'analyse sur le serveur de messagerie des mails entrants et sortants.

Une seconde ligne internet et un second firewall ont été mis en place en 2022 permettant la redondance en cas d'incendie ou tout autres incidents physiques concernant la liaison des réseaux et serveurs. Les deux serveurs physiques ont été renouvelé en fin 2024 et début 2025.

Les outils d'élaboration de l'information financière et comptable

• Le système informatique

Les livres comptables de Riber et de ses filiales sont tenus à partir de logiciels de comptabilité standards. La Société ainsi que sa filiale américaine et sa filiale chinoise utilisent des logiciels (SAGE) de comptabilité générale, auxiliaire et analytique complets. Les données concernant les ventes et les achats sont traités par une interface avec l'ERP de la Société (MAPICS).

Riber utilise en complément d'autres logiciels financiers entièrement compatibles entre eux et mis aux normes régulièrement (paiements électroniques, gestion des comptes bancaires, paie, ...).

L'établissement des comptes consolidés est réalisé sur un logiciel dédié (Magnitude) avec le support d'un prestataire externe spécialisé.

• Les référentiels comptables

Les comptes sociaux annuels de Riber sont élaborés en conformité avec les référentiels ci-dessous : Code de commerce, Plan comptable général, règlements de l'autorité des normes comptables (successeur du CRC et du CNC), Règlement général, instructions et recommandations de l'AMF.

Les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice 2025 ont été établis en conformité avec les normes IAS/IFRS telles qu'en vigueur au sein de l'Union Européenne au 31 décembre 2025.

• L'Audit et le contrôle

Riber ne dispose pas d'un service dédié exclusivement au contrôle et à l'Audit interne. Riber peut cependant s'appuyer, au-delà de la Direction Financière, sur le Conseil d'administration réuni en formation Comité d'Audit, qui intervient plusieurs fois chaque année, notamment pour vérifier le processus d'élaboration de l'information financière semestrielle et annuelle en collaboration avec les Commissaires aux Comptes.

• Les procédures d'élaboration de l'information financière

Les états financiers sont préparés afin de présenter régulièrement et le plus sincèrement possible la situation financière et le résultat de Riber et du Groupe. Ces comptes sont établis dans le respect des principes de permanence des méthodes et de prudence, en présumant de la continuité de l'exploitation.

La fiabilité des données contenues dans les états financiers est assurée à la fois par un ensemble complet de procédures écrites, appliquées dans le traitement de l'information comptable au quotidien mais également par des travaux spécifiques de contrôle mis en œuvre a posteriori sur les données issues des traitements quotidiens.

Les comptes sociaux et consolidés font l'objet de la part des Commissaires aux Comptes d'un Audit au 31 décembre.

En plus d'un inventaire physique quotidien et sélectif effectué sur un certain nombre de références articles, un inventaire physique complet du stock de matières premières, approvisionnements, produits intermédiaires et produits finis est réalisé chaque année dans les différentes entités du Groupe, et ce en présence des Commissaires aux Comptes. Les écarts d'inventaires constatés sont de faibles valeur et amplitude.

Les engagements hors bilan concernent principalement des éléments liés au financement, font l'objet d'un suivi permanent de la part de la Direction financière et sont confirmés une fois par an auprès des partenaires bancaires. Les données sont régulièrement présentées lors des instances sociales d'arrêté des comptes.

Enfin, la Société procède, sous le contrôle du Conseil d'administration réuni en formation Comité d'Audit, à une mise à jour permanente de ses procédures de gestion des risques et de sa cartographie des risques. Cette démarche permet également de mieux évaluer l'adéquation et l'efficacité des procédures de contrôle interne.

12.3 Les procédures de contrôle interne mises en place au sein des filiales

Afin de s'assurer de la prévention et de la maîtrise des risques résultant de son activité ainsi que du bon établissement des comptes consolidés, Riber a mis en place au sein de sa filiale américaine Riber Inc. les mesures suivantes :

- le responsable administratif de Riber Inc. prend ses instructions auprès de la Direction administrative et financière de Riber à laquelle il rend régulièrement compte de ses activités ;
- les principaux dirigeants de Riber se rendent régulièrement sur le site de Riber Inc. afin notamment d'opérer un suivi de l'activité ;
- la tenue de la comptabilité et le suivi de la trésorerie sont supervisés par un expert-comptable dont l'intervention est directement encadrée par la Direction financière de Riber ;
- Riber Inc. communique mensuellement ses comptes à Riber ainsi qu'un état de ses créances échues et actions de recouvrement en cours ;
- des procédures, incluant notamment des délégations de pouvoirs, ont été établies tant entre Riber et Riber Inc. qu'au sein même de Riber Inc. afin de superviser, contrôler et encadrer les conditions de vente, le recouvrement des créances, l'engagement des dépenses, des frais de mission ou la gestion des comptes bancaires notamment.

La création en juillet 2018 de la filiale Riber Semiconductor Technology Shanghai s'est notamment accompagnée de :

- la nomination d'un cabinet d'expertise comptable en charge de la tenue de la comptabilité, du suivi de la trésorerie, des obligations déclaratives, sous la supervision de la Direction financière du Groupe ;
- du recrutement d'une salariée en charge de tous les aspects administratifs et comptables et assurant l'interface avec le cabinet d'expertise comptable retenu en local. Cette salariée opère sous la responsabilité du Directeur Général de la filiale et sous le contrôle de la Direction financière du Groupe ;
- La mise en place d'un reporting financier mensuel à destination du siège français.
- Les comptes annuels sont audités par la Direction financière du Groupe ainsi qu'un cabinet d'audit local reconnu par l'État.
-

13 OPERATIONS EFFECTUEES SUR ACTIONS PROPRES

Conformément à l'article L. 225-211 alinéa 2 du Code de commerce, les informations requises relatives à l'utilisation des autorisations de rachat par la Société de ses propres actions, données par l'Assemblée Générale des actionnaires, sont présentées ci-après :

Nombre global d'actions achetées par la Société en 2025	521 699
Cours moyen des achats (en euros)	3.11
Nombre global d'actions vendues par la Société en 2025	506 615
Cours moyen des ventes (en euros)	3.09
Montant des frais de négociations y compris contrat de liquidité (€)	36 000
Nombre d'actions inscrites au nom de la Société au 31/12/2025	303 379
% du capital représenté par les actions auto-détenues au 31/12/2025	1.42
Valeur desdites actions à leur cours d'achat (en euros)	778 220
Valeur nominale unitaire des actions auto détenues (en euros)	0.16
Motifs des achats d'actions en 2025	cf. tableau ci-dessous
Motifs des cessions d'actions en 2025	cf. tableau ci-dessous

Variations des titres auto-détenus

Solde d'actions auto-détenues au 31 décembre 2024	288 295
Nombre de titres acquis dans le cadre du contrat de liquidité	505 699
Nombre de titres acquis dans le cadre des mandats de rachat d'actions	16 000
Nombre de titres vendus dans le cadre du contrat de liquidité	506 615
Solde d'actions auto-détenues au 31 décembre 2025	303 379

Motifs des rachats d'actions en 2025 et répartition entre les finalités de ces rachats	Nombre d'actions auto-détenues et pourcentage de capital
<i>Liquidité et animation du marché du titre de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité</i>	521 699
<i>Attribution ou cession d'actions à des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et de sociétés liées, (participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions, ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ou d'un plan d'épargne Groupe, ou par voie d'attribution gratuite d'actions)</i>	NA
<i>Conserver des actions en vue d'une remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, conformément à la réglementation applicable</i>	NA*
<i>Réduction de capital par annulation d'actions</i>	NA
<i>Satisfaire aux obligations découlant de titres de créances qui sont échangeables en titres de propriété</i>	NA
<i>Remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou d'une autre manière.</i>	NA
Motifs d'utilisation d'actions propres en 2024	Nombre d'actions auto-détenues utilisées
<i>Cession dans le cadre d'un contrat de liquidité et animation du marché du titre de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité</i>	506 615
Réallocations intervenues au cours de 2025 et % de capital qu'elles représentent	NA

*Non Applicable

Description du programme de rachat d'actions propres soumis par le Conseil d'administration à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale Mixte du 17 juin 2026 :

La présente description du programme de rachat d'actions propres a pour objet de présenter les objectifs et les modalités du programme de rachat d'actions soumis à l'Assemblée Générale Mixte du 17 juin 2026 (**Résolution 9**) :

Titres concernés : actions RIBER, cotées sur le marché Euronext Growth (ISIN : FR0000075954).

Pourcentage de rachat maximum du capital autorisé par l'Assemblée Générale : les achats réalisés dans le cadre du programme pourront porter sur un nombre d'actions tel que, à la date de chaque rachat, le nombre total d'actions achetées par la Société depuis le début du programme de rachat (y compris celles faisant l'objet dudit rachat) n'excède pas 10% des actions composant le capital social de la Société à la date du rachat concerné, étant précisé que lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% prévue ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

S'agissant spécifiquement des rachats d'actions réalisés en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport : 5% du capital social.

L'acquisition, la cession, le transfert ou l'échange de ces actions pourront être effectués par tous moyens, en une ou plusieurs fois, sur le marché ou de gré à gré, en tout ou partie, y compris par acquisition ou transfert de blocs d'actions et à tout moment. Ces moyens incluent, le cas échéant, l'utilisation d'instruments financiers dérivés.

Prix d'achat unitaire maximum et plafond total : le prix d'acquisition de ses propres actions par la Société ne pourra excéder 25 Euros par action (ou la contre-valeur de ce montant à la même date en toute autre monnaie) (hors frais d'acquisition)

Le montant total, tous objectifs confondus, consacré aux acquisitions d'actions ne pourra dépasser 3.000.000 Euros.

Il est précisé qu'en cas d'opération sur le capital de la Société, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement des actions, les montants susvisés seront ajustés en conséquence.

Objectifs :

- réduire le capital par annulation d'actions dans les conditions prévues par la loi, sous réserve d'une autorisation par l'Assemblée Générale Extraordinaire ;
- attribuer ou céder des actions à des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et de sociétés liées, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions, ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ou d'un plan d'épargne Groupe, ou par voie d'attribution gratuite d'actions ;
- animer le marché du titre dans le cadre d'un contrat de liquidité conformément à la pratique de marché admise par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- conserver des actions et, le cas échéant, les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, conformément à la réglementation applicable ;
- satisfaire aux obligations découlant de titres de créances et de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou d'une autre manière, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Durée du programme :

Cette autorisation est donnée pour une durée expirant à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026 et, au plus tard, 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale.

Répartition, par objectifs, des actions auto-détenues au 31 décembre 2025	Nombre d'actions auto-détenues et pourcentage de capital
<i>Liquidité et animation du marché du titre de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF</i>	79 288 actions 0.37 %
<i>Attribution ou cession d'actions à des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et de sociétés liées, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions, ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ou d'un plan d'épargne Groupe, ou par voie d'attribution gratuite d'actions</i>	0 actions 0 %
<i>Conserver des actions en vue d'une remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, conformément à la réglementation applicable</i>	224 091 1.1%
<i>Réduction de capital par annulation d'actions</i>	0 0%
<i>Satisfaire aux obligations découlant de titres de créances qui sont échangeables en titres de propriété</i>	0 0%
<i>Remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou d'une autre manière.</i>	0 0%

14 AUTRES RESOLUTIONS SOUMISES À L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

Les éléments et informations afférents aux résolutions 1 à 11 soumises au vote de l'Assemblée Générale Mixte du 18 juin 2025 sont exposés dans le présent rapport.

Le présent titre 14 expose les résolutions 1 à 11.

➤ Résolutions présentées à l'Assemblée Générale statuant sous la forme ordinaire

- **Approbation des comptes sociaux annuels de la Société de l'exercice clos au 31 décembre 2025 (Résolution n°1)**
- **Affectation du résultat de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2025 (Résolution n°2)**
- **Constatation des distributions de dividendes au titre des trois derniers exercices (Résolution n°3)**
- **Approbation des comptes consolidés de la Société de l'exercice clos au 31 décembre 2025 (Résolution n°4)**
- **Affectation de la somme de 89 862 euros prélevée sur la prime d'émission pour l'affecter en totalité sur le compte « Réserves réglementées » (Résolution n°5)**

Après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux Comptes et avoir constaté que la valeur de l'ensemble des actions que la Société possède au 31 décembre 2025 s'élève à 778 036 euros. Prenant acte, sur la base du rapport de gestion du Conseil d'Administration, que le compte « Réserves réglementées », figurant dans les comptes sociaux de la Société arrêtés au 31 décembre 2025, vise exclusivement les « Réserves pour actions propres et parts propres » et s'élève à 688 174 euros ; **décide de prélever la somme de 89 862 euros sur la prime d'émission qui s'élève alors à 13 764 492 euros et de l'affecter en totalité sur le compte « Réserves réglementées », s'élevant alors après affectation à 778 036 euros**

- **Distribution d'une somme prélevée sur le compte « Prime d'émission, de fusion et d'apport », à concurrence de 0.10 euro par action (Résolution n°6)**
- **Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées (Résolution n°7)**

Après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes prévu aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, nous vous demanderons de prendre acte des conclusions dudit rapport spécial et d'approuver chacune des conventions dans les termes exposés dans ce rapport spécial, et d'approuver les termes de ce rapport.

- **Fixation de la rémunération des administrateurs (Résolution n°8)**

Il vous est proposé, après avoir pris connaissance du rapport établi par le Conseil d'administration de décider d'allouer au Conseil d'Administration, une somme brute globale de 210 000 euros, à répartir librement entre les administrateurs, en rémunération de leur activité.

- **Autorisation à donner au Conseil d'administration d'opérer sur les actions de la Société. Cette résolution est décrite page 4 du présent rapport (Résolution n°9).**

➤ Résolution présentée à l'Assemblée Générale statuant sous la forme extraordinaire

- **Autorisation de réduction du capital par annulation d'actions propres détenues par la Société (Résolution n°10)**

Il vous est proposé d'autoriser le Conseil d'administration à annuler, dans le cadre des dispositions de l'article L.22-10-62 du Code de commerce et sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions que la Société détiendrait ou pourrait détenir en conséquence de l'utilisation des autorisations d'achat d'actions données par l'Assemblée Générale au Conseil d'administration, dans la limite de 10 %, par période de vingt-quatre mois, du nombre total des actions composant le capital social à la date de l'opération.

Vous délègueriez ainsi au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, tous pouvoirs pour réaliser la ou les réductions du capital consécutives aux opérations d'annulation autorisées par l'Assemblée Générale, en fixer les modalités et conditions, procéder aux imputations nécessaires sur tous postes de réserves, bénéfiques ou de primes, en constater la réalisation, procéder à la modification corrélative des statuts et généralement prendre toutes décisions et effectuer toutes formalités.

Une telle autorisation serait donnée pour une durée de dix-huit mois à compter de l'Assemblée Générale et priverait d'effet, à compter de cette Assemblée, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée toute délégation antérieure donnée au Conseil d'administration ayant le même objet.

➤ Résolution présentée à l'Assemblée Générale statuant sous la forme ordinaire

- **Pouvoir (Résolution n°11)**

La dernière résolution est usuelle et permet l'accomplissement des publicités et formalités légales consécutives aux décisions prises lors de l'Assemblée.

Le Conseil d'administration est à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires que vous pourriez souhaiter.

Le Conseil d'administration

15 ANNEXES

15.1 Glossaire

Alliages Semi-conducteurs

Alliage d'éléments chimiques qui a des propriétés semi-conductrices c'est à dire qu'il peut ou non transmettre du courant électrique.

Cellules d'effusion

Pour créer les flux moléculaires, la MBE utilise des cellules d'effusion contenant les différents matériaux sources (tels que le Gallium, l'Arsenic ou l'Aluminium) qui, projetés dans l'ultravide, constitueront les couches monoatomiques du semi-conducteur composé.

CMOS (Complementary Metal Oxide Semiconductor)

Désigne une technologie de fabrication de composants électroniques.

Dispositifs Électroniques

Composant électronique actif possédant des fonctions complexes, tel un transistor. Les dispositifs électroniques s'opposent aux composants électroniques passifs que sont par exemple les résistances.

EJM (Épitaxie par Jets Moléculaires ou Molecular Beam Epitaxy -MBE-)

L'épitaxie par jets moléculaires consiste à envoyer des molécules de matériaux sources (tels que le Gallium, l'Arsenic et l'Aluminium) à la surface d'un substrat destiné à la fabrication des composants semi-conducteurs. Réalisé dans un vide très poussé afin d'éviter tout choc ou contamination, cette technologie permet d'appliquer des couches extrêmement fines, précises et régulières et de garantir ainsi une très grande pureté des alliages semi-conducteurs à l'échelle nanométrique (ou monoatomique).

MOCVD (Metalorganic Chemical Vapour Deposition)

Procédé chimique permettant de produire des matériaux solides de haute performance et de grande pureté. Ce procédé est souvent utilisé dans l'industrie du semi-conducteur pour produire des couches minces à la base notamment de la fabrication de LED (Light-Emitting Diode ou diode électroluminescente). Le substrat est exposé à un ou plusieurs précurseurs métallo-organiques en phase gazeuse, qui réagissent et/ou se décomposent à la surface du substrat pour générer le dépôt désiré.

MRAM (Magnetic Random Access Memory)

Mémoire d'ordinateur non volatile de type magnétique.

Photonique (sur silicium)

La photonique est la technologie qui exploite la lumière pour transmettre, moduler et traiter l'information. La photonique sur silicium consiste à intégrer des fonctions optiques avancées directement sur des substrats silicium, permettant la réalisation de circuits photoniques intégrés (PIC) à haute performance. Dans ce contexte, ROSIE ouvre la voie à des composants photoniques électro-optiques de nouvelle génération, destinés notamment aux télécommunications, aux centres de données et aux applications quantiques.

Silicium

Élément chimique qui est la base de l'industrie électronique.

UHV (Ultra-high vacuum ou ultravide)

Niveau de vide poussé caractérisé par des pressions comprises en dessous de 10^{-9} torr.

15.2 Riber SA – Tableau des filiales et participations au 31/12/2025

	Capital en devises	Capital en euros	Capitaux propres autre que capital en devises	Capitaux propres autre que capital en euros	QP du capital détenu	VB des titres détenus (en euros)	VN des titres détenus (en euros)	Prêts & avances consentis par Riber SA (en euros)	CA de l'exercice en devises	CA de l'exercice en euros	Résultat de l'exercice en devises	Résultat de l'exercice en euros
RIBER INC	1 771 361	1 507 541	4 846 645	4 124 804	100%	1 413 002	-	-	7 061 174	6 252 517	270 896	239 872
RSTS	3 443 798	418 638	9 869 241	1 199 733	100%	440 000	440 000	-	7 939 981	978 441	535 525	65 993
IPVF		14 500 000			2%	289 789	289 789	-				

RIBER
Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 3.400.483,84 €
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151
(Riber ou la « Société »)

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 17 JUIN 2026

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Le présent rapport sur le Gouvernement d'Entreprise, joint au rapport de gestion établi par le Conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025, vous est présenté en application du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce, afin de vous rendre compte des informations mentionnées à l'article L.225-37-4 du Code de commerce.

Les termes de ce rapport, préparé notamment sur la base des informations transmises au Conseil d'administration, ont été arrêtés et approuvés par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 02 avril 2026.

La Société précise que les dispositions de l'article L.22-10-10, 4° du Code de commerce, sur renvoi de l'article L. 22-10-20 du même Code, relatives au choix d'un Code de Gouvernement d'Entreprise, ne lui sont plus applicables depuis le 1^{er} septembre 2020 à raison de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le système multilatéral de négociation organisé Euronext Growth. Toutefois, la Société a choisi de continuer de se référer volontairement au Code de Gouvernement d'Entreprise Middlednext (ci-après le « **Code Middlednext** ») disponible sur le site internet de Middlednext¹. Le présent rapport met en exergue les recommandations dudit Code que la Société aurait décidé d'écarter, et les raisons ayant motivé cet écart.

Ce rapport fait l'objet d'un rapport établi par les Commissaires aux Comptes de la Société, conformément à l'article L. 22-10-71 du Code de commerce.

Le Conseil d'administration

¹ <https://www.middlednext.com/>

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DE LA GOUVERNANCE - CONSEIL D'ADMINISTRATION	43
1.1. Gouvernement d'Entreprise	43
1.2. Le Conseil d'administration (depuis le 19 juin 2024)	43
1.2.1. Règles de nomination	43
1.2.2. Composition du Conseil d'administration	44
1.2.3. Informations relatives aux mandats ou fonctions exercés dans toute société commerciale par les membres du Conseil d'administration de la Société au titre de l'exercice écoulé	45
1.2.4. Missions du Conseil d'administration	46
1.2.5. Réunions du Conseil d'administration	46
1.2.6. Organisation des travaux du Conseil	47
1.3. Les Comités constitués dans le cadre du Gouvernement de l'Entreprise	47
1.4. Direction Générale (depuis le 19 juin 2024)	48
1.4.1. Règles de nomination	48
1.4.2. Directrice Générale	48
1.4.3. Informations relatives aux mandats ou fonctions exercés dans toute société commerciale par les membres de la Direction Générale de la Société au titre de l'exercice écoulé	48
1.5. Modalités particulières de la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale	48
2. INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIETE	49
2.1 Capital de la Société	49
2.2 Tableau récapitulatif des déclarations en matière de délégations financières et d'augmentation de capital (article L. 225-37-4 3° du Code de commerce)	49
3. CONVENTIONS CONCLUES ENTRE UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF DE LA SOCIETE AVEC UNE SOCIETE CONTROLEE	49
4. RAISONS POUR LESQUELLES CERTAINES RECOMMANDATIONS DU CODE MIDDLENEXT N'ONT PAS ETE SUIVIES PAR LA SOCIETE	49
5. ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE	50
6. ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS	52
7. POLITIQUE VISANT A L'EQUILIBRE FEMMES-HOMMES ET A L'EQUITE	52

1. PRESENTATION DE LA GOUVERNANCE - CONSEIL D'ADMINISTRATION

1.1 Gouvernement d'Entreprise

Jusqu'au 19 juin 2024, la Société était une société anonyme à Conseil de Surveillance et Directoire.

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Mixte du 19 juin 2024, le mode d'administration et de direction de la Société a été modifié par l'adoption d'un Conseil d'administration. Désormais, les statuts de la Société stipulent que la direction générale de la Société est assumée soit par le Président du Conseil d'administration, qui porte alors le titre de Président-Directeur Général, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général. Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration du 19 juin 2024 a décidé à l'unanimité que la direction de la Société serait assumée par la Présidente du Conseil d'administration, Madame Annie Geoffroy qui porte désormais le titre de Présidente-Directrice Générale.

Le dispositif de gouvernance vise notamment à accompagner la Société dans le déploiement de sa stratégie de croissance rentable.

- *Marché des laboratoires de recherche :*
 - Système EJM de recherche : renforcer l'avantage compétitif des machines EJM ; poursuivre les innovations notamment avec le projet DREAM MBE qui consiste en une complète automatisation de l'utilisation de la machine ainsi qu'un suivi des recommandations de maintenance, et ; l'engagement dans des projets collaboratifs avec des laboratoires de premier plan pour le développement de nouveaux procédés.
- *Marchés industriels :*
 - EJM de production : préparer les futurs marchés en développant des partenariats R&D dans le but de fournir des démonstrateurs aux clients industriels ; réduire les coûts de production des wafers épitaxiés en développant des machines de grande capacité et permettant une grande qualité de déposition épitaxiale.
 - ROSIE (RIBER Oxide on Silicon Epitaxy) : déployer cette technologie de rupture en photonique intégrée sur silicium, conçue pour répondre aux exigences croissantes des applications de transmission et de réception optiques, Deux premiers exemplaires ont été commandés en 2025, confirmant l'intérêt des industriels pour des solutions MBE compatibles avec les lignes de production 300 mm.
- *Accessoires et services :*
 - Accroître le chiffre d'affaires des accessoires et services afin d'apporter une contribution récurrente significative ;
 - Investissement Marketing pour redéployer l'offre produits et identifier de nouveaux produits d'appel par l'innovation.

1.2 Le Conseil d'administration (depuis le 19 juin 2024)

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Mixte du 19 juin 2024, le mode d'administration et de direction de la Société a été modifié par l'adoption d'un Conseil d'administration. Cette évolution visait à simplifier les processus de décision opérationnel et s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Riber afin de soutenir son expansion dans un environnement de marché porteur.

1.2.1 Règles de nomination

L'article 12.1 des statuts de la Société prévoit que le Conseil d'administration est composé de 3 membres au moins et de 9 membres au plus et que la durée de leurs fonctions est de 3 années.

Cet article précise que chaque membre du Conseil doit détenir au nominatif un nombre minimum de 100 actions de la Société. Si, au jour de sa nomination, un membre du Conseil d'administration n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office, s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois.

1.2.2 Composition du Conseil d'administration

Il résulte de ce qui précède que la composition du Conseil d'administration, au 31 décembre 2025, est la suivante :

Membres du Conseil d'administration	Indépendant*	Date de première nomination	Date du dernier renouvellement	Date d'expiration du présent mandat
Mme Annie Geoffroy Présidente	Non	19/06/2024	N/A	AG 2027 statuant sur les comptes clos au 31/12/2026
Mme Sylviane Troadec Membre	Oui	19/06/2024	N/A	AG 2027 statuant sur les comptes clos au 31/12/2026
M. Didier Cornardeau Membre	Oui	19/06/2024	N/A	AG 2027 statuant sur les comptes clos au 31/12/2026
M. Nicolas Grandjean Membre	Oui	19/06/2024	N/A	AG 2027 statuant sur les comptes clos au 31/12/2026
M. Bernard Raboutet Membre	Non	19/06/2024	N/A	AG 2027 statuant sur les comptes clos au 31/12/2026
M. Pierre-Yves Kielwasser Membre	Non	19/06/2024	N/A	AG 2027 statuant sur les comptes clos au 31/12/2026
M. Alexandre Jévakhoff Membre	Oui	19/06/2024	N/A	AG 2027 statuant sur les comptes clos au 31/12/2026

*Au regard des critères d'indépendance prévus par le Code Middledext (cf. explications figurant sous le présent tableau) et examinés par le Conseil d'administration du 19 février 2026

Bien que non concerné par les dispositions légales applicables en matière de parité, à savoir un écart de deux maximum entre le nombre de membres de chaque sexe (deux femmes et quatre hommes) pour un Conseil de moins de 8 membres, la Société s'inscrit dans une volonté de recherche de parité et s'engage à faire ses meilleurs efforts pour respecter cette parité. La stabilité du Conseil depuis son adoption en juin 2024 n'ayant toutefois pas permis de l'atteindre au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Au jour du présent rapport, le Conseil d'administration a conservé sa composition existante au 31 décembre 2025.

L'indépendance des membres du Conseil d'administration, telle que renseignée dans le tableau ci-dessus, a été examinée par le Conseil d'administration réuni en formation Comité des Rémunérations et des Nominations le 19 février 2026. Cet examen a été réalisé sur la base des dispositions figurant à la recommandation 3 du Code Middledext auquel la Société adhère depuis octobre 2018.

Selon la recommandation n°3 du Code Middledext, « cinq critères permettent de présumer l'indépendance des membres du conseil, qui se caractérise par l'absence de relation financière, contractuelle, familiale ou de proximité significative susceptible d'altérer l'indépendance du jugement ». Ces critères sont les suivants :

- ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, et ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la Société ou d'une société de son Groupe ;
- ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, et ne pas être en relation d'affaires significative avec la Société ou son Groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier, etc.) ;
- ne pas être actionnaire de référence de la société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif ;
- ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ;
- ne pas avoir été, au cours des six dernières années, Commissaire aux Comptes de l'entreprise.

L'application de ces critères a conduit le Conseil d'administration du 19 février 2026, retenir comme membres indépendants :

- Monsieur Didier Cornardeau ;
- Madame Sylviane Troadec ;
- Monsieur Alexandre Jevakhoff ;
- Monsieur Nicolas Grandjean.

En revanche, Monsieur Bernard Raboutet qui détient directement ou indirectement plus de 10 % du capital de la Société ne bénéficie pas du statut de membre indépendant du Conseil.

Également, Monsieur Pierre-Yves Kielwasser, représentant le groupe familial Kielwasser qui détient plus de 10 % du capital de la Société, ne bénéficie pas du statut de membre indépendant du Conseil.

Enfin, Madame Annie Geoffroy étant mandataire social dirigeant de la Société, ne bénéficie pas du statut de membre indépendant du Conseil.

Soit, à ce jour, un total de 4 membres indépendants sur 7 membres, représentant 57% de l'effectif du Conseil.

Le Conseil d'administration en date du 19 février 2026 a en outre procédé à son évaluation, en application de la 13^{ème} recommandation du Code Middlednext qui prévoit ce qui suit :

« Une évaluation externe formelle n'est pas indispensable même si elle peut s'avérer utile pour apporter un regard neuf sur les pratiques. On privilégiera l'autoévaluation du Conseil et sa capacité à juger annuellement la pertinence de son fonctionnement.

Il est recommandé qu'une fois par an, le Président du Conseil invite les membres à s'exprimer sur le fonctionnement du Conseil, des comités éventuels, ainsi que sur la préparation de ses travaux. Cette discussion est inscrite au procès-verbal de la séance. Le Conseil, s'il le souhaite, peut se faire accompagner par un tiers. Le Président rend compte dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise que cette procédure a bien eu lieu. »

Les réunions du Conseil d'administration se sont majoritairement tenues physiquement au siège de la Société et par visioconférence. Il est par ailleurs rappelé qu'au moment de sa nomination et au cours de l'exercice, chaque membre du Conseil est sensibilisé aux responsabilités qui lui incombent. Chaque membre est ainsi encouragé à observer les règles de déontologie relatives aux obligations résultant de son mandat, à se conformer aux règles légales et réglementaires en matière de déclaration des transactions et d'abstention sur les titres de la Société et à informer le Conseil des mandats exercés dans d'autres sociétés (y compris une participation aux comités de l'organe d'administration ou de surveillance de ces sociétés françaises ou étrangères) ou de toute situation de conflit d'intérêts (qui sont notamment traitées dans le règlement intérieur du Conseil d'administration), même potentiel et à s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante, à faire preuve d'assiduité aux réunions du Conseil et des formations Comités dont il est membre et à l'Assemblée Générale des actionnaires. Chaque membre doit également s'assurer qu'il possède toutes les informations nécessaires sur les sujets à l'ordre du jour des réunions du Conseil avant de prendre toute décision. Il doit respecter le secret professionnel.

Chaque membre du Conseil d'administration a pris connaissance des points de vigilance listés dans le Code Middlednext et ce, conformément à sa 22^{ème} recommandation.

Le règlement intérieur de la Société a été actualisé le 19 juin 2024 (pour tenir compte de l'adoption d'un Conseil d'administration) est consultable sur le site internet de la Société.

1.2.3 Informations relatives aux mandats ou fonctions exercés dans toute société commerciale par les membres du Conseil d'administration de la Société au titre de l'exercice écoulé

La liste des mandats et fonctions exercés dans toute société commerciale par chacun des membres du Conseil d'administration de la Société, au cours de l'exercice écoulé, est communiquée dans le tableau récapitulatif ci-après, sur la base des déclarations effectuées :

Nom des mandataires sociaux	Nationalité	Age (à la date d'établissement du rapport)	Mandats ou Fonctions	Société dans laquelle le mandat ou la fonction est exercé	Lieu du siège social de la société concernée
Annie Geoffroy	Française	72	Président	Geoffroy Consulting	France
Didier Cornardeau	Française	76	Président	A.P.P.A.C	France
Sylviane Troadec	Française	61	Néant	Néant	Néant
Bernard Raboutet	Française	83	Directeur Général Gérant	ISA Finances SCI de la Pointe d'Andey	France
Nicolas Grandjean	Française	59	Professeur, Directeur d'un laboratoire de recherche	EPFL	Suisse

Nom des mandataires sociaux	Nationalité	Age (à la date d'établissement du rapport)	Mandats ou Fonctions	Société dans laquelle le mandat ou la fonction est exercé	Lieu du siège social de la société concernée
Pierre-Yves Kielwasser	Française	39	Gérant	SARL Ormylux	Suisse
			Administrateur	SA Ormyswiss	Suisse
			Président	SAS Ormylia	France
			Président	SAS TGA	France
Alexandre Jevakhoff	Française	73	Président	SAS Elenac	France
			Membre du conseil	Association mutuelle Le Conservateur	France
			Membre du conseil	Assurance mutuelle Le Conservateur	France

1.2.4 Missions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration assume les missions et exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et les statuts de la Société.

En exerçant ses prérogatives légales, le Conseil, notamment :

- détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à l'intérêt social, en considérant les enjeux sociaux et environnementaux de l'activité de la Société ;
- se saisit de toutes les questions intéressant la bonne marche de la Société et règle les affaires qui la concernent ;
- opère les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns, en demandant à se faire communiquer les documents qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;
- nomme le Directeur Général attribue, le cas échéant, le pouvoir de représenter la Société dans ses rapports avec les tiers à un ou plusieurs autres personnes qui portent alors le titre de Directeur Général délégué ;
- fixe la rémunération du Directeur Général ;
- propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la désignation des Commissaires aux Comptes ;
- a la faculté de convoquer une Assemblée Générale ;
- arrête les termes du rapport sur le Gouvernement d'Entreprise ;
- vérifie et contrôle les documents suivants: comptes sociaux et, le cas échéant, les comptes consolidés ainsi que le rapport de gestion et, le cas échéant, le rapport de gestion de Groupe, et présente à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle ses observations sur les comptes de l'exercice ;
- veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'aux marchés, à travers les comptes ou à l'occasion d'opérations importantes ;
- autorise, dans les conditions fixées par la Loi et les Règlements, le Directeur Général à consentir des cautions, avals et autres garanties, en garantie d'engagements pris par des tiers et conclure une convention relevant de la qualification des conventions réglementées.

En outre et conformément aux dispositions de l'article 12.6 des statuts, le Conseil doit autoriser préalablement le Directeur Général à réaliser les opérations suivantes :

- procéder à tous emprunts supérieurs à cent cinquante mille euros (150.000 euros) ;
- acheter ou céder ou consentir une sureté sur un ou plusieurs actifs ayant une valeur unitaire supérieure à cent cinquante mille euros (150.000 euros).

1.2.5 Réunions du Conseil d'administration

Depuis le 19 juin 2024, le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par trimestre.

Le Conseil se réunit, notamment, pour l'examen trimestriel de l'activité de la Société, pour l'examen des comptes semestriels et annuels de la Société, ainsi que des sujets relevant de sa compétence (gouvernance, suivi de la stratégie...) ou de son pouvoir d'autorisation (ex : sûretés, financements...).

Une fois par trimestre au moins, le Directeur Général présente au Conseil un rapport sur la marche des affaires sociales, qui comporte notamment le carnet de commandes, l'échéancier de facturation, la situation de trésorerie, l'état des investissements réalisés et les mouvements de personnel importants.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, le Conseil d'administration s'est réuni 11 fois et le taux de présence global de ses membres a été de 97,73%.

Le taux de présence de chacun des membres du Conseil a été le suivant :

▪	Madame Annie Geoffroy :	100 %
▪	Madame Sylviane Troadec :	100 %
▪	Monsieur Didier Cornardeau :	100 %
▪	Monsieur Bernard Raboutet :	100 %
▪	Monsieur Nicolas Grandjean :	81,82 %
▪	Monsieur Pierre-Yves Kielwasser :	100 %
▪	Monsieur Alexandre Jévakhoff :	100 %

La rémunération allouée aux membres du Conseil d'administration s'est élevée à 210 milliers d'euros pour l'exercice 2025, contre 105 milliers d'euros pour l'exercice 2024 (sur une demi-année).

1.2.6 Organisation des travaux du Conseil

Afin d'assurer l'efficacité de la préparation et de l'organisation des réunions du Conseil d'administration, le Conseil a prévu, dans son Règlement Intérieur, les dispositions suivantes régissant les conditions d'information de ses membres :

« En principe, le Président du Conseil fixe l'ordre du jour de chaque réunion du Conseil, après consultation du Directeur Général.

Une fois cet ordre du jour fixé et sur demande du Président du Conseil d'administration, le Directeur Général communique aux membres du Conseil tous les documents en sa possession qui seraient requis pour une préparation et une participation efficace de la réunion du Conseil concernée, trois jours au moins avant cette réunion. Cette communication est effectuée par le dépôt des documents susvisés sur un site internet sécurisé, accessible à tous les membres du Conseil et dédié à la mise en ligne, à leur profit, de l'ensemble des informations et documents nécessaire à la réalisation de leur mission.

En cas de dysfonctionnement du site internet sécurisé, ces documents seront adressés par le Directeur Général par courrier électronique au Président du Conseil d'administration qui se chargera de les faire suivre sans délai aux membres du Conseil.

Les membres du Conseil évaluent alors si l'information communiquée est suffisante pour exercer leur mission et peuvent, le cas échéant, demander de se faire communiquer tous les documents complémentaires qu'ils estiment nécessaires à la bonne exécution de leur mission, en inscrivant cette demande sur le site internet sécurisé et en informant le Président du Conseil de manière concomitante, lequel en informera le Directeur Général sans délai. En cas de dysfonctionnement du site internet, les demandes d'informations complémentaires seront réalisées, par l'intermédiaire du Président du Conseil, auprès du Directeur Général.

Pour donner suite à cette demande, le Directeur Général se charge de répondre à cette demande via le site internet sécurisé susvisé ou, en cas de dysfonctionnement dudit site, en adressant au Président du Conseil, les documents sollicités. Dans un tel cas, le Président du Conseil devra alors les transmettre sans délai aux membres du Conseil.

En complément de ce qui précède, le Président d'un Comité du Conseil, lorsqu'un tel Comité existe, dans le cadre de la mission dudit Comité, peut, en informant préalablement le Président du Conseil qui en informera le Directeur Général, demander, via ledit site internet sécurisé, que le Directeur Général communique, via ledit site internet sécurisé, des documents complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation d'une réunion du Comité concerné. En cas de dysfonctionnement du site internet, les documents seront adressés dans un délai raisonnable avant ladite réunion, par le Directeur Général, par courrier électronique, au président du Conseil et au Président du Comité, ce dernier se chargeant de les faire suivre sans délai aux membres du Comité.

Une fois par trimestre au moins, le Directeur Général présente au Conseil un rapport sur la marche des affaires sociales, qui doit comporter obligatoirement les indicateurs financiers trimestriels, les carnets de commandes, l'échéancier de facturation, la situation de trésorerie, l'état des investissements réalisés et les mouvements de personnel importants.

Dans le délai de trois mois de la clôture de l'exercice, le Directeur Général présente au Conseil les comptes sociaux et, le cas échéant, les comptes consolidés ainsi que le ou les rapports de gestion y afférents. »

1.3 Les Comités constitués dans le cadre du Gouvernement de l'Entreprise

Conformément à l'article 2 du Règlement Intérieur, le Conseil, lors de sa réunion du 19 juin 2024, a décidé de ne pas constituer des comités autonomes mais de se réunir, selon le cas, en formation de Comité d'audit, en formation de Comité des Nominations et de Rémunérations, en formation Comité Stratégique et en formation de Comité de responsabilité sociétale et environnementale des entreprises (« RSE »), aux motifs que, compte tenu de la taille de l'entreprise et du nombre d'administrateurs, il n'a pas estimé utile de constituer des comités autonomes. Cette décision permet ainsi à l'ensemble des administrateurs contribuer à la préparation des travaux et des décisions du Conseil en ces matières.

1.4 Direction Générale (depuis le 19 juin 2024)

1.4.1 Règles de nomination

Les statuts de la Société stipulent que la Direction Générale de la Société est assumée soit par le Président du Conseil d'administration, qui porte alors le titre de Président-Directeur Général, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'administration.

Sur la proposition du Directeur Général, le Conseil d'administration peut, pour l'assister, nommer un maximum de cinq (5) Directeurs Généraux Délégués.

1.4.2 Directrice Générale

Le premier Conseil d'administration réuni à l'issue de l'Assemblée Générale du 19 juin 2024 (date de modification du mode d'administration et de direction de la Société par l'adoption de la formule à Conseil d'Administration) a notamment (i) décidé d'étendre les fonctions de Président du Conseil d'administration à celles de Directeur Général de la Société et (iii) désigné à l'unanimité Madame Annie Geoffroy en tant que Présidente-Directrice Générale.

Au jour de l'établissement du présent rapport, la Direction Générale n'a pas fait l'objet de changements.

1.4.3 Informations relatives aux mandats ou fonctions exercés dans toute société commerciale par les membres de la Direction Générale de la Société au titre de l'exercice écoulé

Nom des mandataires sociaux	Nationalité	Age (à la date d'établissement du rapport)	Mandats ou Fonctions	Société dans laquelle le mandat ou la fonction est exercé	Lieu du siège social de la société concernée
Annie Geoffroy	Française	72	Président	Geoffroy Consulting	France

1.5 Modalités particulières de la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale

Conformément à la loi et aux statuts, l'Assemblée Générale permet la représentation et l'expression des actionnaires. Elle constitue un lieu de décision où les organes de direction rendent compte de l'activité de l'entreprise ainsi que du fonctionnement du Conseil d'administration mais est aussi l'occasion d'un dialogue avec les actionnaires.

Les statuts prévoient que les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Le scrutin secret a lieu lorsqu'il est demandé par des actionnaires représentant au moins 10 % du capital social.

Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, dans les conditions légales, réglementaires et statutaires, aux assemblées sur justification de son identité et de la propriété de ses titres.

Les propriétaires d'actions de la Société n'ayant pas leur domicile sur le territoire français au sens de l'article 102 du Code Civil peuvent voter par correspondance ou être représentés à l'Assemblée par tout intermédiaire inscrit pour leur compte et bénéficiant d'un mandat général de gestion des titres, sous réserve que l'intermédiaire ait préalablement déclaré, au moment de l'ouverture de son compte auprès de la Société ou de l'intermédiaire financier teneur de compte, conformément aux dispositions légales et réglementaires, sa qualité d'intermédiaire détenant des titres pour le compte d'autrui.

La Société est en droit de demander à l'intermédiaire inscrit pour le compte d'actionnaires n'ayant pas leur domicile sur le territoire français et bénéficiant d'un mandat général de gestion des titres, de fournir la liste des actionnaires non-résidents qu'il représente ou dont les droits de vote seraient exercés à l'assemblée, ainsi que la quantité d'actions détenues par chacun d'eux.

Le vote ou le pouvoir émis par un intermédiaire qui ne s'est pas déclaré comme tel ou qui n'a pas révélé l'identité des propriétaires des titres, conformément aux dispositions légales et réglementaires ou des statuts, ne peut être pris en compte.

Les actionnaires peuvent participer aux Assemblées Générales dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Afin de faciliter la participation des actionnaires aux Assemblées, et conformément aux recommandations de l'AMF, la Société publie sur son site internet l'ensemble de la documentation d'assemblée ainsi que le résultat des votes et les supports de présentation.

2. INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIETE

2.1 Capital de la Société

Le capital social de la Société est composé de 21.253.024 actions de 0,16€ de valeur nominale chacune, intégralement libérées. Les statuts ne prévoient pas de droit de vote multiple ou de restriction à l'exercice des droits de vote et au transfert d'actions. Aucune action ne comporte à ce jour de droits de contrôle spéciaux.

Au 31 décembre 2025, la Société n'a émis aucune valeur mobilière donnant accès à son capital social ou à ses droits de vote, autre que les 21.253.024 actions susmentionnées.

2.2 Tableau récapitulatif des déclarations en matière de délégations financières et d'augmentation de capital (article L. 225-37-4 3° du Code de commerce)

Vous trouverez, ci-dessous, conformément aux dispositions de l'article L.225-37-4, 3° du Code de commerce, un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale de la Société dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce, et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice.

Date de l'Assemblée Générale	N° résolution	Objet de la délégation	Durée de la délégation	Date d'expiration	Plafond global (en nominal)	Utilisation au cours de l'exercice 2025
Assemblée Générale Mixte du 18 juin 2025	9	Autorisation donnée au Conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce	18 mois	À l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025	3.000.000 €	

3. CONVENTIONS CONCLUES ENTRE UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF DE LA SOCIETE AVEC UNE SOCIETE CONTROLEE

Conformément à l'article L.225-37-4, 2° du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune convention n'est intervenue directement ou par personne interposée entre d'une part, le Directeur Général, un membre du Conseil d'administration ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, de Riber, et, d'autre part, une société contrôlée par Riber au sens de l'article L.223-3 du Code de commerce.

4. RAISONS POUR LESQUELLES CERTAINES RECOMMANDATIONS DU CODE MIDDLENEXT N'ONT PAS ETE SUIVIES PAR LA SOCIETE

Il est rappelé, conformément au préambule du présent rapport, que les dispositions de l'article L.22-10-10, 4° (ancien article L.225-37-4 8°) du Code de commerce, relatives au choix d'un Code de Gouvernement d'Entreprise, ne sont plus applicables à la Société

suite à son changement de marché de cotation. Toutefois, Riber a choisi de continuer de se référer volontairement au Code Middlenext.

Nous vous informons qu'une disposition du Code Middlenext a été écartée pour les raisons expliquées ci-après : [

Dispositions du Code Middlenext écartées	Explications au non-respect des dispositions du Code Middlenext
R5 : Formation des membres du conseil	A la date du présent rapport, aucun plan de formation n'est en place au sein du Conseil d'administration. Celui-ci prévoit une réflexion ultérieure afin d'apprécier l'opportunité de se conformer à cette recommandation, notamment au regard de l'expérience et des qualités professionnelles de chaque membre.
R7 : Mise en place de comités	Le Conseil, lors de sa réunion du 19 juin 2024, a décidé, compte tenu de la taille de l'entreprise et du nombre d'administrateurs, de ne pas constituer de comités mais de se réunir, selon le cas, en formation de Comité d'audit, en formation de Comité des Nominations et de Rémunérations, en formation de Comité Stratégique et en formation de Comité de Responsabilité Sociétale et Environnementale des entreprises. Cette décision permet ainsi à l'ensemble des administrateurs de contribuer à la préparation des travaux et des décisions du Conseil sur ces matières.
R8 : Mise en place d'un comité spécialisé sur la Responsabilité sociale/sociétale et environnementale des Entreprises (RSE)	
R11 : Durée et échelonnement des mandats des membres du conseil	La Société a modifié son mode de gouvernance le 19 juin 2024 pour devenir une société anonyme à conseil d'administration. Par conséquent, tous les administrateurs nommés le 19 juin 2024 ont une date de fin de mandat équivalente.

5. ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

Nous vous rappelons qu'en raison de l'admission aux négociations des actions de la Société sur le système multilatéral de négociation organisé Euronext Growth au lieu et place du marché réglementé d'Euronext Paris depuis le 1^{er} septembre 2020, les dispositions de l'article L.22-10-11 (ancien article L.225-37-5) du Code de commerce relatives aux éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange ne sont plus applicables.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L.433-5 du Code monétaire et financier et 231-1, 4^o du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, les règles relatives aux offres publiques applicables aux sociétés dont les instruments financiers sont admis à la négociation sur un marché réglementé demeurent applicables pendant une durée de trois ans.

Dans ce contexte, la Société a décidé de maintenir, à titre volontaire, l'exposé des éléments listés à l'article L.22-10-11 du Code de commerce susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange.

En application de l'article L.22-10-11 du Code de commerce, les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique sur les titres de la Société sont les suivants.

Structure du capital de la Société

La structure du capital de la Société ainsi que les franchissements de seuil déclarés au cours de l'exercice sont exposés au point 6 du Rapport de Gestion.

Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions / clauses d'une convention prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions portés à la connaissance de la Société et portant sur au moins 0,5 % du capital ou des droits de vote de la Société

- Les statuts de la Société ne prévoient pas de restriction particulière aux transferts d'actions.
- L'article 10 des statuts de la Société prévoit que : « *Outre le respect des obligations légales et réglementaires applicables au franchissement de seuil, toute personne physique ou morale, toute entité juridique, agissant seule ou de concert, qui viendrait à détenir ou cesserait de détenir une fraction du capital et /ou de droits de vote égale ou supérieure à 5 puis tout pourcentage supplémentaire d'un pourcent (1%) et ce y compris et au-delà du seuil de 5% et jusqu'à 100%, sera tenue d'informer la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée au siège social dans le délai de cinq (5) jours de bourse à compter de la date du franchissement de seuil, du nombre total d'actions, de droits de vote et de titres donnant accès à terme au capital détenus directement, indirectement ou de concert.*

À défaut, conformément aux articles L.233-7 et L.233-14 du Code de commerce, l'actionnaire défaillant sera privé des droits de vote excédant la fraction non déclarée et ce pour toutes les assemblées d'actionnaires qui se tiendront jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification prévue au paragraphe ci-dessus, si un ou plusieurs actionnaires, détenant une fraction du capital ou de droits de vote ou de titres donnant accès à terme au

capital de la Société au moins égale à 5%, en font la demande, laquelle devra être consignée dans le procès-verbal de l'assemblée.

Pour la détermination des seuils prévus ci-dessus, il est également tenu compte (a) des actions et/ ou des droits de vote détenus indirectement au travers d'une ou plusieurs personnes morales dont elle détient le contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, (b) des actions et droits de vote assimilés aux actions et/ou droits de vote possédés tels que définis par l'article L.233-9 du Code de commerce, et (c) des titres donnant accès à terme au capital de la Société. »

- Il n'existe pas, à la connaissance de la Société, de convention prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions et portant sur au moins 0,5 % du capital ou des droits de vote de la Société.

Participations directes ou indirectes dans le capital de la Société

La structure du capital de la Société telle qu'exposée dans le rapport de gestion tient compte des participations directes et indirectes.

Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci

Inexistant.

Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionariat du personnel, lorsque les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier

La Société ne dispose pas à ce jour de système d'actionariat du personnel.

Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote

Nous n'avons pas connaissance d'accord formalisé entre actionnaires pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions ou à l'exercice des droits de vote.

Règles applicables à la nomination et au remplacement du Directeur Général et des éventuels directeurs généraux ainsi qu'à la modification des statuts de la Société

À ce jour, les statuts prévoient que le Conseil d'administration nomme parmi ses membres, ou en dehors d'eux, le Directeur Général qui doit être une personne physique. Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment par décision du Conseil d'administration. Sur la proposition du Directeur Général, le Conseil d'administration peut, pour l'assister, nommer un maximum de cinq (5) Directeurs Généraux Délégués. Un Directeur Général Délégué peut, sur proposition du Directeur Général, être révoqué à tout moment par décision du Conseil d'administration.

Les statuts de la Société sont modifiables par l'Assemblée des actionnaires, statuant dans les conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires.

Pouvoirs du Directeur Général (en particulier relatifs à l'émission ou le rachat d'actions)

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social sous réserve des pouvoirs attribués par la Loi au Conseil d'administration et aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Directeur Général ne peut, toutefois, sans y être préalablement autorisé par le Conseil d'administration :

- Procéder à tous emprunts supérieurs à cent cinquante mille euros (150.000 euros) ;
- Acheter ou céder ou consentir une sureté sur un ou plusieurs actifs ayant une valeur unitaire supérieure à cent cinquante mille euros (150.000 euros) ;

L'Assemblée Générale du 19 juin 2024 a voté en faveur d'une autorisation donnée au Conseil d'administration pour procéder au rachat d'actions de la Société. Cette autorisation est en vigueur à la date d'établissement du présent rapport. Il ne résulte pas de la résolution adoptée par cette Assemblée Générale que le Conseil d'administration soit empêché de procéder, en tout ou partie, à ces opérations en cas d'offre publique.

Accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société

La participation minoritaire de Riber à la SAS IPVF (Institut Photovoltaïque d'Ile de France) peut être remise en cause dès lors qu'un actionnaire ou groupe d'actionnaire détient plus de 50 % du capital de Riber.

Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés en cas de cessation de fonctions

Néant.

6. ATTRIBUTIONS GRATUITES D' ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et de l'exercice clos le 31 décembre 2023, le Conseil d'administration (ou le Directoire avant le 19 juin 2024) de Riber n'a pris aucune décision concernant l'attribution gratuite d'actions au profit de salariés et/ou de mandataires sociaux. De même, aucune autorisation d'attribution gratuite d'actions n'a été consentie par l'Assemblée des actionnaires tenue en 2025, 2024 ou en 2023.

7. POLITIQUE VISANT À L'EQUILIBRE FEMMES-HOMMES ET A L'EQUITE

La Société intègre dans sa gestion des ressources humaines les principes d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, de diversité ainsi que de lutte contre les discriminations, tant à l'embauche que tout au long de la vie professionnelle des collaborateurs.

RIBER S.A
Société anonyme à Conseil d'administration
Au capital de 3.400.483,84 €
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

AU 31 DECEMBRE 2025

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉ

BILAN ACTIF

(En milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Goodwill	(6.1)	1 257	1 314
Immobilisations incorporelles	(6.2)	3 174	3 601
Immobilisations corporelles	(6.3)	3 989	4 328
Droits d'utilisation	(6.3)	332	548
Actifs financiers	(6.4)	640	600
Autres actifs non courants	(6.5)	-	-
Impôts différés actifs	(6.15)	2 358	1 437
TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT		11 750	11 828
Stocks et en-cours	(6.6)	16 929	17 915
Créances Clients	(6.7)	17 850	9 468
Autres actifs courants	(6.8)	988	1 358
Créances d'impôt	(6.8)	387	687
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(6.9)	7 475	8 612
TOTAL DE L'ACTIF COURANT		43 629	38 040
TOTAL DE L'ACTIF		55 379	49 869

BILAN PASSIF

(En milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	(6.16)	3 400	3 400
Primes		13 764	15 649
Réserves		5 168	887
Écarts de conversion		(272)	(478)
Résultat Groupe		5 239	4 123
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		27 299	23 581
Passifs financiers à plus d'un an	(6.10)	94	1 270
Dettes de location non courantes	(6.10)	166	372
Provisions retraites	(6.11)	317	330
Provisions non courantes	(6.11)	135	243
TOTAL DU PASSIF NON COURANT		712	2 215
Passifs financiers à moins d'un an	(6.10)	1 295	2 060
Dettes de location courantes	(6.10)	184	199
Provisions courantes	(6.11)	2 440	1 522
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(6.12)	5 339	4 259
Dettes d'impôt		208	282
Passifs de contrats	(6.13)	13 352	11 558
Autres dettes	(6.14)	4 550	4 193
TOTAL DU PASSIF COURANT		27 368	24 073
TOTAL DU PASSIF		55 379	49 869

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Chiffre d'affaires	(7.1)	40 305	41 151
Coût des produits vendus	(7.2)	(24 622)	(25 886)
Variation des provisions sur stock	(6.6)	(133)	(416)
MARGE BRUTE		15 551	14 848
Commercial	(7.3)	(3 365)	(4 196)
Recherche et développement	(7.4)	(3 169)	(2 564)
Administration	(7.5)	(3 908)	(3 588)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		5 108	4 499
Autres charges et produits opérationnels	(7.9)	(0)	(119)
RESULTAT OPERATIONNEL		5 108	4 380
Coût de l'endettement financier net	(7.10)	(34)	(37)
Autres produits et charges financiers	(7.10)	(293)	20
RESULTAT NET D'IMPOT DES ACTIVITES POURSUIVIES		4 782	4 363
Impôts sur les résultats	(6.15)	457	(239)
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)		5 239	4 123
Résultat de base par action (en euro)	(4)	0.25	0.20
Résultat dilué par action (en euro)	(4)	0.25	0.20

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Résultat net		5 239	4 123
Écart de conversion		206	(130)
Total des autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net		206	(130)
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	(6.11)	21	6
Impôts différés sur pertes et gains actuariels		(5)	(1)
Total des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		16	4
Résultat global		5 461	3 998
Dont :			
Part Groupe		5 461	3 998

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)	Montant du capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Écarts de conversion	Total des capitaux propres (part Groupe)
Capitaux propres au 31/12/2023	3 400	17 115	(2 361)	3 397	(348)	21 203
Affectation du résultat retraité			3 397	(3 397)		
Résultat net de la période				4 123		4 123
<i>Écarts de conversion</i>					(130)	(130)
<i>Écarts actuariels sur les retraites net d'ID</i>			4			4
Autres éléments du résultat global			4		(130)	(126)
Résultat global de la période			4	4 123	(130)	3 998
Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle			(154)			(154)
Distribution attribuée (prélevée sur la prime d'émission)		(1 467)				(1 467)
Total des transactions avec les actionnaires		(1 467)	(154)			(1 620)
Capitaux propres au 31/12/2024	3 400	15 649	887	4 123	(478)	23 581
Capitaux propres au 31/12/2024	3 400	15 649	887	4 123	(478)	23 581
Affectation du résultat retraité			4 123	(4 123)		
Résultat net de la période				5 239		5 239
<i>Écarts de conversion</i>					206	206
<i>Écarts actuariels sur les retraites net d'ID</i>			16			16
Autres éléments du résultat global			16		206	222
Résultat global de la période			16	5 239	206	5 461
Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle			(65)			(65)
Distribution attribuée (prélevée sur la prime d'émission)		(1 885)	207			(1 678)
Total des transactions avec les actionnaires		(1 885)	142			(1 743)
Capitaux propres au 31/12/2025	3 400	13 764	5 168	5 239	(272)	27 299

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Résultat net		5 239	4 123
Dotations nettes aux amortissements et provisions		3 384	2 389
Plus ou moins-values de cession			(3)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		8 623	6 509
Charge / (Produit) d'impôt (dont Impôts différés)	(6.15)	(457)	239
Élimination du coût de l'endettement financier	(7.9)	34	37
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		8 200	6 785
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement		(3 509)	(1 656)
Impôts payés ou récupérés		(170)	(143)
Flux de trésorerie généré par l'activité		4 521	4 985
Incidence des variations de périmètre			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(6.2)	(1 346)	(2 155)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6.3)	(269)	(598)
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations corporelles et incorporelles			
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles			5
Variation nette des prêts et créances financières	(6.4)	(43)	(83)
Autres flux liés aux opérations d'investissements			571
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement		(1 658)	(2 260)
Rachat et revente d'actions propres		(56)	(125)
Émissions d'emprunts	(6.10)	130	60
Intérêts financiers nets versés	(7.9)	(24)	(26)
Intérêts financiers IFRS 16	(7.9)	(10)	(11)
Remboursements emprunts bancaires	(6.10)	(2 071)	(2 069)
Remboursements du capital IFRS 16	(6.10)	(191)	(191)
Distribution attribuée (prélevée sur la prime d'émission)		(1 678)	(1 467)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement		(3 900)	(3 829)
Incidence changement de principes comptables			
Variation de trésorerie		(1 037)	(1 104)
Trésorerie à l'ouverture	(6.9)	8 612	9 666
Trésorerie à la clôture	(6.9)	7 475	8 612
Incidences des variations de taux de change		(100)	50
Variation de trésorerie		(1 037)	(1 104)

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
ANALYSE DE LA VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT**

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Stocks	968	442
Clients et comptes rattachés	(8 330)	(1 933)
Avances et acomptes versés sur commandes	400	233
Créances sur organismes sociaux	(10)	
Créances d'impôt (hors IS)	(23)	(17)
Autres créances	(109)	90
Charges constatées d'avance	29	(66)
Total de la variation des besoins	(7 075)	(1 251)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 087	(712)
Clients avances et acomptes reçus	2 103	(396)
Dettes sociales	177	320
Dettes fiscales	1 260	89
Autres dettes	(260)	294
Produits constatés d'avance	(801)	
Total de la variation des ressources	3 566	(405)
Variation du besoin en fonds de roulement	(3 509)	(1 656)

**NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES
AU 31 DECEMBRE 2025**

1	INFORMATIONS GENERALES	62
2	EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE 2025.....	62
3	PRINCIPALES METHODES COMPTABLES.....	62
3.1	Principes généraux et déclaration de conformité.....	62
3.2	Référentiel IFRS appliqué	62
3.3	Estimations et jugements comptables déterminants	63
3.4	Principes de consolidation.....	63
3.5	Reconnaissance des produits	63
3.6	Frais de développement.....	64
3.7	Goodwill	64
3.8	Immobilisations incorporelles	64
3.9	Immobilisations corporelles	64
3.10	Contrats de location	65
3.11	Stocks	65
3.12	Créances.....	66
3.13	Méthode de conversion des éléments en devises.....	66
3.14	Actions propres	66
3.15	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	66
3.16	Provisions.....	66
3.17	Impôts	67
3.17.1	Crédits d'impôt	67
3.17.2	Impôts différés.....	67
3.18	Retraites et autres engagements vis à vis du personnel.....	67
3.19	Intéressement au capital, plan d'épargne salariale, paiement en actions et assimilées.....	67
3.20	Information sectorielle	67
4	RESULTAT PAR ACTION : BASE DE CALCUL.....	68
5	PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	68
6	NOTES SUR LE BILAN.....	69
6.1	Goodwill	69
6.2	Immobilisations incorporelles	70
6.3	Immobilisations corporelles	70
6.4	Actifs financiers	71
6.5	Autres actifs non courants.....	71
6.6	Stocks et en-cours.....	72
6.7	Créances clients.....	72
6.8	Autres actifs courants.....	73
6.9	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	73
6.10	Dettes financières.....	74
6.11	Provisions.....	75
6.12	Dettes fournisseurs	76
6.13	Passifs de contrats.....	76
6.14	Autres dettes	76
6.15	Impôts sur les bénéfices et impôts différés	77
6.16	Capitaux propres	78
6.17	Bons de souscription d'actions - options de souscription d'actions – actions gratuites	78
6.18	Rachat d'actions.....	78
6.19	Actifs et passifs éventuels	78
7	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	79
7.1	Chiffre d'affaires	79
7.2	Coût des produits et services vendus.....	80
7.3	Charges commerciales.....	80
7.4	Recherche et Développement.....	80
7.5	Administration.....	81
7.6	Effectifs et montants des rémunérations	81
7.7	Rémunération des organes d'administration et de surveillance	81
7.8	Résultat opérationnel courant	81
7.9	Autres produits et charges opérationnels	82
7.10	Résultat financier.....	82
8	INFORMATION AU TITRE DES HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES	83
9	INFORMATION SUR LES RISQUES OPERATIONNELS ET FINANCIERS	83
10	ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS	84
11	PARTIES LIEES.....	84
12	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	84

1 INFORMATIONS GENERALES

Les états financiers consolidés ci-joints présentent les opérations de la société RIBER SA et de ses filiales.

Riber SA et ses filiales (« le Groupe ») développent, fabriquent et vendent des systèmes d'épitaxie par jets moléculaires (technologie EJM appelée aussi MBE, molecular beam epitaxy) ainsi que des sources d'évaporation et des cellules destinées à l'industrie des semi-conducteurs. Ces équipements de haute technologie sont essentiels pour la fabrication des alliages semi-conducteurs et de nouveaux matériaux qui sont utilisés dans de nombreuses applications grand public, notamment pour les nouvelles Technologies de l'Information, les écrans plats OLED et les nouvelles générations de cellules solaires.

Riber SA est une société anonyme domiciliée en France dont les actions sont cotées sur le marché Euronext Growth de la Bourse Euronext de Paris depuis le 1^{er} septembre 2020 et dont le siège social est situé 31 Rue Casimir Périer, 95 873 Bezons.

Les présents états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 2 avril 2026 qui a autorisé leur publication le 17 avril 2026. Ils sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale ordinaire annuelle du 17 juin 2026.

2 EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE 2025

Au cours de l'exercice 2025, le Groupe a enregistré la première vente d'un système ROSIE (Riber Oxide Silicon Epitaxy), nouvelle plateforme technologique développée pour la croissance par épitaxie de couches d'oxydes sur wafers silicium de 300 mm. Cette plateforme, basée sur la technologie de MBE, vise à permettre le dépôt contrôlé de couches minces avancées – notamment de titanate de baryum (BTO) – destinées à la réalisation de composants photoniques intégrés et de modulateurs électro-optiques pour les applications de photonique sur silicium.

La première commande a été conclue dans le cadre d'un partenariat scientifique avec le Novo Nordisk Foundation Quantum Computing Programme (NQCP) au Danemark, afin de qualifier industriellement le procédé ROSIE et de l'intégrer dans une ligne pilote dédiée aux technologies photoniques et quantiques.

Cette première vente constitue une étape structurante dans la feuille de route technologique du Groupe, validant la pertinence industrielle de la plateforme ROSIE et marquant le début de son déploiement commercial sur les marchés de la photonique sur silicium, des communications optiques et des technologies quantiques.

Le groupe a fait l'objet de 2 refus de licences d'exportation, représentant 4 millions d'euros de commandes, et par un allongement des délais d'obtention de licences, retardant l'enregistrement de commandes identifiées.

3 PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie de présentation du Groupe et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1 Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil Européen adopté le 3 novembre 2008, les états financiers consolidés du Groupe RIBER au 31 décembre 2025 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles que publiées par l'International Accounting Board (IASB) et approuvées par l'Union Européenne au 31 décembre 2025 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards) et les interprétations émises par l'IFRS Interpretation Committee (« IFRS-IC ») et par l'ancien Standard Interpretation Committee (« SIC »).

Les comptes sont arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

3.2 Référentiel IFRS appliqué

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2025 sont identiques à celles utilisées dans les états financiers au 31 décembre 2024, à l'exception des changements mentionnés ci-après.

3.2.1 Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025

Les normes suivantes sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2025 sur l'information financière présentée :

- Amendement IAS 21, Absence de convertibilité (publié 08/23)

Cet amendement n'a pas d'impact sur le Groupe. L'application des autres textes n'a pas eu non plus d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

3.2.2 Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application non obligatoires sur l'exercice ouvert au 1er janvier 2025

- Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non adoptés par l'Union européenne au 1^{er} janvier 2025
 - IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » dont les impacts de la mise en œuvre sont en cours d'analyse ;
 - IFRS 19 « Information à fournir par les filiales sans obligation d'information publique » ; et
 - amendement à l'IAS21 « Conversion dans une devise de présentation hyperinflationniste ».
- Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne ne nécessitant pas encore d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2025
 - amendement à l'IFRS 9 et IFRS 7 « Classification et évaluation des instruments financiers » ;
 - amendement à l'IFRS 9 et IFRS 7 « Contrats d'achat d'énergie renouvelable » ; et
 - améliorations annuelles - IFRS 1, IFRS 7, IFRS 9, IFRS 10 et IAS 7.

Ces amendements ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

3.3 Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables qui peuvent être déterminantes et qui sont susceptibles d'affecter les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de varier dans le temps et comportent un minimum d'aléas. Ainsi, les résultats réels peuvent différer de ces estimations en fonction des hypothèses retenues et des circonstances.

Les estimations et jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur des informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugées raisonnables au vu des circonstances.

Les principales estimations et jugements comptables effectués par le Groupe portent sur les points suivants :

- valeur de réalisation de certains stocks
- appréciation du risque client et provisions correspondantes
- tests de dépréciation sur les actifs
- provisions dont l'évaluation repose sur des hypothèses actuarielles (par exemple, les avantages à long terme au personnel)
- provisions pour risques et charges
- activation des impôts différés résultant des déficits fiscaux

3.4 Principes de consolidation

Les filiales, Riber Inc. et Riber Semi-Conductor Technology Shanghai sont consolidées par intégration globale. Elles sont détenues à 100% par Riber SA.

Il n'existe pas au sein du Groupe d'entreprises associées ou de co-entreprises.

Les états financiers des sociétés consolidées, établis selon les règles et principes comptables en vigueur dans leur pays, sont retraités afin d'appliquer les règles et principes retenus par le Groupe. Les méthodes comptables ont été appliquées de façon uniforme par l'ensemble des entités du Groupe.

Les soldes bilanciaux et opérations intragroupes, ainsi que les profits résultant de transactions intragroupes, sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Les sociétés du Groupe ont établi des comptes arrêtés au 31 décembre 2025.

3.5 Reconnaissance des produits

En application de la norme IFRS 15, le produit de la vente d'une machine est reconnu à son expédition suivant l'incoterm en vigueur, le produit relatif à l'installation est reconnu à l'acceptation de celle-ci par le client, et le produit relatif à la démonstration (des couches) est reconnu à l'acceptation de celle-ci par le client. Ces trois étapes représentent autant d'obligations de performance distinctes et concourent à un transfert de contrôle progressif vers le client.

Les autres produits (autres que les machines) sont reconnus à l'expédition ou lorsque le service est rendu.

Il est à préciser que le carnet de commandes établi conformément aux dispositions d'IFRS 15, n'est pas présenté dans ce rapport, celui-ci faisant l'objet d'une communication semestrielle.

3.6 Frais de développement

Les frais de développement engagés à l'occasion de la conception de produits nouveaux sont portés à l'actif du bilan consolidé lorsque les 6 critères généraux suivants, définis par la norme IAS 38, sont démontrés :

- 1) la faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre,
- 2) l'intention d'achever la production de l'actif pour l'utiliser ou le vendre,
- 3) la capacité d'utiliser ou de vendre l'actif produit,
- 4) l'aptitude de l'actif à générer des avantages économiques futurs,
- 5) la disponibilité actuelle ou future des ressources techniques, financières ou autres nécessaires pour mener à bien le projet,
- 6) la capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif pendant sa phase de développement.

L'activation comptable des frais de développement fait l'objet d'une procédure d'approbation de la Direction.

Ces frais de développement comprennent les salaires bruts et charges sociales des salariés ayant travaillé sur ces projets et sont calculés selon leur temps d'intervention majoré d'une quote-part de frais indirects.

Ils sont amortis sur la durée d'utilité de 3 ans. L'amortissement commence dès que l'actif est prêt à être mis en service. Les frais de développement ne remplissant pas les critères d'activation sont comptabilisés en charge.

3.7 Goodwill

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode d'acquisition selon IFRS 3.

Le Goodwill correspond à :

- la juste valeur de la contrepartie transférée,
- augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise,
- augmenté, si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, de la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société,
- diminué du montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Quand cette différence est négative, un profit au titre de l'acquisition, réalisée à des conditions avantageuses, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Le goodwill fait l'objet d'un test annuel de dépréciation au sein de l'UGT à laquelle il est affecté et est comptabilisé à son coût déduction faite du cumul des pertes de valeur.

La perte de valeur du goodwill n'est pas réversible. Cette valeur fait également l'objet d'un examen lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'intervenir.

De tels événements ou circonstances peuvent être liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable et affectant, soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition.

Le cas échéant, la dépréciation du goodwill est inscrite en résultat opérationnel, dans les autres charges et produits opérationnels.

La Société Riber réalise un test de dépréciation sur l'ensemble des actifs corporels et incorporels (incluant le goodwill), considéré comme une seule UGT (Unité génératrice de trésorerie au sens de d'IAS 36) en comparant la valeur nette de cette UGT aux cash flows actualisés attendus résultant de l'ensemble de l'activité.

3.8 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées de logiciels, de brevets, de marques, ainsi que de bases de données et plans liés à l'activité composants VG Semicon (activité acquise fin 2008). La base de données et les plans identifiés lors de l'acquisition du fonds de commerce de VG Semicon, sont amortis sur une durée de 20 ans.

Les licences d'utilisation de progiciels et logiciels sont amorties en linéaire sur une durée de 1 à 5 ans selon leur objet et leur durée d'utilisation par l'entreprise.

Les frais de développement immobilisés font partie des immobilisations incorporelles (cf. § 3.6).

3.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production. Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaires en fonction de la durée d'utilité prévue des différents composants constituant l'immobilisation. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production pour certaines immobilisations corporelles produites en interne (matériels de démonstration principalement) et faisant l'objet de production immobilisée.

	Durée	Mode
Bâtiments	10 à 20 ans	Linéaire
Matériel et outillage industriels *	3 à 10 ans	Linéaire
Agencements et installations	10 à 20 ans	Linéaire
Matériel de transport	4 ans	Linéaire
Matériel informatique	3 à 5 ans	Linéaire
Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire

* les prototypes (cellules notamment) sont amortis sur une durée de 2 ou 3 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revues à chaque arrêté et, le cas échéant, ajustées.

Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, leur caractère recouvrable peut être mis en cause. La valeur recouvrable d'un actif représente sa juste valeur, diminuée des coûts de cession, ou sa valeur d'utilité si celle-ci est supérieure.

3.10 Contrats de location

Conformément à IFRS 16, tous les contrats de location sont retraités à l'exception des contrats dont la durée est inférieure à 12 mois sans option d'achat et des contrats de faible montant.

Les contrats de location retraités concernent les locaux occupés par les sociétés du Groupe, les serveurs informatiques, le matériel industriel et les véhicules.

La durée des contrats retenue correspond à celle prévue dans chaque contrat incluant les options de renouvellement, notamment pour les locations immobilières.

Les actifs sous contrat de location sont comptabilisés en droits d'utilisation comme des actifs du Groupe à leur juste valeur à la date de début du contrat ou, si elle est plus faible, à la juste valeur des paiements minimaux due au titre du contrat de location. En contrepartie du droit d'utilisation, la dette envers le bailleur est incluse dans le bilan comme un emprunt.

Les loyers supportés au titre de la location sont ventilés entre la charge d'intérêts et le remboursement de la dette. Les charges d'intérêts sont comptabilisées en résultat financier. Les droits d'utilisation sont amortis sur leur durée d'utilisation

3.11 Stocks

La valeur brute des stocks de matières premières et d'approvisionnements comprend exclusivement le prix d'achat. Ils sont valorisés selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CMP).

Les stocks de produits intermédiaires et de produits finis sont comptabilisés à leur prix de revient constitué par leur coût de production comprenant les consommations, les charges directes et frais indirects liés à la production et les amortissements des biens concourant à la production. Les frais financiers sont exclus de la valorisation des stocks.

Conformément à IAS 2, le montant des stocks est évalué à sa valeur nette de réalisation si elle est inférieure à sa valeur comptable, en comptabilisant une provision pour dépréciation.

Les stocks de matières premières et approvisionnements, de produits intermédiaires, et de produits finis font l'objet d'une provision pour dépréciation prenant en compte leur valeur d'utilité déterminée en fonction de leur taux de rotation (consommation moyenne sur la période retenue / stock à date) :

- Pour les matières premières et approvisionnements dont sont exclus les matières brutes (tantale, molybdène, acier inoxydable, etc.) et les produits intermédiaires, la rotation est calculée en prenant en compte la consommation sur les 12 derniers mois.
- Pour les produits finis, la rotation est calculée en prenant en compte la consommation sur les 24 derniers mois.
- Pour tous les articles qui sont affectés à une commande client ou au plan directeur de production, la rotation est calculée sur la base de la consommation des 12 derniers mois à laquelle s'ajoutent les quantités affectées à des commandes clients ou au plan directeur.

Les niveaux de dépréciation retenus sont les suivants :

- si le taux de rotation $\leq 1\%$: dépréciation à 100%
- si le taux de rotation est entre 1% et 25% : dépréciation à 75%
- si le taux de rotation est entre 25% et 50% : dépréciation à 50%
- si le taux de rotation est entre 50% et 75% : dépréciation à 25%

Les pièces défectueuses de l'encours de production font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsqu'aucune solution n'a pu être mise en œuvre dans un délai de trois mois. Lorsque postérieurement à trois mois, une solution a pu être trouvée et que les pièces défectueuses ont été réparées, la provision est reprise.

3.12 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur juste valeur et évaluées à leur coût amorti. Pour les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré, la juste valeur est assimilée au montant de la facture sauf si le taux d'intérêt effectif a un impact significatif. Le cas échéant, des dépréciations sont comptabilisées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie des créances.

Les créances sans taux d'intérêt déclaré, dont l'échéance serait supérieure à un an, seraient actualisées au taux sans risque augmenté d'un spread lié au débiteur concerné.

3.13 Méthode de conversion des éléments en devises

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et de présentation de Riber SA.

Les comptes des filiales Riber Inc. et Riber Semi-Conductor Technology Shanghai dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation selon les modalités suivantes :

- les charges et les produits sont convertis en euros au cours moyen de change de l'exercice qui, en l'absence de fluctuations significatives (saisonnalité), constitue une approximation raisonnable du cours de change aux dates de transaction ;
- les actifs et passifs sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes ;
- les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les transactions réalisées en devises sont converties au cours du jour de la date de transaction. Les soldes des actifs et passifs libellés en devises sont convertis au cours du jour de la clôture, les gains et pertes de change latents résultant de ces conversions sont portés au compte de résultat.

	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
Dollars US	1,1750	1,1293	1,0389	1,0821
Yuan (Chine)	8,2262	8,1149	7,5833	7,7863

3.14 Actions propres

Les actions émises par Riber SA sont considérées comme des capitaux propres au sens de l'IAS 32 et traitées comme telles dans les comptes consolidés du Groupe.

Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées et ne contribuent pas au résultat consolidé.

3.15 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste comprend les disponibilités et les placements à court terme très liquides aisément convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de variation de valeur. La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché de chaque clôture. Les découverts bancaires figurent en emprunts au passif courant du bilan (passifs financiers à moins d'un an).

3.16 Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe, à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Provisions pour garantie

Les équipements vendus bénéficient d'une garantie d'un an à deux ans à compter de la date de leur livraison. À ce titre, une provision est constituée pour toutes les garanties en cours à la date de clôture. Cette provision est déterminée de la manière suivante : un coefficient, correspondant aux coûts de garantie moyens des deux derniers exercices rapportés au chiffre d'affaires ayant généré ces dépenses, est appliqué au chiffre d'affaires sous garantie à la clôture de l'exercice.

Provisions pour litiges

Des provisions pour litiges sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation liée à des actions en justice, procédures contentieuses ou autres réclamations résultant d'événements antérieurs et qui sont en instance, qu'il est probable qu'une sortie

de ressources représentant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de cette sortie de ressources peut être faite. Le Groupe s'appuie sur ses conseils et avocats pour évaluer la probabilité de réalisation des risques et estimer les provisions pour litiges en intégrant les probabilités de réalisation des différents scénarios envisagés.

Provisions pour autres risques et charges

Des provisions pour autres charges à payer sont comptabilisées lorsque le Groupe doit ou estime devoir engager des coûts dans le futur, soit relatifs à l'installation des systèmes livrés, soit pour tous autres motifs non déclarés en tant que litiges à la date de clôture des comptes.

3.17 Impôts

3.17.1 Crédits d'impôt

Les crédits d'impôt relatifs à des dépenses opérationnelles (Crédit Impôt Recherche, Crédit Impôt Innovation) sont comptabilisés en résultat opérationnel en déduction des charges ou des immobilisations qu'ils ont financées.

3.17.2 Impôts différés

La charge d'impôt sur les résultats correspond à la somme des impôts exigibles de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporelles entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Les impôts différés sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture et applicables lorsque les différences temporelles se résorberont.

Les impôts différés actifs ne sont constatés sur des pertes fiscales reportables des entités consolidées que s'il est probable que les entités pourront les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de la période de validité des actifs d'impôts différés.

3.18 Retraites et autres engagements vis à vis du personnel

Les montants des engagements des sociétés du Groupe à l'égard du personnel en matière d'indemnités de départ en retraite et de primes versées lors de l'octroi des médailles du travail sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19 sous forme de provisions estimées sur la base d'évaluations actuarielles. Ces indemnités provisionnées sont payables lors du départ en retraite des salariés sous condition de leur présence dans le Groupe à la date de leur départ en retraite.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation appropriée pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés ou constituée qu'à compter de la date à laquelle l'ancienneté est requise.

3.19 Intéressement au capital, plan d'épargne salariale, paiement en actions et assimilées

Le 16 août 2018, le Groupe a mis en place un plan de rémunération en instruments de capitaux propres sous la forme d'attribution d'actions gratuites aux dirigeants et aux salariés de l'entreprise.

Le plan d'actions gratuites rentre dans le champ d'application de la norme IFRS 2, comme des paiements fondés sur des actions et instruments de capitaux propres. Ce plan n'est soumis à aucune condition de présence ni de performance. Les actions gratuites ont été valorisées intégralement à leur date d'octroi (date d'attribution) sur la base de leur juste valeur. La juste valeur de cette attribution ne fait pas l'objet d'un étalement car les droits sont définitivement acquis à date d'attribution.

Riber Inc. a mis en place un plan d'épargne salariale dont bénéficient tous les salariés employés à plein temps. Ce plan donne la possibilité aux salariés concernés d'épargner une partie de leur rémunération et parallèlement la société complète cette épargne.

3.20 Information sectorielle

Le Groupe Riber intervient sur un seul segment opérationnel, celui du développement, de la fabrication et de la commercialisation de systèmes EJM (épitaxie par jets moléculaires), ainsi que des services qui y sont étroitement associés (vente de composants, cellules, évaporateurs et autres activités d'interventions et de maintenance).

En effet, la société comprend un seul site de production et de direction situé à Bezons. L'ensemble des moyens de production (atelier d'assemblage des machines, stock de composants...) est localisé sur ce site.

Tous les services sont mutualisés et communs aux différentes lignes de produits commercialisées par le Groupe. Les actifs et le besoin en Fonds de Roulement ne sont pas dédiés à telle ou telle famille de produits.

Par ailleurs, le principal directeur opérationnel suit la performance du Groupe de façon globale à travers des reportings financiers mensuels.

Ainsi, du point de vue opérationnel et financier, il n'existe qu'un seul segment opérationnel au sens de la norme IFRS 8. À ce titre, la performance du segment opérationnel est directement reflétée dans l'état de la situation financière consolidée du Groupe.

Bien que disposant d'un seul segment opérationnel, la Société suit les chiffres d'affaires et les marges brutes par lignes de produits, dans le cadre d'une organisation globale.

4 RESULTAT PAR ACTION : BASE DE CALCUL

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen, sur la période, d'actions composant le capital, y compris les actions gratuites sans conditions de présence et de performance. Pour le résultat par action dilué, la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation est ajustée pour tenir compte de la conversion supposée en actions ordinaires des actions ordinaires potentiellement dilutives. Le Groupe n'a émis aucune action ordinaire potentielle sur 2025.

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Moyenne pondérée des actions ordinaires composant le capital et servant à calculer le résultat par action non dilué	20 747 363	20 679 048
Actions ordinaires potentielles dans l'hypothèse de l'exercice de la totalité des bons/options de souscription	-	-
Moyenne pondérée des actions ordinaires et potentiellement dilutives servant à calculer le résultat par action dilué	21 009 414	20 941 099

Les titres auto-détenus portés en déduction des capitaux propres consolidés ont été exclus du nombre moyen pondéré des actions en circulation pour leur montant moyen au 31 décembre 2025, soit 505 661 actions.

Le calcul est effectué en prenant pour hypothèse que les fonds sont recueillis à la date d'émission des éventuels bons et options de souscription d'actions et sont supposés être affectés au rachat d'actions au prix du marché.

5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés consolidées par intégration globale :

Société	Siège	% contrôle 2025.12	% d'intérêt 2025.12	% d'intérêt 2024.12
Riber SA	31 rue Casimir Perier 95873 BEZONS France	Mère	Mère	Mère
Riber Inc	216 Route 206, Hillsborough NJ 08844 USA	100	100	100
Riber Semi-conductor Technology (Shanghai) Co. LTD	Building D, 3938 Wenchuan Road, Boashan District, SHANGHAI CHINA	100	100	100

6 NOTES SUR LE BILAN

6.1 Goodwill

(En milliers d'euros)	Goodwill
Valeurs brutes à l'ouverture	2 650
Perte de valeur	(1 336)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	1 314
Différences de change	(57)
Valeurs brutes à la clôture	2 593
Perte de valeur	(1 336)
Valeurs nettes comptables à la clôture	1 257

À l'ouverture, le goodwill résulte pour 820 milliers d'euros de la prise de contrôle de la société Addon SAS en 2004, pour 109 milliers d'euros de l'acquisition d'actifs le 18 mars 2015 auprès de la société MBE Control Solutions et pour 385 milliers d'euros de l'acquisition d'actifs en février 2019 auprès de la société SemiPro LLC.

Sur l'exercice 2025, la diminution des écarts d'acquisition pour 57 milliers d'euros est liée aux effets de la variation des taux de change EUR/USD.

Riber réalise un test de dépréciation sur l'ensemble des actifs corporels et incorporels du Groupe (incluant le goodwill), considéré comme une seule UGT (Unité génératrice de trésorerie au sens de l'IAS 36) en le comparant aux cash flows actualisés attendus résultant de l'ensemble de l'activité du Groupe.

Les prévisions d'exploitation sont basées sur des plans d'affaires (sur la base du carnet de commandes de l'entreprise et des prospects actifs) qui ont été préparés par la direction du Groupe.

Au 31 décembre 2025, un test de dépréciation a été réalisé sur l'ensemble des actifs corporels et incorporels de Riber sur la base des hypothèses suivantes :

- périmètre : ensemble de l'activité du Groupe
- taux d'actualisation après impôts : 9 %
- durée des prévisions établies : 5 ans
- taux de croissance terminale de l'activité : 1 %

Un test de sensibilité a été effectué, en faisant varier les 2 critères suivants : taux de croissance à l'infini et taux d'actualisation et par rapport auquel les résultats figurent dans le tableau ci-dessous (excédent de la valeur du fonds de commerce sur la valeur bilantielle de la Société).

La majoration de 0,5% des taux d'actualisation, ou la diminution de 0,5% du taux de croissance perpétuelle utilisé pour l'impairment test du Goodwill n'entraînerait pas de perte de valeur.

Les résultats de ce test ont conduit à maintenir la valeur nette de ce goodwill à 1 257 milliers d'euros.

6.2 Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	Concessions , brevets et logiciels	Marques	Frais de développ.	Autres immo incorp	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	1 985	80	4 898	679	7 626
Amortissements cumulés à l'ouverture	(1 877)	0	(1 619)	(543)	(4 024)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	108	80	3 279	136	3 601
Différences de change					
Acquisitions	2		1 345		1 347
Valeurs brutes des projets entièrement amortis			(1 177)		(1 177)
Amortissements cumulés des projets entièrement amortis			1 177		1 177
Dotations, reprises aux amortissements	(15)	0	(1 724)	(34)	(1 773)
Valeurs brutes à la clôture	1 958	80	5 065	679	7 782
Amortissements cumulés à la clôture	(1 863)	0	(2 167)	(577)	(4 607)
Valeurs nettes comptables à la clôture	95	80	2 898	102	3 174

Les 1 345 milliers d'euros d'acquisition et les (1 724) milliers d'euros de dotations aux amortissements figurant sur la colonne Frais de développement, correspondent respectivement à la capitalisation à l'actif du bilan de charges R&D enregistrées en 2025 (éligibles selon les critères de la norme IAS 38) et retraités du CIR 2025 pour 387 K€ et à l'amortissement des charges R&D capitalisées jusqu'au 31 décembre 2025 (et non encore totalement amorties à cette date).

6.3 Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Installations techniques et agencements	Mobiliers et matériel informatique	Immob. en cours	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	1 433	471	13 441	919	1 686	17 952
Amortissements cumulés à l'ouverture	0	(408)	(12 355)	(861)	0	(13 624)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	1 433	63	1 086	58	1 686	4 328
Acquisitions			114	53	102	269
Différences de change			(1)			(1)
Valeurs brutes des immobilisations cédées			(4)	(3)		(7)
Amortissements des immobilisations cédées			4	3		7
Dotations et reprises aux amortissements		(22)	(557)	(28)	0	(606)
Valeurs brutes à la clôture	1 433	471	15 323	967	(1)	18 193
Amortissements cumulés à la clôture	0	(430)	(12 891)	(884)	0	(14 204)
Valeurs nettes comptables à la clôture	1 433	41	2 432	83	(1)	3 989

Droits d'utilisation

(En milliers d'euros)	Droit d'utilisation immobilière	Droit d'utilisation ITMO (1)	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	633	514	1 147
Amortissements cumulés à l'ouverture	(311)	(288)	(599)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	322	226	548
Différences de change	(29)	0	(29)
Contrats souscrits			
Valeurs brutes des contrats résiliés/terminés			
Amortissements cumulés des contrats résiliés/terminés			
Dotations et reprises aux amortissements	(107)	(81)	(188)
Valeurs brutes à la clôture	566	514	1 080
Amortissements cumulés à la clôture	(380)	(369)	(749)
Valeurs nettes comptables à la clôture	186	146	332

(1) installations techniques, matériel et outillage

Concernant les droits d'utilisation immobilière, les retraitements IFRS 16 concernent essentiellement les loyers relatifs aux bâtiments exploités par les filiales.

6.4 Actifs financiers

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Titres de participation non consolidés	290	290
Dépréciation des titres de participation		
Liquidité sur contrat d'animation de cours	253	269
Liquidité sur programme de rachat	55	3
Dépôts et cautionnements	42	37
Total	640	600

6.5 Autres actifs non courants

Au 31 décembre 2025, les autres actifs non courants sont inexistantes.

6.6 Stocks et en-cours

(En milliers d'euros)	Matières premières et approvisionnements	Produits intermédiaires	En cours	Produits finis	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	10 774	4 140	5 313	2 781	23 008
Provisions cumulées à l'ouverture	(2 592)	(1 075)	0	(1 426)	(5 093)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	8 182	3 065	5 313	1 355	17 915
Différences de change	(2)	0	0	(16)	(18)
Variations	(415)	(647)	605	(378)	(835)
Dotation provisions d'exploitation	(490)	(110)	(134)	(218)	(952)
Reprise de provisions d'exploitation	676		1	142	819
Valeurs brutes à la clôture	10 343	3 493	5 918	2 337	22 091
Provisions cumulées à la clôture	(2 392)	(1 185)	(133)	(1 451)	(5 161)
Valeurs nettes comptables à la clôture	7 951	2 308	5 785	885	16 929

Le stock de produits finis correspond exclusivement à des pièces et composants destinés à l'activité de vente de services et accessoires.

6.7 Créances clients

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Créances clients et comptes rattachés	18 109	9 727
Provision pour dépréciation	(259)	(259)
Valeur nette des créances clients et comptes rattachés	17 850	9 468

L'augmentation des créances depuis 2024 s'explique par le cadencement des facturations liées à la mises à disposition des systèmes et les clauses contractuelles qui régissent les conditions de paiement lors de l'expédition des systèmes (en général le 2nd terme de paiement après l'acompte versé lors de la commande)

Les créances s'analysent comme suit, par échéance :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Créances non échues et non dépréciées	14 219	7 764
Créances échues 0 à 90 jours	2 057	1684
Créances échues > 90 jours	1 574	19
Créances douteuses	259	259
Valeur brute des créances clients et comptes rattachés	18 109	9 727

6.8 Autres actifs courants

(En milliers d'euros)	Avances et acomptes sur commandes	Créances sur personnel & org. sociaux	État créances d'impôt (Hors IS)	Autres créances	Charges constatées d'avance	Total Autres actifs courants
Valeurs brutes à l'ouverture	698	23	402	11	224	1 358
Provisions cumulées à l'ouverture						
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	698	23	402	11	224	1 358
Différences de change					(1)	(1)
Variations	(353)	10	(57)	60	(29)	(369)
Valeurs brutes à la clôture	345	33	345	71	194	988
Provisions cumulées à la clôture	0	0	0	0	0	0
Valeurs nettes comptables à la clôture	345	33	345	71	194	988

La créance d'impôt (hors IS) d'un montant de 345 K€ concerne principalement la TVA.

(En milliers d'euros)	État créances d'impôt sur les bénéficiés
Valeurs brutes à l'ouverture	687
Provisions cumulées à l'ouverture	
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	687
Variations	(300)
Valeurs brutes à la clôture	387
Provisions cumulées à la clôture	
Valeurs nettes comptables à la clôture	387

Les 387 milliers d'euros à la clôture correspondent à la créance du CIR/CII 2025 pour 387 milliers d'euros. Les créances de CIR des années antérieures ont été encaissées ou utilisées pour minorer les paiements d'IS.

6.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Disponibilités	7 475	8 612
Trésorerie active	7 475	8 612
Concours bancaires		
Trésorerie passive		
Trésorerie nette	7 475	8 612

La trésorerie nette à fin décembre 2025 est positive de **7,5 millions d'euros**, en baisse par rapport à 2024 qui était de **8,6 millions d'euros**. Les flux de l'année sont détaillés dans le tableau des flux de trésorerie.

6.10 Dettes financières
Dettes financières

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Solde net à l'ouverture	1 270	5 333
Émission d'emprunt	130	60
Reclassement courant / non courant	(1 306)	(2 095)
Dettes financières non courantes	94	1 270
Solde net à l'ouverture	2 060	2 034
Diminution	(2 071)	(2 069)
Reclassement courant / non courant	1 306	2 095
Concours bancaires (note 6.9)		
Dettes financières courantes	1 295	2 060
Total Dettes financières	1 388	3 330

En 2020, Riber a souscrit auprès de ses banques quatre emprunts garantis par l'État (PGE) pour une valeur globale de 8,0 millions d'euros, avec un différé de remboursement d'un an. Ces prêts sont remboursables depuis juillet 2022 sur une durée de 4 ans, ils seront soldés courant 2026.

Dettes de location

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Solde net à l'ouverture	571	547
Contrats souscrits (*)	0	199
Contrats terminés ou résiliés (*)	0	0
Différences de change	(30)	16
Remboursements	(191)	(191)
Dettes de location	350	571
Dettes de location non courantes	166	372
Dettes de location courantes	184	199
Total Dettes de location	350	571

* sans impact sur la trésorerie

6.11 Provisions

Provisions non courantes

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Solde net à l'ouverture	330	302
Écart actuariel	(21)	(6)
Coûts des services rendus	55	88
Reprises provisions non utilisées	(12)	(9)
Reprises provisions utilisées	(35)	(44)
Provisions retraites	318	330
Solde net à l'ouverture	243	301
Dotations		
Reprises provisions non utilisées		
Reprises provisions utilisées	(243)	(58)
Reclassements vers les provisions courantes	135	
Autres Provisions non courantes	135	243
Total Provisions non courantes	453	573

Les provisions non courantes d'un montant de 453 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (contre 573 milliers d'euros au 31 décembre 2024) correspondent principalement aux indemnités de départ à la retraite (303 milliers d'euros), aux indemnités pour médailles du travail (13 milliers d'euros) et aux autres provisions pour risques (135 milliers d'euros).

À fin 2025, la société a retenu un taux d'actualisation de 3.96% (3.35 % fin 2024) afin de valoriser les engagements de retraite. Le test de sensibilité prenant en compte une variation du taux d'actualisation aboutit aux résultats présentés ci-après :

Taux d'actualisation	Provision pour engagements de retraite et médailles du travail (K€)
Variation +0,5%	301
Variation +0,0%	318
Variation -0,5%	333

Ces engagements ont été calculés selon la méthode rétrospective avec projection des salaires et les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Taux d'actualisation des Indemnités de Fin de Carrière (*)	3.96%	3.35%
Taux d'actualisation des Indemnités pour Médailles du Travail	3.96%	3.35%
Taux de charges sociales	48,37%	47,70%
Taux de revalorisation annuelle des salaires	2%	2%
Turn over (en fonction de l'âge)	Table TO Riber 2023/2025	Table TO Riber 2020/2024
Table de mortalité	Insee 2024	Insee 2024
Age de départ en retraite (cadres et non cadres)	64 ans	64 ans

(*) Taux iBoxx Corporate AA10+ au 31 décembre 2025

Provisions courantes au 31 décembre 2025

(En milliers d'euros)	Provision pour garantie	Provisions pour charges	Provisions pour litiges	Provision pour risques	Total
Solde net publié à l'ouverture	782	205	341	194	1 522
Dotations	878	801	273	129	2 081
Reprises provisions utilisées	(689)	(188)	(41)	(110)	(1 028)
Reprises provisions non utilisées	0	0	0	0	0
Reclassements des provisions non-courantes	0	0	0	(135)	(135)
Total	971	818	573	78	2 440

L'augmentation des provisions pour charges résulte de la comptabilisation des coûts estimés nécessaires à l'exécution des obligations de performance encore en cours, correspondant aux prestations restant à réaliser avant la mise en service des systèmes vendus au cours de l'exercice.

6.12 Dettes fournisseurs

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Fournisseurs de biens et services	5 339	4 259
Fournisseurs d'immobilisations		
Total	5 339	4 259

6.13 Passifs de contrats

Les passifs de contrats (13 352 milliers d'euros au 31 décembre 2025) sont exclusivement constitués d'avances reçues sur les commandes clients (généralement des acomptes versés à la commande).

6.14 Autres dettes

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Dettes fiscales et sociales	4 268	2 850
Produits constatés d'avance	154	954
Commissions à payer aux agents	128	389
Total	4 550	4 193

La hausse des dettes fiscales et sociales est imputable à la TVA collectée sur les ventes de décembre 2025.

La diminution des produits constatés d'avance s'explique par la reconnaissance sur l'exercice 2025 d'une subvention présentée au bilan en 2024.

6.15 Impôts sur les bénéfices et impôts différés

Compte tenu des perspectives et sur la base des business plan du Groupe basés, sur les hypothèses arrêtées par la Direction, celle-ci a décidé d'activer les créances d'impôt différé, qu'il est raisonnablement envisageable de récupérer à horizon 4 ans. Sur cette base, le montant des déficits fiscaux activés au 31/12/25 est de 14,6 millions d'euros contre 11,5 millions d'euros au 31/12/24 correspondant à un impôt différé actif au 31/12/25 de 3,6 millions d'euros (contre 2,9 millions d'euros au 31/12/24). Au 31 décembre 2025, le montant des déficits fiscaux non activés s'élève à 2,2 millions d'euros (contre 8.3 millions d'euros au 31 décembre 2024). Ces déficits fiscaux n'ont pas de date limite d'utilisation.

6.15.1 – Détail des impôts différés au niveau de l'état de la situation financière consolidé

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Différences temporelles	40	15
Provisions pour avantages aux personnels	76	80
Pertes/Gains reportables sur les bénéfices fiscaux futurs	3 790	3 038
Provisions et marges internes	64	67
Revenus (IFRS 15)	39	39
Amortissements des actifs en juste valeur	144	136
Autres retraitements	20	21
Total impôts différés actifs	4 173	3 396
Différences temporelles	9	7
Provisions sur créances intragroupe	888	925
Frais de recherche et développement	724	819
Frais d'acquisition d'immobilisations	41	41
Autres retraitements	152	166
Total impôts différés passifs	1 815	1 959
Actifs (passifs) nets d'impôt différés	2 358	1 437
Actifs (passifs) nets d'impôt différés compensés sur une même entité fiscale	2 358	1 437

6.15.2 - Détail des impôts sur les bénéfices et des impôts différés au compte de résultat

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Résultat net des sociétés intégrées	5 239	4 123
Impôt sur les résultats	457	(239)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	4 782	4 363
(Charge) ou produit d'impôt théorique à 25%	(1 195)	(1 091)
Déficits antérieurs activés	1 481	741
Déficits créés non activés	53	18
Déficits antérieurs utilisés	11	
Différentiel de taux sociétés étrangères	28	26
(Charges) non déductibles ou produits non imposables *	79	66
(Charge ou produit) d'impôt réelle	457	(239)
Taux d'impôt effectif	(9.56%)	5,48 %

(*) dont Crédit d'impôt recherche de 500 milliers d'euros en 2025 (388 milliers d'euros de CIR/CII 2025, 13 milliers d'euros d'ajustements CIR/CII 2024 et 100 milliers d'euros de CIR/CII 2018) (contre 367 milliers d'euros en 2024).

6.16 Capitaux propres

Le capital s'élevé à 3 400 483,84 € et est composé de 21 253 024 actions d'une valeur nominale de 0,16 €. Aucun mouvement sur le capital n'est intervenu au cours de la période.

6.17 Bons de souscription d'actions - options de souscription d'actions – actions gratuites

Aucun bon de souscription d'action ou option de souscription d'action n'est actuellement en vigueur au sein du Groupe Riber.

En date du 16 août 2018 et sur autorisation du Conseil de Surveillance, le Directoire a mis en place un plan d'attribution d'actions gratuites pour les membres du Directoire et l'ensemble du personnel présent à cette date.

Le nombre d'actions gratuites attribuées s'élevait à 268 443 au prix unitaire de 3,42 € (cours de bourse à date d'attribution). La période d'acquisition des titres attribués était fixée à un an minimum, et la période de conservation des titres était aussi fixée à un an minimum, et ce à compter de la date d'acquisition. Le plan n'était soumis à aucune condition de présence ou de performance.

En date du 3 septembre 2019, le Directoire a acté, après consultation de l'ensemble des bénéficiaires du plan, l'acquisition définitive des actions. 262 051 actions ont été acquises par les membres du Directoire et les salariés.

Depuis le 3 septembre 2020, les salariés bénéficiaires du Plan d'actions gratuites peuvent disposer librement de leurs actions acquises l'année précédente à la même date.

6.18 Rachat d'actions

Un programme de rachat d'actions a été mis en place par le Directoire suite à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 13 juin 2002 confirmée depuis par les Assemblées Générales Mixtes successives. Un rapport d'information décrivant ce programme de rachat d'actions est régulièrement présenté aux actionnaires au sein du rapport annuel de la Société.

Un second programme de rachat d'actions a été mis en place par le Directoire suite à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 15 avril 2024.

Il y a eu un transfert de 34 850 actions en janvier 2022 du contrat de liquidité vers le portefeuille d'actions propres (inscription au nominatif pur auto-détention).

En 2024, trois transferts d'actions ont lieu entre les programmes de rachat et le portefeuille d'actions propres (inscription au nominatif par auto-détention) :

- 76 454 actions le 27 juin 2024
- 55 378 actions le 30 juin 2024
- 41 207 actions le 31 juillet 2024

Soit 173 039 actions.

En 2025, un achat complémentaire de 16 000 actions a eu lieu en novembre (inscription au nominatif par auto-détention).

La trésorerie affectée au programme de rachat s'élevait au 31 décembre 2025 à 55 milliers d'euros et a été classée au bilan en actifs financiers.

D'autre part, dans le cadre de son contrat d'animation de cours, Riber SA détenait, au 31 décembre 2025, 79 288 titres figurant également en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 253 139 €. Sur la base de 3.270 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de décembre 2025, la valeur de marché de ces titres au 31 décembre était de 259 290 €. La trésorerie affectée à ce contrat d'animation de cours s'élevait au 31 décembre 2025 à 260 milliers d'euros et a été classée au bilan en actifs financiers.

6.19 Actifs et passifs éventuels

Le Groupe n'a actuellement pas connaissance de faits exceptionnels, litiges ou éléments liés à l'environnement susceptibles d'affecter ou d'avoir affecté substantiellement dans un passé récent son patrimoine, sa situation financière ou son résultat.

7 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

7.1 Chiffre d'affaires

Le Groupe Riber commercialise auprès de ses clients 3 lignes de produits et prestations définies ci-dessous :

Systèmes : machines d'Épitaxie par Jets Moléculaires (EJM ou MBE en Anglais) destinées à la production d'alliages semi-conducteurs composés sous environnement ultravide. Ces machines sont vendues soit à des industriels du secteur (systèmes « industriels »), soit à des laboratoires publics ou privés travaillant dans les domaines de la microélectronique ou de la physique des matériaux (systèmes « recherche et développement »).

Évaporateurs : équipements de vaporisation de matière pour couches minces destinés aux équipements de clients industriels pour intégration dans des lignes de production d'écrans OLED, cellules solaires en couches minces, ...

Services et Accessoires : activités de service associées aux produits vendus (vente d'accessoires, pièces détachées et consommables, support technique et scientifique, maintenance préventive et curative).

L'analyse du chiffre d'affaires par ligne de produit et zone géographique est présentée ci-après :

Par ligne de produit

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Systèmes	30 896	30 976
Services et Accessoires	9 409	10 175
Total	40 305	41 151

Par zone géographique

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Amérique du Nord	6 137	2 903
Asie	16 275	22 754
Europe	17 893	14 672
Turquie	-	822
Total	40 305	41 151

Le chiffre d'affaires annuel 2025 s'établit à 40,3 millions d'euros, conforme aux objectifs annoncés.

Cette performance reflète à la fois le maintien d'une activité soutenue en systèmes de production et la montée en puissance progressive de ROSIE, la nouvelle plateforme MBE dédiée à la photonique sur silicium, dont deux premiers exemplaires ont été commandés en 2025, validant l'intérêt croissant des industriels pour des solutions MBE compatibles avec les lignes de production 300 mm.

Le chiffre d'affaires des systèmes MBE atteint 30,9 millions d'euros, stable par rapport à 2024. Il correspond à la facturation de 12 machines, incluant 9 systèmes destinés à la production, ainsi que la livraison du premier exemplaire de la plateforme ROSIE.

Le chiffre d'affaires des services et accessoires s'établit à 9,4 millions d'euros, en léger recul en raison notamment des restrictions budgétaires aux Etats-Unis, mais affiche un redressement au second semestre (+ 8,5 %).

En 2025, la répartition géographique du chiffre d'affaires annuel a évolué comme suit : l'Europe, en progression, a contribué à hauteur de 45,1 % (contre 35,7 % en 2024), l'Asie à 39,7 % (contre 57,3 % en 2024), l'Amérique du Nord, également en progression, à 15,2 % (contre 7,1 % en 2024). Ces évolutions traduisent une diversification accrue des marchés servis.

7.2 Coût des produits et services vendus

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Consommations matières premières, approvisionnements et marchandises	(17 466)	(18 964)
Charges de personnel de production	(4 375)	(4 645)
Sous-traitance	(342)	(371)
Transport et frais d'installation	(1 186)	(1 072)
Dotations amortissements et variations provisions (garantie ...)	(764)	(294)
Autres frais (entretien...)	(489)	(540)
Total coût des produits et services vendus	(24 622)	(25 886)

La marge brute consolidée du Groupe s'établit à 15 551 milliers d'euros en hausse de 703 milliers d'euros par rapport à 2024.

7.3 Charges commerciales

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Commissions agents	(122)	(849)
Frais commerciaux internes	(3 243)	(3 347)
Total	(3 365)	(4 196)

Les commissions d'agents sont fonction des zones territoriales dans lesquelles les systèmes sont vendus sur la période ; leur évolution d'une année sur l'autre peut donc être erratique fonction du mix de ventes.

7.4 Recherche et Développement

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Frais bruts	(3 291)	(3 898)
Subventions	1	13
Déduction du crédit d'impôt recherche et innovation	114	367
Activation des frais de développement (note 6.2)	1 732	2 155
Amortissement des frais de développement (note 6.2)	(1 724)	(1 201)
Total	(3 169)	(2 564)

En 2025, l'effort de R&D s'élève à 3.3 millions d'euros et représente 7,9% du chiffre d'affaires consolidé (en hausse par rapport à 2024 - 6,2%).

7.5 Administration

Les charges administratives (3 908 milliers d'euros) sont en hausse (+9%) par rapport à la même période de l'exercice précédent (3 588 milliers d'euros).

7.6 Effectifs et montants des rémunérations

L'effectif moyen du Groupe est le suivant :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Ingénieurs et cadres	61	64
Agents de maîtrise	8	5
Employés et ouvriers	52	52
TOTAL	121	121

La masse salariale se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Salaires et traitements	(8 624)	(8 527)
Charges sociales	(3 091)	(3 126)
Autres charges de personnel	(219)	(220)
Dotation / reprise engagement retraites	(8)	(34)
TOTAL	(11 942)	(11 907)

La masse salariale brute du Groupe est stable par rapport à l'exercice 2024.

7.7 Rémunération des organes d'administration et de surveillance

Les membres du Conseil d'administration ont perçu des jetons de présence pour l'exercice clos en 2025 à hauteur de 210 milliers d'euros (210 milliers d'euros en 2024).

Les mandataires sociaux n'ont bénéficié d'aucun plan de stock-options au cours de l'exercice 2024.

7.8 Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant consolidé s'établit à 5 108 milliers d'euros, soit 12,7 % du chiffre d'affaires en hausse par rapport à l'exercice précédent (4 499 milliers d'euros pour 10,9 % du chiffre d'affaires).

7.9 Autres produits et charges opérationnels

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Valeur nette comptable des actifs cédés		(2)
Dotations de provisions sur risques et charges		(135)
Total des autres charges		(137)
Produit des cessions d'actifs immobilisés		5
Autres Produits		13
Total des autres produits		18
TOTAL		(119)
dont : Plus et moins-values nettes sur actifs cédés		3

7.10 Résultat financier

(En milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Charges financières IFRS 16	(10)	(11)
Intérêt des emprunts	(24)	(26)
Coût de l'endettement net	(34)	(37)
Résultat de change	(303)	(41)
Autres produits financiers	10	61
Dot. & Rep/Provisions sur actifs financiers	0	
Total autres charges et produits financiers	(293)	20
Total	(327)	(17)

8 INFORMATION AU TITRE DES HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

	KPMG		RSM	
	31 décembre 2025	31 décembre 2024	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Commissariat aux comptes, certification des comptes sociaux et consolidés :				
• Émetteur	63 462	62 218	55 595	54 505
• Filiales intégrées	7 140	7 000		
Autres missions				
Total en Euros	70 602	69 218	55 595	54 505
Autres missions non audit		13 900		
Total en Euros	0	13 900	0	0

9 INFORMATION SUR LES RISQUES OPERATIONNELS ET FINANCIERS
Risques de taux de change
Description

Le résultat d'exploitation de Riber peut être partiellement et indirectement affecté par des variations de taux de change, principalement, celui entre l'euro et le dollar américain. Bien que la plupart des charges d'exploitation de Riber sont libellées en euros, une partie de ses charges d'exploitation est libellées en dollars américains sur la filiale Riber Inc. ainsi que de son chiffre d'affaires, correspondant aux ventes aux Etats-Unis et au Canada (15% du chiffre d'affaires sur l'année 2025).

Gestion et mesures mises en place

La Société procède périodiquement à une revue spécifique de son risque de taux de change sur l'impact potentiellement négatif des variations de change (dévaluation du dollar US par rapport à l'euro) et peut procéder le cas échéant à la mise en place des contrats de couverture de change à terme libellés en dollars américains.

Risques de liquidité
Description

Riber est exposé à un risque de liquidité dans le cas où ses encaissements ne couvriraient plus ses décaissements alors même que sa capacité à lever de nouvelles ressources financières serait épuisée ou insuffisante.

Cela peut notamment être le cas au cours de certains trimestres au vu des fluctuations de chiffre d'affaires au cours de l'année, et de la prépondérance du chiffre d'affaires du dernier trimestre au détriment du chiffre d'affaires des autres trimestres.

	2023	2024	2025
1 ^{er} trimestre	9%	11%	6%
2 ^{ème} trimestre	22%	23%	21%
3 ^{ème} trimestre	10%	11%	9%
4 ^{ème} trimestre	59%	55%	64%

Gestion et mesures mises en place

La Société procède périodiquement à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir. La visibilité sur l'évolution de la trésorerie, compte tenu du cycle de réalisation des commandes de machines et des termes de paiement, est d'environ un an glissant. L'état de la trésorerie et des prévisions à 12 mois font l'objet d'un reporting régulier auprès de la Direction de la Société.

Risques de fraude

La Société attache une attention particulière à la prévention et la détection des fraudes éventuelles au travers d'actions de sensibilisation des personnels (en impliquant éventuellement des intervenants extérieurs comme les partenaires bancaires, les assureurs, la DCRI, ...) de revue régulière des principaux processus critiques et de mise en place de dispositifs adaptés (délégations de pouvoir, double signature, ...).

Risque lié à l'obtention de licences d'exportation sur certaines zones géographiques

En lien avec le contexte géopolitique tendu entre les Etats-Unis et la Chine, la Société a constaté depuis 2022 une plus grande difficulté à obtenir de la part de l'administration française son agrément quant à la délivrance de licences d'exportation à destination de certains pays comme la Chine.

Risque sur les taux d'intérêts

Description

La Société est peu exposée aux variations de taux d'intérêt sur ses engagements financiers pouvant avoir un effet négatif sur ses frais financiers. Au 31 décembre 2025, la dette financière nette du Groupe est composée essentiellement de dettes à taux fixe. Le Groupe n'utilise, aucun instrument de couverture de taux d'intérêt.

Gestion et mesures mises en place

La Société poursuit une politique de gestion prudente et non spéculative des risques de taux d'intérêt. Sa dette financière moyen et long terme correspond à des prêts garantis par l'État (PGE) obtenu en 2021 auprès de ses banques pour un montant de 8,0 millions d'euros. Ces prêts sont remboursables depuis juillet 2022 sur une durée de 4 ans.

10 ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

Engagements donnés - Cautions

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Cautions bancaires accordées aux clients	19	197

Dans le cadre de contrats de vente internationaux en cours au 31 décembre 2025, la Société a produit via ses partenaires bancaires six garanties de bonne fin.

Engagements donnés - Nantissements

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Nantissement de placement de trésorerie	-	-

Riber n'a aucun nantissement au 31 décembre 2025.

Engagements reçus

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Aides à l'innovation (subventions publiques)	305	595

Au 31 décembre 2025, Riber SA bénéficie de subventions publiques dans le cadre de 5 programmes de recherche pluriannuels correspondant au remboursement d'une partie des frais engagés (d'environ 45%)

11 PARTIES LIEES

Le Groupe n'a pas d'autre partie liée que ses dirigeants.

12 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le contexte géopolitique au Moyen-Orient s'est dégradé, marqué par une intensification des tensions et des opérations militaires dans plusieurs pays de la région. À ce stade, aucun impact direct sur les états financiers n'a été identifié. La situation demeure toutefois suivie attentivement compte tenu de l'incertitude qu'elle génère.

RIBER
Société anonyme à Conseil d'administration
Au capital de 3.400.483,84 €
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

R S M F R A N C E

SIEGE SOCIAL : 5-7 RUE DES ITALIENS - 75009 PARIS

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

K P M G S . A .

SIÈGE SOCIAL : TOUR EQHO 2, AVENUE GAMBETTA - 92066 PARIS LA DÉFENSE CEDEX

SOCIÉTÉ ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES À CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la société Riber S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Riber S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Les goodwill, dont la valeur nette comptable figurant au bilan au 31 décembre 2025 s'établit à 1 257 milliers d'euros, ont fait l'objet de tests de dépréciation selon les modalités décrites dans les notes 3.7 et 6.1 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests fondés sur les flux de trésorerie futurs actualisés, et contrôlé la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis sous le contrôle de la direction du Groupe et nous avons vérifié que la note 6.1 de l'annexe donne une information appropriée.
- Les stocks d'en-cours de production des systèmes, cellules et composants dont le montant figurant au bilan au 31 décembre 2025 s'élève à 5 918 milliers d'euros en valeur brute, sont valorisés selon les modalités décrites dans la note 3.11 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de détermination de la valeur brute des stocks d'en-cours, puis nous avons vérifié la correcte valorisation des divers coûts de production incorporés. Nous avons par ailleurs apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes 3.11 et 6.6 de l'annexe.
- Les impôts différés actifs sur déficits reportable, dont le montant figurant au bilan au 31 décembre 2025 s'élève à 3 790 milliers d'euros, sont reconnus au bilan selon les modalités décrites dans les notes 3.17.2 et 6.15 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de reconnaissance de ces actifs au bilan et contrôlé la cohérence des hypothèses retenues. Nous avons par ailleurs vérifié que les notes 3.17.2 et 6.15 de l'annexe donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes,

Paris La Défense, le 16 avril 2026

KPMG S.A.

Paris, le 16 avril 2026

RSM France

Cédric Maucourt

Associé

Clément Perrot

Associé

RIBER S.A
Société anonyme à Conseil d'administration
Au capital de 3.400.483,84 €
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

ETATS FINANCIERS SOCIAUX

AU 31 DECEMBRE 2025

Table des matières

Bilan Actif	92	
Bilan Passif	92	
Compte de Résultat (Première Partie)	93	
Compte de Résultat (Seconde Partie)	94	
NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS	95	
1	INFORMATIONS GENERALES	95
2	FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	95
3	PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	95
3.1	Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025	96
3.2	Présentation de la colonne comparative (exercice 2024)	96
3.3	Bilan et compte de résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2024 arrêtés et publiés	97
3.4	Constatation des produits	101
3.5	Frais de recherche et développement	101
3.6	Immobilisations	101
3.7	Stocks	102
3.8	Créances et dettes	102
3.9	Opérations en devises	102
3.10	Instruments financiers	102
3.11	Provisions pour risques et charges	103
3.12	Indemnités de départ à la retraite	103
3.13	Résultat de change	103
4	NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT	103
4.1	Immobilisations	103
4.2	Biens acquis en crédit-bail	103
4.3	Immobilisations financières	103
4.4	Stocks	107
4.5	Clients	107
4.6	Provisions pour risques et charges	110
4.7	Dettes financières	111
4.8	Charges et produits constatés d'avance	111
4.9	Capitaux propres	113
4.10	Emission de bons/options de souscription d'actions et suivi des bons/options antérieurs, attribution gratuite d'actions	114
4.11	Rachat d'actions	114
4.12	Effectifs	114
4.13	Ventilation du chiffre d'affaires	115
4.14	Autres produits et charges d'exploitation	116
4.15	Résultat financier	116
4.16	Résultat Exceptionnel	116
4.17	Impôts sur les bénéfiques	116
4.18	Filiales et participations	118
4.19	Opérations avec les entreprises liées	118
4.20	Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	119
5	ENGAGEMENTS HORS BILAN	120
6	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	120
7	AUTRES INFORMATIONS	120
7.1	Honoraires des Commissaires aux Comptes	120
7.2	Crédits d'impôt	121
7.3	Engagements pris en matière de crédit-bail	121

Bilan Actif

Bilan Actif		Période du 01/01/25 au 31/12/25		
RIBER				
ACTIF	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement (II)				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concession, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	1 690 882	1 637 165	53 718	65 736
Fonds commercial	1 517 674		1 517 674	1 517 674
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL immobilisations incorporelles :	3 208 556	1 637 165	1 571 391	1 583 410
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 353 339		1 353 339	1 353 339
Constructions	6 155 290	5 672 892	482 398	668 873
Installations techniques, matériel et outillage industriel	9 338 322	7 395 116	1 943 206	443 864
Autres immobilisations corporelles	1 047 398	951 698	95 699	59 654
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				1 687 222
TOTAL immobilisations corporelles :	17 894 349	14 019 707	3 874 642	4 212 952
Immobilisations financières				
Participations	2 142 791	1 413 002	729 789	729 789
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 104 525		1 104 525	971 585
TOTAL immobilisations financières :	3 247 317	1 413 002	1 834 314	1 701 375
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (III)	24 350 222	17 069 874	7 280 348	7 497 737
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	10 133 450	2 200 676	7 932 774	8 136 171
En-cours de production	5 695 236	132 752	5 562 483	5 091 371
Produits finis	5 267 070	2 245 177	3 021 894	4 319 489
Marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :	21 095 756	4 578 605	16 517 151	17 547 031
Avances et acomptes versés sur commandes	285 266		285 266	685 117
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	19 709 669	3 585 409	16 124 260	8 766 661
Autres créances	883 881		883 881	1 122 101
Charges constatées d'avance	187 800		187 800	221 529
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	20 781 350	3 585 409	17 195 941	10 110 290
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	6 854 682		6 854 682	7 570 143
TOTAL valeurs mobilières de placement :	6 854 682		6 854 682	7 570 143
TOTAL ACTIF CIRCULANT (IV)	49 017 055	8 164 013	40 853 041	35 912 582
Frais d'émission des emprunts (V)				
Primes de remboursement des emprunts (VI)				
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VII)	194 736		194 736	290
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI + VII)	73 562 013	25 233 888	48 328 125	43 410 608

Bilan Passif

Bilan Passif			Période du 01/01/25 au 31/12/25	
RIBER				
PASSIF			Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
Capital	dont versé	3 400 484	3 400 484	3 400 484
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			13 764 492	15 649 239
Écarts de réévaluation				
Écarts d'équivalence				
Réserves				
Réserve légale			339 644	339 644
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées			688 174	481 530
Autres réserves				
Report à nouveau			(1 194 706)	(4 127 100)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)			4 496 246	2 932 394
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées			241	241
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)			21 494 576	18 676 432
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées			11 235	59 635
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I bis)			11 235	59 635
Provisions pour risques			1 951 529	1 560 176
Provisions pour charges			884 388	265 925
TOTAL PROVISIONS (II)			2 835 917	1 826 101
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			1 377 195	3 270 181
Emprunts et dettes financières diverses (2)				
Instruments financiers à terme				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			10 517 122	9 636 629
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			5 391 069	4 147 285
Dettes fiscales et sociales			4 525 245	2 941 247
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			2 174 176	2 848 036
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES (III) (1)			23 984 807	22 843 378
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (IV)			1 590	5 063
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			48 328 125	43 410 609

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)

(2) Dont emprunts participatifs

Compte de Résultat (Première Partie)
Compte de Résultat (Première Partie)

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
Ventes de marchandises				
Production vendue	10 080 047	28 904 282	38 984 329	39 783 489
Montant net du chiffre d'affaires	10 080 047	28 904 282	38 984 329	39 783 489
Production stockée			(456 067)	366 355
Production immobilisée			101 685	388 929
Subventions			1 121 686	12 999
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			1 645 004	1 342 026
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
Autres produits			140 390	13 170
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			41 537 027	41 906 969
Achats de marchandises				
Variation de stock			(110 955)	
Achats de matières premières et autres approvisionnements			15 613 950	17 192 975
Variation de stock			435 318	741 435
Autres achats et charges externes (1)			6 097 343	7 610 077
Impôts, taxes et versements assimilés			372 168	387 337
Salaires			7 599 824	7 485 811
Cotisations sociales			3 209 421	3 251 140
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			614 934	407 723
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 069 047	682 745
Dotations aux provisions			1 481 259	1 348 774
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
Autres charges			332 979	290 585
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)			36 715 285	39 398 602
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			4 821 743	2 508 368

(1) Y compris :

- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier

Compte de Résultat (Seconde Partie)

Compte de Résultat (Seconde Partie)		Période du 01/01/25 au 31/12/25	
RIBER			
RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	4 821 743	2 508 368	
Bénéfice attribué ou perte transférée (III) Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			
De participation D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés (2) Reprises sur provisions et transferts de charges Différences positives de change Produits des cessions d'immobilisations financières Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	122 007 9 495	206 353 46 172 26 333	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	131 503	278 858	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (3) Différences négatives de change Valeurs comptables des immobilisations financières cédées Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	194 447 101 676 101 674	(9 725) 41 186 31 140	
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	397 797	62 600	
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	(266 295)	216 258	
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	4 555 448	2 724 626	
PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		244 471	
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		136 684	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		107 787	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) Impôts sur les bénéfices (X)	92 168 (32 966)	(99 982)	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	41 668 530	42 430 298	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	37 172 284	39 497 904	
BÉNÉFICE OU PERTE	4 496 246	2 932 394	

(2) Dont produits concernant les entités liées

(3) Dont intérêts concernant les entités liées

NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1 INFORMATIONS GENERALES

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 2 avril 2025. Ils comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe au bilan avant affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 dont le total est de 48 328 125 € et au compte de résultat présenté sous forme de liste dont le total des charges est de 37 172 283 €, dont le total des produits est de 41 668 530 € et dégageant un bénéfice de 4 496 246 €.

L'exercice a une durée de douze mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice 2025, le Groupe a enregistré la première vente d'un système ROSIE (Riber Oxide Silicon Epitaxy), nouvelle plateforme technologique développée pour la croissance par épitaxie de couches d'oxydes sur wafers silicium de 300 mm. Cette plateforme, basée sur la technologie de MBE, vise à permettre le dépôt contrôlé de couches minces avancées – notamment de titanate de baryum (BTO) – destinées à la réalisation de composants photoniques intégrés et de modulateurs électro-optiques pour les applications de photonique sur silicium.

La première commande a été conclue dans le cadre d'un partenariat scientifique avec le Novo Nordisk Foundation Quantum Computing Programme (NQCP) au Danemark, afin de qualifier industriellement le procédé ROSIE et de l'intégrer dans une ligne pilote dédiée aux technologies photoniques et quantiques.

Cette première vente constitue une étape structurante dans la feuille de route technologique du Groupe, validant la pertinence industrielle de la plateforme ROSIE et marquant le début de son déploiement commercial sur les marchés de la photonique sur silicium, des communications optiques et des technologies quantiques.

3 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le règlement ANC n°2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le Plan comptable général et s'applique à compter du 1^{er} janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

Les comptes de la Société RIBER S.A. ont été arrêtés en application du Code de commerce et suivant les règles définies par le Règlement ANC 2022-06 à jour des dernières évolutions réglementaires, les dispositions de la législation française et les principes comptables admis en France, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- indépendance des exercices
- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes

Il n'a pas été dérogé aux règles de base prévues pour l'établissement des comptes.

La production des états financiers établis conformément aux principes comptables français conduit la Direction de la Société à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants qui figurent dans ces états financiers et les notes qui les accompagnent. Les montants réels pourraient se révéler différents de ceux résultant des estimations effectuées.

La méthode des coûts historiques a été retenue pour l'établissement des comptes de bilan.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.1 Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025

3.1.1 Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025

À compter du 1^{er} janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du Plan comptable général, le résultat exceptionnel comprend :

- les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- les changements de méthode comptable comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
- les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel. Les principales incidences sont détaillées ci-après :

- **Cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles**

Au 31 décembre 2025, les cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles, lorsqu'elles ne sont pas directement liées à un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation.

Les produits de ces cessions figurent au poste « Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles » et les valeurs nettes comptables des immobilisations au poste « Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées ». Aucune opération de ce type n'a eu lieu en 2025.

Au 31 décembre 2024, les cessions et mises au rebut d'immobilisations sont enregistrées dans le résultat exceptionnel. Les produits de cession figurent en « Produits exceptionnels » pour 5 milliers d'euros et les valeurs nettes comptables des immobilisations en « Charges exceptionnelles » pour 2 milliers d'euros.

- **Amendes et pénalités**

Au 31 décembre 2025, les amendes et pénalités, ne concernant pas un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, au poste « Autres charges ». Aucune opération de ce type n'a eu lieu en 2025.

Au 31 décembre 2024, elles figurent en « Charges exceptionnelles » pour 135 milliers d'euros.

- **Produits sur exercice antérieur**

Au 31 décembre 2025 les produits issus de remboursement d'assurance sont directement constatés en produits d'exploitation.

Au 31 décembre 2025 aucun produit exceptionnel sur exercice antérieur n'a été constaté.

Au 31 décembre 2024 les produits sur exercice antérieur constitués de remboursement d'assurance pour 13 milliers d'euros et de 228 milliers d'euros au titre de l'ajustement du Prix Moyen Pondéré sur stock 2023.

3.1.2 Impacts de la suppression de la technique des transferts de charges sur l'exercice 2025

La suppression de la technique des transferts de charges entraîne le classement d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions et transferts de charges », dans d'autres postes de charges ou de produits.

Au 31 décembre 2025 aucun transfert de charge n'a été enregistré.

Au 31 décembre 2024 des transferts de charges avait été enregistrés pour 2 milliers d'euros.

3.2 Présentation de la colonne comparative (exercice 2024)

Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 2024 », entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers. Dans la colonne comparative :

- les immobilisations incorporelles en cours sont regroupées avec les avances et acomptes ;
- les immobilisations corporelles en cours sont regroupées avec les avances et acomptes ;
- la ligne « Charges constatées d'avance » est remontée entre la rubrique des « Créances » et celle des « Valeurs mobilières de placement » ;
- les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » ;
- les charges et produits exceptionnels sont regroupés sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

3.3 Bilan et compte de résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2024 arrêtés et publiés

Bilan Actif

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RIBER

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	1 689 294	1 623 558	65 736	82 616
Fonds commercial	1 517 674		1 517 674	1 517 674
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	3 206 967	1 623 558	1 583 410	1 600 289
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 353 339		1 353 339	1 353 339
Constructions	6 137 634	5 468 761	668 873	766 710
Installations techniques, matériel et outillage industriel	7 473 391	7 029 526	443 864	523 275
Autres immobilisations corporelles	986 363	926 709	59 654	65 258
Immobilisations en cours	1 687 222		1 687 222	1 298 292
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	17 637 948	13 424 995	4 212 952	4 006 875
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participation par M.E				
Autres participations	2 142 791	1 413 002	729 789	729 789
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	971 585		971 585	601 207
TOTAL immobilisations financières :	3 114 377	1 413 002	1 701 375	1 330 997
ACTIF IMMOBILISÉ	23 959 292	16 461 555	7 497 737	6 938 161
STOCKS ET EN-COURS				
Stocks de matières premières et approvisionnements	10 567 770	2 431 599	8 136 171	9 358 824
Stocks de produits intermédiaires	4 140 261	1 075 053	3 065 208	3 008 695
Stocks d'en-cours de production	5 092 398	1 027	5 091 371	4 315 440
Stocks de produits finis	2 235 751	981 470	1 254 281	1 324 465
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :	22 036 180	4 489 150	17 547 031	18 007 425
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	685 117		685 117	917 993
Créances clients et comptes rattachés	12 512 587	3 745 925	8 766 662	7 917 886
Autres créances	1 122 101		1 122 101	1 197 971
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	14 319 805	3 745 925	10 573 880	10 033 850
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	7 570 143		7 570 143	8 806 327
Charges constatées d'avance	221 529		221 529	147 966
TOTAL disponibilités et divers :	7 791 672		7 791 672	8 954 293
ACTIF CIRCULANT	44 147 658	8 235 075	35 912 583	36 995 568
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	290		290	7 976
TOTAL GÉNÉRAL	68 107 239	24 696 630	43 410 609	43 941 705

Bilan Passif

RIBER

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé 3 400 484	3 400 484	3 400 484
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	15 649 239	17 115 841
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	339 644	339 644
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	481 530	481 530
Autres réserves		
Report à nouveau	(4 127 100)	(4 337 959)
Résultat de l'exercice	2 932 394	210 859
TOTAL situation nette :	18 676 191	17 210 399
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	241	185
CAPITAUX PROPRES	18 676 432	17 210 584
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	59 635	44 000
AUTRES FONDS PROPRES	59 635	44 000
Provisions pour risques	1 560 176	1 211 557
Provisions pour charges	265 925	108 062
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 826 101	1 319 619
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 270 181	5 295 118
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL dettes financières :	3 270 181	5 295 118
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	9 636 629	11 886 400
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 147 285	4 873 124
Dettes fiscales et sociales	2 941 247	2 242 353
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 848 036	1 068 047
TOTAL dettes diverses :	9 936 568	8 184 070
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		
DETTES	22 843 378	25 365 041
Ecarts de conversion passif	5 063	2 459
TOTAL GÉNÉRAL	43 410 609	43 941 704

Compte de résultat (Première Partie)

RIBER

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	1 465 240	36 252 006	37 717 246	35 234 201
Production vendue de services	659 119	1 407 125	2 066 243	1 219 830
Chiffres d'affaires nets	2 124 359	37 659 131	39 783 489	36 454 031
Production stockée			366 355	(1 583 651)
Production immobilisée			388 929	79 074
Subventions d'exploitation			12 999	24 320
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			1 342 026	1 626 205
Autres produits			13 170	66 922
PRODUITS D'EXPLOITATION			41 906 969	36 666 901
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnement			17 192 975	18 786 159
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]			741 435	(3 243 195)
Autres achats et charges externes			7 610 077	6 798 587
TOTAL charges externes :			25 544 488	22 341 551
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			387 337	442 674
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			7 485 811	6 875 415
Charges sociales			3 251 140	2 737 860
TOTAL charges de personnel :			10 736 951	9 613 275
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			407 723	759 264
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			682 745	2 486 296
Dotations aux provisions pour risques et charges			1 348 774	1 001 007
TOTAL dotations d'exploitation :			2 439 241	4 246 567
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			290 584	190 204
CHARGES D'EXPLOITATION			39 398 602	36 834 271
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			2 508 368	(167 371)

Compte de résultat (Seconde Partie)

RIBER

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2024	Net (N-1) 31/12/2023
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 508 368	(167 371)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	206 353	67 479
Reprises sur provisions et transferts de charges	46 172	4 574
Différences positives de change	26 333	31 902
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	278 858	103 956
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	(9 725)	9 725
Intérêts et charges assimilées	41 186	84 153
Différences négatives de change	31 140	42 301
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	62 600	136 179
RÉSULTAT FINANCIER	216 258	(32 223)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	2 724 626	(199 594)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	239 871	15 969
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 600	981 125
Reprises sur provisions et transferts de charges		40
	244 471	997 134
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	135 000	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 628	1 006 542
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	56	53
	136 684	1 006 594
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	107 787	(9 460)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(99 982)	(419 913)
TOTAL DES PRODUITS	42 430 298	37 767 990
TOTAL DES CHARGES	39 497 904	37 557 131
BÉNÉFICE OU PERTE	2 932 394	210 859

3.4 Constatation des produits

Le produit de la vente d'une machine est reconnu à son expédition et transfert de contrôle suivant l'incoterm en vigueur, le produit relatif à l'installation est reconnu à l'acceptation de celle-ci par le client, et le produit relatif à la démonstration est reconnu à l'acceptation de celle-ci par le client. Ces trois étapes représentent autant d'obligations de performance distinctes et concourent à un transfert de contrôle progressif vers le client. Les autres produits (autres que les machines) sont reconnus à l'expédition et transfert de contrôle.

3.5 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont constatés en charges de l'exercice. Une provision pour risques est constituée lorsqu'il est probable que des coûts de recherche engagés de façon ferme ne généreront pas d'avantages économiques futurs pour la Société et que le contrat correspondant sera déficitaire.

3.6 Immobilisations

3.6.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées de logiciels, de brevets, de marques, et de fonds commerciaux. Une dépréciation est constatée en cas de perte de valeur.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les licences d'utilisation de progiciels et logiciels sont amortis en linéaire sur une durée de 1 à 5 ans selon leur objet et leur durée d'utilisation par l'entreprise.

Elles sont principalement constituées d'un mali de fusion résultant de la TUP de sa filiale ADDON en 2008, et du fonds commercial VG Semicon acquis la même année à la société britannique Oxford Instrument.

La Société Riber mène un test de dépréciation sur l'ensemble des actifs corporels et incorporels (incluant le mali de fusion et le fonds commercial) comparé aux cash flows actualisés attendus résultant de l'ensemble de l'activité de la Société. Au 31 décembre 2025, le résultat de ce test n'a pas révélé de perte de valeur.

3.6.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Une décomposition en composants est effectuée lorsque la nature des immobilisations concernées le justifie.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaires ou dégressifs en fonction de la durée d'utilisation prévue.

	<u>Durée</u>	<u>Mode</u>
Bâtiments	10 à 20 ans	Linéaire
.....		
Matériel et outillage industriels *	2 à 10 ans	Linéaire
.....		
	5 à 10 ans	Dégressif
Agencements et installations	10 à 20 ans	Linéaire
.....		
Matériel de transport	4 ans	Linéaire
.....		
Matériel informatique	3 à 5 ans	Linéaire/Dégressif
.....		
Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire
.....		

* Les prototypes (cellules notamment) sont amortis sur une durée de 2 ou 3 ans

3.6.3 Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. La valeur d'utilité de ces titres est appréciée à chaque clôture et une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'acquisition est supérieure à la valeur d'utilité ou si la situation nette est significativement déficitaire. Ce dernier cas s'applique à la filiale Riber Inc. détenue à 100 % et ce sans que leur intérêt opérationnel pour Riber ne soit remis en cause à ce jour.

La provision sur titres auto-détenus dans le cadre du programme de rachat d'actions approuvé par la dernière Assemblée Générale est calculée à chaque clôture par différence entre la valeur comptable historique et la valeur de marché de ces titres correspondant au cours moyen constaté sur le dernier mois de l'exercice.

3.7 Stocks

La valeur brute des stocks de matières premières et d'approvisionnements comprend exclusivement le prix d'achat. Ils sont valorisés selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré (CUMP).

Les stocks de produits intermédiaires et de produits finis sont comptabilisés à leur prix de revient constitué par leur coût de production comprenant les consommations, les charges directes et frais généraux liés à la production et les amortissements des biens concourant à la production. Les frais financiers sont exclus de la valorisation des stocks.

Le montant des stocks est évalué à sa valeur nette de réalisation si elle est inférieure à sa valeur comptable, en comptabilisant une provision pour dépréciation.

Les stocks de matières premières, de produits intermédiaires, et de produits finis font l'objet d'une provision pour dépréciation prenant en compte leur valeur d'utilité déterminée en fonction de leur taux de rotation (consommation moyenne sur la période retenue / stock à date) :

- Pour les matières premières et les produits intermédiaires, dont sont exclus les matières brutes (tantale, molybdène, acier inoxydable, etc.), la rotation est calculée en prenant en compte la consommation sur les 12 derniers mois.
- Pour les produits finis, la rotation est calculée en prenant en compte la consommation sur les 24 derniers mois.
- Pour tous les articles qui sont affectés à une commande client ou au plan directeur de production, la rotation est calculée sur la base de la consommation des 12 derniers mois à laquelle s'ajoutent les quantités affectées à des commandes clients ou au plan directeur.

Les niveaux de dépréciation retenus sont les suivants :

- si le taux de rotation $\leq 1\%$: dépréciation à 100%
- si le taux de rotation est entre 1% et 25% : dépréciation à 75%
- si le taux de rotation est entre 25% et 50% : dépréciation à 50%
- si le taux de rotation est entre 50% et 75% : dépréciation à 25%

Les pièces défectueuses de l'encours de production font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsqu'aucune solution n'a pu être mise en œuvre dans un délai de trois mois. Lorsque postérieurement à trois mois, une solution a pu être trouvée et que les pièces défectueuses ont été réparées, la provision est reprise.

3.8 Créances et dettes

Les créances et dettes sont enregistrées au cours de la date de transaction. Les créances et dettes en monnaies étrangères sont évaluées, à la clôture de l'exercice, en appliquant les taux de change à la date de clôture.

Lorsque la valeur d'une créance s'avère à la clôture de l'exercice, pour quelque raison que ce soit, dévalorisée, ou qu'un risque même partiel de non-recouvrement apparaît, une provision pour dépréciation est pratiquée en fonction de la perte probable.

3.9 Opérations en devises

Les créances, dettes, prêts et emprunts en devises sont convertis au bilan sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture en contrepartie des postes « Écarts de conversion - Actif/Passif » au bilan. Les gains de change latents n'entrent pas dans la formation du résultat comptable.

Une provision pour pertes de change est constituée à hauteur de la totalité des pertes latentes à l'exception des situations suivantes :

- En cas de couverture, la provision n'est constituée qu'à hauteur du risque non couvert ;
- Lorsque les pertes ou gains de change latents portent sur des opérations libellées dans la même devise et dont l'échéance est comprise dans le même exercice comptable, la provision est limitée à l'excédent des pertes sur les gains.

3.10 Instruments financiers

Le résultat d'exploitation de Riber peut être affecté par des variations de taux de change, principalement celui entre l'euro et le dollar américain. En effet, les charges d'exploitation de Riber SA sont libellées en euros alors qu'une partie de son chiffre d'affaires est libellé en dollars américains, correspondant aux ventes aux États-Unis.

3.11 Provisions pour risques et charges

La provision pour garantie est déterminée de la manière suivante : un coefficient correspondant aux coûts moyens de garantie des 2 dernières années rapportés au chiffre d'affaires ayant généré ces dépenses, est appliqué au chiffre d'affaires sous garantie à la clôture de l'exercice.

Les autres provisions (litiges prud'homaux, risques clients, risques techniques, ...) sont évaluées sur la base d'une analyse du risque auquel l'entreprise est exposée, dans le strict respect du principe de prudence. Cette analyse est partagée avec les avocats de la Société dès lors qu'ils interviennent sur les dits litiges.

3.12 Indemnités de départ à la retraite

Les montants des engagements de la Société en matière de pensions, de compléments de retraite et d'indemnités de départ à la retraite figurent en engagements hors bilan.

Ces engagements ont été calculés selon une méthode rétrospective avec projection des salaires et les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

taux d'actualisation des Indemnités de Fin de Carrière (*)	3,96%
taux d'actualisation des Indemnités pour Médailles du Travail (*)	3,96%
taux de charges sociales	48,37%
taux de revalorisation annuelle des salaires	2,00%
turn over (en fonction de l'âge)	de 26,92%
table de mortalité	Insee 2024
âge de départ en retraite (cadres et non cadres)	64 ans

(*) Obligations corporate AA

3.13 Résultat de change

Suite à l'application obligatoire depuis le 01/01/2017 du règlement 2015-05 de l'ANC, le résultat de change est enregistré en résultat d'exploitation ou en résultat financier en fonction de la nature des opérations l'ayant généré.

4 NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations corporelles se rapportent principalement à l'achat de matériels et outillages et d'agencements intérieurs et de bâtiments.

Au cours de l'exercice 2025 l'intégralité des immobilisations en cours ont été mises en service et par conséquent transférées en immobilisations corporelles.

Aucun coût d'emprunt n'a été incorporé dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles et corporelles.

4.2 Biens acquis en crédit-bail

Au 31 décembre 2025, la Société disposait de 2 biens financés par crédit-bail : serveur informatique AS400 et fraiseuse numérique.

4.3 Immobilisations financières

Ce poste intègre notamment les titres de participation de la filiale américaine Riber Inc., titres intégralement provisionnés, ainsi que des titres de participation de la filiale chinoise RSTS créée en 2018.

Riber SA détient 2% du capital de la société IPVF SAS, pour une valeur de 290 milliers d'euros.

Les autres immobilisations financières comportent essentiellement les actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité et de son programme de rachat des actions.

**Immobilisations
Ventilation des augmentations**

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Ventilation des augmentations				
		Virements		Entrées		
		De poste à poste	De l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 206 967			1 589		
TOTAL immobilisations incorporelles :	3 206 967			1 589		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	1 353 339					
Constructions sur sol propre	444 404					
Constructions sur sol d'autrui						
Instal. générales, agencements et aménagement construction	5 693 229			17 657		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	7 473 391	1 788 907		79 900		
Installations générales, agencements et divers	89 607			11 340		
Matériel de transport						
Matériel de bureau et mobilier informatique	896 756			52 434		
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours, avancées et acomptes	1 687 222					101 685
TOTAL immobilisations corporelles :	17 637 948	1 788 907		161 331		101 685
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
Participations	2 142 791					
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	971 585			3 289 601		
TOTAL immobilisations financières :	3 114 377			3 289 601		
TOTAL GÉNÉRAL	23 959 292	1 788 907		3 452 521		101 685

**Immobilisations - Ventilation des diminutions
Ventilation des diminutions**

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

RUBRIQUES	Ventilation des diminutions					Valeur brute à la clôture de l'exercice
	Virements		Sorties			
	De poste à poste	Vers actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						3 208 556
Autres postes d'immobilisations incorporelles						
TOTAL immobilisations incorporelles :						3 208 556
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains						1 353 339
Constructions sur sol propre						444 404
Constructions sur sol d'autrui						
Instal. générales, agencements et aménagement construction						5 710 886
Installations techniques, matériel et outillages industriels			3 876			9 338 322
Installations générales, agencements et divers						100 947
Matériel de transport						
Matériel de bureau et mobilier informatique			2 739			946 450
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours, avancées et acomptes	1 788 907					
TOTAL immobilisations corporelles :	1 788 907		6 615			17 894 349
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
Participations						2 142 791
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières			3 156 662			1 104 525
TOTAL immobilisations financières :			3 156 662			3 247 317
TOTAL GÉNÉRAL	1 788 907		3 163 276			24 350 222

**Amortissements
Ventilation des augmentations**

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

RUBRIQUES	Durée utilisation Taux	Mode amortissement	Amort début exercice	Ventilation des dotations			
				Complément réévaluation	Amortis linéaire	Amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	De 1 à 5 ans	Linéaire	1 623 558		13 607		
TOTAL immobilisations incorporelles :			1 623 558		13 607		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre	De 10 à 20 an	Linéaire	408 377		22 220		
Constructions sur sol d'autrui							
Instal. générales, agenc. construction	De 10 à 20 ans	Linéaire	5 060 383		181 912		
Installations techn., mat. et outillages industriels	De 2 à 10 ans	Linéaire	7 029 526		369 466		
Installations générales, agencements et divers	De 10 à 20 ans	Linéaire	89 611		252		
Matériel de transport							
Matériel de bureau et mobilier informatique	De 3 à 10 ans	Linéaire	837 098		27 477		
Emballages récupérables et divers							
TOTAL immobilisations corporelles :			13 424 995		601 326		
Frais d'acquisition des titres de participation							
TOTAL GÉNÉRAL			15 048 553		614 934		

**Amortissements
Ventilation des diminutions**

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

RUBRIQUES	Ventilation des diminutions			Amort fin exercice
	Transférés actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				1 637 165
TOTAL immobilisations incorporelles :				1 637 165
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				430 597
Constructions sur sol d'autrui				
Instal. générales, agenc. construction				5 242 295
Installations techn., mat. et outillages industriels			3 876	7 395 116
Installations générales, agencements et divers				89 863
Matériel de transport				
Matériel de bureau et mobilier informatique			2 739	861 835
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :			6 615	14 019 707
Frais d'acquisition des titres de participation				
TOTAL GÉNÉRAL			6 615	15 656 872

Dépréciations

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

RUBRIQUES	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Titres mis en équivalence				
Titres de participation	1 413 002			1 413 002
Autres immobilisations financières				
Stocks et en cours	4 328 157	1 069 047	818 599	4 578 605
Créances	3 745 925		160 517	3 585 409
Autres provisions pour dépréciation				

TOTAL GÉNÉRAL
9 487 084
1 069 047
979 115
9 577 016

4.4 Stocks

(En milliers d'euros)	2025	2024
Stock de matières premières & approvisionnements	10 133	10 568
Provision pour dépréciation	-2 201	-2 432
Total net matières premières	7 933	8 136
Stock de produits intermédiaires	3 493	4 140
Provision pour dépréciation	-1 185	-1 075
Total net produits intermédiaires	2 308	3 065
Stock d'en-cours de production	5 695	5 092
Provision pour dépréciation	-133	-1
Total net en-cours	5 562	5 091
Stock de produits finis	1 774	2 236
Provision pour dépréciation	-1 060	-981
Total net produits finis	714	1 254
Total stock brut	21 096	22 036
Total provisions	-4 579	-4 489
TOTAL STOCK NET	16 517	17 547

Le niveau des stocks nets diminue entre 2024 et 2025 de 1 030 milliers d'euros dont 90 milliers d'euros liés à la provision sur stock.

Le stock de produits finis correspond exclusivement à des pièces et composants destinés à l'activité de vente de services et accessoires.

Aucun cout d'emprunt n'a été incorporé dans le coût des stocks d'en-cours.

4.5 Clients

Les provisions pour créances douteuses s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	Hors Groupe	Riber Inc.	Total
Valeur à l'ouverture	259	3 487	3 746
Dotations	0	0	0
Reprises	0	-161	-161
Valeur à la clôture	259	3 326	3 585

La reprise de 161 milliers d'euros de créances douteuses de Riber Inc. correspond à l'ajustement de taux de change au 31/12/2025.

État des échéances des créances

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 104 525		1 104 525
TOTAL de l'actif immobilisé :	1 104 525		1 104 525
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	3 585 409	3 585 409	
Autres créances clients	16 124 260	16 124 260	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	6 136	6 136	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	16 090	16 090	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	343 667	343 667	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	386 838	386 838	
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	131 150	131 150	
TOTAL de l'actif circulant :	20 593 550	20 593 550	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	187 800	187 800	
TOTAL GÉNÉRAL	21 885 875	20 781 350	1 104 525

État des échéances des dettes

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	1 377 195	1 283 621	93 574	
Emprunts et dettes financières divers	11 235	11 235		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 391 069	5 391 069		
Personnel et comptes rattachés	1 703 513	1 703 513		
Sécurité sociale et autres organismes	988 252	988 252		
Impôts sur les bénéfices	200 154	200 154		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 301 767	1 301 767		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	178 057	178 057		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	2 327 678	2 327 678		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GÉNÉRAL	13 478 920	13 385 346	93 574	

4.6 Provisions pour risques et charges

Provisions Inscrites au Bilan

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	241			241
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	241			241
Provisions pour litiges	340 517	273 400	41 400	572 517
Prov. pour garant. données aux clients	781 913	189 087		971 000
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités	135 000			135 000
Provisions pour pertes de change	290	194 447		194 736
Prov. pour pensions et obligat. simil.	8 338	13 721	8 388	13 721
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges	560 043	1 005 050	616 151	948 942
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	1 826 101	1 675 705	665 939	2 835 917
Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation	1 413 002			1 413 002
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours	4 328 157	1 069 047	818 599	4 578 605
Provisions sur comptes clients	3 745 925		160 517	3 585 409
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	9 487 084	1 069 047	979 115	9 577 016
TOTAL GÉNÉRAL	11 313 426	2 744 752	1 645 054	12 413 174

4.7 Dettes financières

Au cours de l'exercice 2025, Riber a continué à rembourser les emprunts garantis par l'État (PGE), qui avaient été souscrits en 2020 pour une valeur de 8 millions d'euros, et ce pour 2 017 milliers d'euros.

Au cours de l'exercice Riber a contracté un emprunt bancaire de 130 milliers d'euros pour financer des travaux.

4.8 Charges et produits constatés d'avance

Les charges d'exploitation constatées d'avance s'élèvent à 188 milliers d'euros en 2025 contre 222 milliers d'euros en 2024. Elles incluent des charges relatives uniquement à l'exercice 2025, comme, notamment des contrats de maintenance informatique pluriannuels (79 milliers d'euros) des assurances (92 milliers d'euros).

Charges et Produits Constatés d'Avance

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	187 800	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	187 800	

Charges à Payer

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 194 128
Dettes fiscales et sociales	2 413 987
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	4 608 116

Produits à Recevoir

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	
État	386 838
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	60 842
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	447 680

4.9 Capitaux propres

(En milliers d'euros, sauf données par action)	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2024	21 253 024	3 400	15 649	821	(4 127)	2 932	18 676
Affectation du résultat					2 932	(2 932)	
Résultat net de la période						4 496	4 496
Résultat global de la période					(1 195)	4 496	23 172
Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle							
Reclassement des dividendes sur titres d'auto-contrôle							
Autres variations			(207)	207			
Distribution attribuée (prélevée sur la prime d'émission)			(1 678)				(1 678)
Augmentation de capital							
Total des transactions avec les actionnaires			(1 678)				(1 678)
Capitaux propres au 31/12/2025	21 253 024	3 400	13 764	1 028	(1 195)	4 438	21 494

Composition du Capital Social

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	21253024	0,16
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	21253024	0,16

4.10 Émission de bons/options de souscription d'actions et suivi des bons/options antérieurs, attribution gratuite d'actions

Aucun bon de souscription d'action ou option de souscription d'action n'est actuellement en vigueur au sein du Groupe Riber.

4.11 Rachat d'actions

Dans le cadre de son contrat d'animation de cours, Riber SA détenait, au 31 décembre 2025, 79 288 titres pour un montant brut de 252 955.30€. Sur la base de 3.27€ par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de décembre 2025, la valeur de marché de ces titres au 31 décembre 2025 était de 259 290.63€. La trésorerie affectée à ce contrat d'animation de cours s'élevait au 31 décembre 2025 à 260 230.86 € et a été classée au bilan en actifs financiers.

Dans le cadre du programme de rachat des actions, Riber SA détenait, au 31 décembre 2025, 224 091 titres pour un montant brut de 525 080.38€. Sur la base de 3.27 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de décembre 2025, la valeur de marché de ces titres au 31 décembre était de 732 777.57 €. La trésorerie affectée à ce programme de rachat s'élevait au 31 décembre à 54 644.58 € et a été classée au bilan en actifs financiers.

4.12 Effectifs

L'effectif moyen de la Société est le suivant :

	2025	2024
Cadres	59	62
Non Cadres	48	46
TOTAL	107	108

Les charges de personnel se sont élevées à 10 810 milliers d'euros pour l'exercice 2025 (10 737 milliers d'euros en 2024).

4.13 Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du Chiffre d'Affaires Net

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	Montant
VENTES SYSTEMES	30 374 528
VENTES SERVICES ET ACCESSOIRES	8 609 800
TOTAL	38 984 329

RÉPARTITION PAR MARCHÉ GÉOGRAPHIQUE	Montant
FRANCE	10 080 047
EUROPE	7 812 520
EXPORT AUTRES	21 091 762
TOTAL	38 984 329

4.14 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation (333 milliers d'euros) comprennent notamment le montant des jetons de présence (210 milliers d'euros), des redevances sur des brevets (50 milliers d'euros) des pertes de change sur opération commerciale (67 milliers d'euros) et des charges diverses de gestion courante (5 milliers d'euros).

4.15 Résultat financier

Les opérations sur actions propres ont dégagé un gain financier net de 34 milliers d'euros sur l'exercice.

En 2025, Riber SA a payé des intérêts bancaires à hauteur de 24 milliers d'euros. À noter que depuis 2019, les services bancaires relatifs notamment aux commissions sur cautions et commissions de mouvement sont intégrés dans les charges d'exploitation et non en charges financières.

Le résultat de change est déficitaire de 93 milliers d'euros.

4.16 Résultat Exceptionnel

Selon la nouvelle définition du résultat exceptionnel tel que défini par le règlement ANC 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, aucune opération n'a été enregistrée sur l'exercice 2025 en résultat exceptionnel.

4.17 Impôts sur les bénéfices

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices s'établit comme suit :

(En milliers d'euros)	Résultat avant impôt	Impôt		Résultat net	
		Théorique (25%)	Dû	Théorique	Réel
Résultat courant	4 566	1 141	468	3 424	4 098
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0
Résultat net (hors participation et crédits d'impôts)	4 566	1 141	468	3 424	4 098

Après imputation des déficits fiscaux reportables, la Société Riber SA a comptabilisé sur l'exercice une charge d'impôt sur les sociétés de 468 milliers d'euros.

Un produit d'impôt de 500 milliers d'euros relatif au CIR a été comptabilisé au titre de l'année 2025. Il est constitué de la créance 2025 à hauteur de 387 milliers d'euros et de 114 milliers d'euros de régularisation sur exercice antérieur.

4.18 Filiales et participations

Les participations de Riber SA sont reprises ci-dessous :

	Capital en devises	Capital en euros	Capitaux propres autre que capital en devises	Capitaux propres autre que capital en euros	QP du capital détenu	VB des titres détenus (en euros)	VN des titres détenus (en euros)	Prêts & avances consentis par Riber SA (en euros)	CA de l'exercice en devises	CA de l'exercice en euros	Résultat de l'exercice en devises	Résultat de l'exercice en euros
RIBER INC	1 771 361	1 507 541	4 846 645	4 124 804	100%	1 413 002	-	-	7 061 174	6 252 517	270 896	239 872
RSTS	3 443 798	418 638	9 869 241	1 199 733	100%	440 000	440 000	-	7 939 981	978 441	535 525	65 993
IPVF		14 500 000			2%	289 789	289 789	-				

4.19 Opérations avec les entreprises liées

Le tableau ci-avant en annexe paragraphe 4.20 « Éléments relevant de plusieurs postes du Bilan », donne le détail des créances, des dettes ainsi que des charges et produits financiers relatifs aux sociétés liées.

Sont considérées comme sociétés liées, l'ensemble des filiales entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe Riber selon la méthode de l'intégration globale, à savoir les sociétés Riber Inc. et Riber Chine (RSTS).

Au cours de l'exercice 2025, les transactions significatives vis-à-vis des parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Au 31 décembre 2025, les créances sur les filiales s'élèvent à 6 312 milliers d'euros dont 6320 milliers d'euros de créances échues réparties ainsi :

- Riber Inc. : 5 680 milliers d'euros dont 3 327 milliers d'euros provisionnés
- Riber Chine : 632 milliers d'euros non provisionnés

4.20 Éléments relevant de plusieurs postes du bilan

Éléments Relevant de Plusieurs Postes du Bilan

Période du 01/01/25 au 31/12/25

RIBER

POSTES DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société à un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	1 853 002		
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	3 019 155		
Autres créances			
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146 232		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	2 031 969		

5 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés - Cautions

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Cautions bancaires accordées aux clients	19	197

Dans le cadre de contrats de vente internationaux en cours au 31 décembre 2025, la Société a produit via ses partenaires bancaires six garanties de bonne fin.

Engagements donnés - Nantissements

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Nantissement de placement de trésorerie	0	0

Riber n'a aucun nantissement au 31 décembre 2025.

Engagements donnés - Retraites

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Pensions, retraites et indemnités	303	322

Engagements reçus

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Aides à l'innovation (subventions publiques)	305	595
Garantie export	0	0

Au 31 décembre 2025, Riber SA bénéficie de subventions publiques dans le cadre de 5 programmes de recherche pluriannuels correspondant au remboursement d'une partie des frais engagés (d'environ 45%)

6 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

7 AUTRES INFORMATIONS

7.1 Honoraires des Commissaires aux Comptes

(En d'euros)	KPMG	RSM
Honoraires afférents à la certification des comptes	63 462	55 595
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification de la durabilité	0	2 114
Total	63 462	57 709

7.2 Crédits d'impôt

(En d'euros)	
Crédit d'impôt recherche	386 838
Crédit d'impôt innovation	0
Total	386 838

7.3 Engagements pris en matière de crédit-bail

(En d'euros)		
Contrats de Crédit-Bail	Montant des redevances restant à payer à la fin de la clôture de l'exercice	Prix d'achat résiduel
Fraiseuse atelier mécanique	97 380	4 050
Serveur IBM	2 320	437
Total	99 700	4 487

RIBER
Société anonyme à Conseil d'administration
Au capital de 3.400.483,84 €
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

RSM FRANCE

SIEGE SOCIAL : 5-7 RUE DES ITALIENS - 75009 PARIS

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

KPMG S.A.

SIÈGE SOCIAL : TOUR EQHO 2, AVENUE GAMBETTA - 92066 PARIS LA DÉFENSE CEDEX

SOCIÉTÉ ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES À CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la société Riber S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 3 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Les stocks d'en-cours de production des systèmes, cellules et composants dont le montant figurant au bilan au 31 décembre 2025 s'élève à 5 695 milliers d'euros en valeur brute, sont valorisés selon les modalités décrites dans la note 3.7 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de détermination de la valeur brute des stocks d'en-cours, puis nous avons vérifié la correcte valorisation des divers coûts de production incorporés. Nous avons par ailleurs apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes 3.7 et 4.4 de l'annexe.
- Les titres de participation de la filiale Riber INC, intégralement dépréciés au 31 décembre 2025 et les créances détenues sur cette même filiale, sont évalués sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans les notes 3.6.3 et 3.8 de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir les perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles établis sous le contrôle de la direction générale. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet

de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes,

Paris La Défense, le 16 avril 2026

KPMG S.A.

Paris, le 16 avril 2026

RSM France

Cédric Maucourt

Associé

Clément Perrot

Associé

RIBER
Société anonyme à Conseil d'administration
Au capital de 3.400.483,84 €
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

Assemblée Générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

R S M F R A N C E

SIEGE SOCIAL : 5-7 RUE DES ITALIENS - 75009 PARIS

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

K P M G S . A .

SIÈGE SOCIAL : TOUR EQHO 2, AVENUE GAMBETTA - 92066 PARIS LA DÉFENSE CEDEX

SOCIÉTÉ ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES À CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées
Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée générale de la société RIBER S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Avec la Présidente du Conseil d'Administration au 31 décembre 2025**Madame Annie Geoffroy (Geoffroy Consulting)**

Un engagement a été pris par le Conseil d'administration en date du 27 mars 2025, il a été convenu un avenant au contrat de prestation de services entre Riber et la société Geoffroy Consulting, société par actions simplifiée unipersonnelle, dont le siège social est situé 21 rue d'Edimbourg – 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 817 507 312, représentée par Madame Annie Geoffroy (« Geoffroy Consulting ») relatif à l'octroi d'un bonus de 60.000 euros hors taxes (soit un montant toutes taxes comprises de 72.000 euros) en raison de la qualité des prestations de conseil et d'assistance rendues à Riber par Geoffroy Consulting au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Ce bonus a été versé à Geoffroy Consulting le 15 juillet 2025.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs**a) Dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la Présidente du Conseil d'Administration**Madame Annie Geoffroy (Geoffroy Consulting)**

Engagements pris par le Conseil de Surveillance en date du 19 septembre 2023, du 19 juin 2024 et du 24 septembre 2024 (qui se sont poursuivis au cours de l'exercice 2025), il a été convenu un contrat de prestation de services entre Riber et la société Geoffroy Consulting, société par actions simplifiée unipersonnelle, dont le siège social est situé 21 rue d'Edimbourg – 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 817 507 312, représentée par Madame Annie Geoffroy (« **Geoffroy Consulting** »), qui a par la suite été modifié par deux avenants relatifs à (i) l'adaptation du contrat à la nouvelle forme de gouvernance de la Société (passage de Conseil de surveillance et directoire à Conseil d'administration) et la modification des honoraires dus en contreparties des prestations réalisées et (ii) la prolongation de la durée du contrat de prestation de services.

Geoffroy Consulting, représentée par Madame Annie Geoffroy a pour activité toutes prestations de services, de conseils et d'assistance, notamment dans les domaines de la finance, marketing, recherche et développement, commerce, production, et dispose de l'ensemble des moyens de structure et d'organisation lui conférant la possibilité d'assurer de telles prestations au profit de ses clients.

Domaines concernés :

- La Production et la Recherche et Développement
- Le marketing et le commerce international
- Les services administratifs et financiers.

Riber souhaite continuer de faire appel à Geoffroy Consulting, représentée par Madame Annie Geoffroy.

Les missions :

- Conseil et assistance techniques de la Direction Financière
- Conseil et assistance techniques de la Direction Commerciale
- Conseil et assistance techniques de la Direction Technique
- Conseil et assistance techniques de la Direction Qualité
- Assistance en matière de coordination des directions susvisés
- Reporting de l'activité des Directions au Conseil d'administration

Livrables :

Les livrables sont des présentiels en réunions, rapports et comptes rendus des différents postes des missions énumérés ci-dessus qui seront remis périodiquement au Conseil d'administration.

Durée :

Initialement du 20 septembre 2023 au 31 décembre 2024 puis prolongée par avenant n°2 du 1^{er} janvier 2025 au 1^{er} janvier 2027.

Rémunération :

1600 € (mille six cents euros) puis 2000 € (deux mille euros) par jour de travail

Le montant total de facturation pour l'année 2025 s'élève à 441 000 € HT (quatre cent quarante et un mille euros HT) hors bonus évoqué ci-dessus.

b) sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite de la convention suivante, déjà approuvée par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

Avec la société Riber INC., filiale à 100% de Riber S.A. :

Autorisation de se porter caution à hauteur d'un plafond d'engagement de huit millions d'euros et autorisation de demander à des établissements bancaires d'émettre des engagements par signature pour le compte de sa filiale Riber Inc. pour un encours total de trois millions d'euros afin de permettre l'octroi de garanties bancaires dans le cadre de marchés commerciaux.

Cette autorisation n'a pas été utilisée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Les commissaires aux comptes,

Paris La Défense, le 16 avril 2026

KPMG S.A.

Paris, le 16 avril 2026

RSM France.

Cédric Maucourt

Associé

Clément Perrot

Associé

RIBER S.A
Société anonyme à Conseil d'administration
Au capital de 3.400.483,84 €
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2025

Je soussigné, Annie GEOFFROY, Présidente-Directrice Générale, atteste, à ma connaissance, que les comptes annuels et les comptes consolidés sont établis conformément au corps de normes comptables applicable et donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution et des résultats de l'entreprise et de la situation financière de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Fait à Bezons, le 16 avril 2026

Annie GEOFFROY
Présidente-Directrice Générale

RIBER
Société anonyme à Conseil d'administration
Au capital de 3.400.483,84 €
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

TEXTE DES RESOLUTIONS SOUMIS

A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 17 JUIN 2026

I. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes sociaux annuels de la Société de l'exercice clos au 31 décembre 2025)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes sociaux annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe, de l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils lui ont été présentés qui font apparaître un résultat bénéficiaire de 4 496 246 euros ainsi que les opérations ressortant desdits comptes et rapports.

L'Assemblée Générale, prend acte qu'aucune charge somptuaire visée à l'article 39 4 du CGI n'a été constatée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

DEUXIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes et avoir constaté que les comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2025 font apparaître un résultat bénéficiaire de 4 496 246 euros, décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter ce résultat bénéficiaire de la manière suivante :

- 404,34 euros sur le compte « réserves légales » ainsi porté de 339 644.04 euros à 340 048.38 euros
- 4 495 842.01 sur le compte « report à nouveau », ainsi porté de (1.194.706,08) euros à 3 301 135.93 euros.

TROISIEME RESOLUTION

(Constatation des distributions de dividendes au titre des trois derniers exercices)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des exercices clos le 31 décembre 2022, 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024.

Il est toutefois précisé que :

- l'Assemblée Générale du 20 juin 2023 a décidé de procéder à une distribution prenant la forme d'un remboursement d'une partie de la prime d'émission qui était inscrite au compte « primes d'émission, de fusion, d'apport », à concurrence de 0,05 euros par action, soit une somme totale de 1.062.651,20 euros effectivement distribuée.

- l'Assemblée Générale du 19 juin 2024 a décidé de procéder à une distribution prenant la forme d'un remboursement d'une partie de la prime d'émission qui était inscrite au compte « primes d'émission, de fusion, d'apport », à concurrence de 0,07 euros par action, soit une somme totale de 1.487.711,68 euros effectivement distribuée.
- l'Assemblée Générale du 18 juin 2025 a décidé de procéder à une distribution prenant la forme d'un remboursement d'une partie de la prime d'émission qui était inscrite au compte « primes d'émission, de fusion, d'apport », à concurrence de 0,08 euros par action, soit une somme totale de 1.700.241,92 euros effectivement distribuée.

QUATRIEME RESOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de la Société de l'exercice clos au 31 décembre 2025)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 31 décembre 2025 qui font apparaître un bénéfice de 5 239 milliers d'euros, tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations ressortant desdits comptes et rapports.

CINQUIEME RESOLUTION

(Affectation de la somme de 89 862 euros prélevée sur la prime d'émission pour l'affecter en totalité sur le compte « Réserves réglementées »)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux Comptes et avoir constaté que la valeur de l'ensemble des actions de la Société que cette dernière possède au 31 décembre 2025 s'élève à 778 035.68 euros,

prenant acte, sur la base du rapport du Conseil d'Administration, que le compte « Réserves réglementées », figurant dans les comptes sociaux de la Société arrêtés au 31 décembre 2025, qui vise exclusivement les « Réserves pour actions propres et parts propres » s'élève à 688 174 euros ;

décide de prélever la somme de 89 862 euros sur la « Primes d'émission, de fusion, d'apport » qui s'élève alors à 13 764 492 euros et de l'affecter en totalité sur le compte « Réserves réglementées », s'élevant alors après affectation à 778 036 euros.

SIXIEME RESOLUTION

(Distribution d'une somme prélevée sur le compte « Prime d'émission, de fusion et d'apport », à concurrence de 0,1 euro par action)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes et avoir constaté que le poste « Primes d'émission, de fusion, d'apport » s'élève à la somme de 13 764 492 euros sur la base des comptes sociaux clos au 31 décembre 2025 (c'est-à-dire sans tenir compte, le cas échéant, de l'adoption de la [cinquième] résolution ci-dessus),

1. Décide de procéder à une distribution en numéraire sous forme de remboursement d'une partie de la prime d'émission inscrite au compte « primes d'émission, de fusion, d'apport », à concurrence de 0,10 euros par action, soit, sur la base d'un capital composé de 21.253.024 actions au 31 décembre 2025, d'une somme totale de 2 125 302.4 euros,
2. Décide que si le nombre d'actions ouvrant droit à cette distribution s'avérait inférieur (notamment du fait des actions auto-détenues par la Société) ou supérieur à 21.253.024 actions, le montant affecté à cette distribution serait ajusté à la baisse ou à la hausse et le montant prélevé sur le compte « primes d'émission, de fusion, d'apport » serait déterminé sur la base des sommes effectivement mis en paiement,
3. Décide que la date de mise en paiement de cette distribution sera fixée par le Conseil d'Administration, laquelle interviendra le 24 juin 2026.
4. Confère, en tant que de besoin, tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de constater le montant de la distribution effectivement versée, mettre en œuvre la distribution et imputer son montant sur le compte « Primes d'émission, de fusion et d'apport » et plus généralement, faire le nécessaire et prendre toutes mesures utiles pour assurer la bonne fin des opérations objet de la présente résolution.
5. En application des dispositions de l'article 112 du Code général des impôts et de l'interprétation qui en est faite par la jurisprudence du Conseil d'État et la doctrine administrative, ne sont pas considérées comme des revenus distribués imposables les sommes réparties au profit des actionnaires présentant le caractère de remboursement d'apports ou de prime d'émission, à condition qu'à la date du remboursement tous les bénéfices et réserves autres que la réserve légale et les réserves indisponibles aient été répartis. Au regard de ces dispositions, le montant distribué constitue un remboursement de prime d'émission pour sa totalité.

SEPTIEME RESOLUTION

(Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes prévu aux articles L. 225-40 et suivants du Code de commerce, prend acte des conclusions dudit rapport spécial et approuve chacune des conventions dans les termes exposés dans ce rapport spécial, et approuve ce rapport.

HUITIEME RESOLUTION

(Fixation de la rémunération des administrateurs)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, fixe à 210.000 euros le montant brut global alloué aux membres du Conseil d'Administration pour l'exercice 2026, à répartir librement entre les administrateurs, en rémunération de leur activité.

Cette somme globale est portée aux charges d'exploitation et demeure maintenue pour les exercices ultérieurs jusqu'à décision contraire de l'Assemblée.

NEUVIEME RESOLUTION

(Autorisation à donner au Conseil d'administration d'opérer sur les actions de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, en conformité avec les articles L. 22-10-62 et L. 225-210 et suivants du Code de Commerce et avec le règlement sur les abus de marché (règlement n° 596/2014/UE), à procéder ou faire procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, d'actions de la Société dans la limite d'un nombre d'actions correspondant à 10 % du capital social au jour de l'utilisation de cette délégation, dans le respect des conditions légales et réglementaires applicables au moment de son intervention et étant précisé que le pourcentage de rachat maximum d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport est limité à 5 % du capital social conformément aux dispositions légales.

Cette autorisation met fin, avec effet immédiat pour la partie non utilisée, à l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 18 juin 2025, dans sa 9ème résolution.

Cette autorisation pourra être utilisée en vue des finalités suivantes :

- réduire le capital par annulation d'actions dans les conditions prévues par la loi, sous réserve d'une autorisation par l'Assemblée Générale extraordinaire ;
- attribuer ou céder des actions à des salariés ou mandataires sociaux de la Société ou de sociétés liées, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions, ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ou d'un plan d'épargne groupe, ou par voie d'attribution gratuite d'actions ;
- animer le marché du titre dans le cadre d'un contrat de liquidité conformément à la pratique de marché admise par l'Autorité des Marchés Financiers, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues, conserver des actions et, le cas échéant, les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ;
- satisfaire aux obligations découlant de titres de créances et de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou d'une autre manière, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

L'acquisition, la cession, le transfert ou l'échange de ces actions pourront être effectués par tous moyens, en une ou plusieurs fois, sur le marché ou de gré à gré, en tout ou partie, y compris par acquisition ou transfert de blocs d'actions et à tout moment. Ces moyens incluent, le cas échéant, l'utilisation d'instruments financiers dérivés.

Le prix maximum d'achat est fixé à 25 euros par action (hors frais d'acquisition) et le montant maximal consacré au programme est fixé à 3.000.000 d'euros, étant toutefois précisé qu'en cas d'opération sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement des actions, les montants susvisés seront ajustés en conséquence.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions définitives, de conclure tous accords et d'effectuer toutes formalités. Cette autorisation est donnée pour une durée expirant à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026 et, au plus tard, 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale.

II. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DIXIEME RESOLUTION

(Autorisation de réduction du capital par annulation d'actions propres détenues par la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise des termes du rapport du Conseil d'Administration du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-204 et L. 225-207 du Code de commerce ;

Autorise, le Conseil d'administration avec faculté de subdélégation, selon le cas applicable, à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions que la Société détient ou pourra détenir en conséquence de l'utilisation des autorisations d'achat d'actions données par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration, dans la limite de 10 %, par période de vingt-quatre mois, du nombre total des actions composant le capital social à la date de l'opération.

Confère tous pouvoirs au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation, selon le cas applicable, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, en vue de réaliser la ou les réductions du capital consécutives aux opérations d'annulation autorisées par l'Assemblée, en fixer les modalités et conditions, procéder aux imputations nécessaires sur tous postes de réserves, bénéfices ou de primes, en constater la réalisation, procéder à la modification corrélative des statuts et généralement prendre toutes décisions et effectuer toutes formalités.

Décide que cette autorisation est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée Générale, et prive d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée toute délégation antérieure ayant le même objet.

III. DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

ONZIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal de la présente Assemblée Générale, en vue d'effectuer toutes formalités de publicité et de dépôt prévues par la législation en vigueur.